



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

Commissions parlementaires

Commission permanente de l'agriculture,
des pêcheries et de l'alimentation

Étude des crédits du ministère de l'Agriculture,
des Pêcheries et de l'Alimentation

Le jeudi 20 avril 1989 - No 20

Président : M. Pierre Lorrain

QUÉBEC

recu
le 89 08.17

Table des matières

Secteur de l'agriculture et de l'alimentation		CAPA-727
Remarques préliminaires		CAPA-727
M. Michel Pagé		CAPA-727
M. Jacques Brassard		CAPA-733
M. Michel Pagé (réplique)		CAPA-735
Équité entre les provinces		CAPA-737
Céréales		CAPA-740
Aide aux producteurs victimes de sécheresse		A-741
Négociations du GATT	CAP	A-741
Rapport de Grandpré		CAPA-744
Programmes d'adaptation au libre-échange		CAPA-748
Zonage agricole		CAPA-749
Fonds des activités agricoles		CAPA-754
Mise en valeur des terres en friche		CAPA-754
Recherche et enseignement		CAPA-756
Financement agricole		CAPA-759
Aide à rétablissement		CAPA-762
Aide à la production agricole		CAPA-766

Autres intervenants

M. Maurice Richard, président

M. Albert Houde

M. Charles Messier

Mme France Dionne

* M. Jean-Yves Lavoie, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

* M. André Vézina, idem

* M. Pierre-Luc Blain, Commission de protection du territoire agricole

* M. Michel Saint-Pierre, Office du crédit agricole

* Témoins interrogés par les membres de la commission

Abonnement: 290 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires
 70 \$ par année pour les débats de la Chambre
 Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$
 (La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$)

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:
 Assemblée nationale du Québec
 Distribution des documents parlementaires
 1000, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
 Québec, (Québec)
 G1R 5E5 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
 Bibliothèque nationale du Québec
 ISSN 0623-0102

Le jeudi 20 avril 1989

**Étude des crédits du ministère de l'Agriculture,
des Pêcheries et de l'Alimentation**

(Dix heures quinze minutes)

Le Président (M. Richard): Si vous me le permettez, je déclare ouverte la séance de la commission. Voici le mandat de la commission: procéder à l'étude des crédits budgétaires du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation pour l'année financière 1989-1990. Je vous rappelle que, selon l'ordre de l'Assemblée nationale, nous disposons d'une enveloppe de cinq heures - il n'est pas nécessaire de l'utiliser - pour les crédits affectés aux programmes 1 à 9 du ministère.

M. le secrétaire, avons-nous des remplacements ce matin?

**Secteur de l'agriculture
et de l'alimentation**

Le Secrétaire: Oui, M. le Président. M. Dubois (Huntingdon) est remplacé par M. Maciocia (Viger).

Remarques préliminaires

Le Président (M. Richard): J'invite M. le ministre ou le représentant officiel de l'Opposition à faire ses remarques préliminaires. M. le ministre, vous avez donc la parole.

M. Michel Pagé

M. Pagé: Merci, M. le Président. Notre ministère a un rôle de leadership à jouer dans le secteur bioalimentaire au Québec et mon objectif, depuis que j'en assume la responsabilité, est de faire en sorte que ce rôle soit joué pleinement. L'agriculture est confrontée régulièrement à des défis qu'on se doit de relever. Plusieurs d'entre eux ont été relevés au cours de la dernière année avec la collaboration de nos partenaires tant privés que gouvernementaux.

Il en sera de même en 1989-1990. Le ministère a de nombreux projets pour consolider les acquis et pour favoriser l'adaptation du secteur de l'agriculture aux mutations qui sont nombreuses. Je voudrais évidemment profiter de cette commission pour vous les communiquer et saluer l'équipe de fonctionnaires du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et les différentes régies ou organismes qui sont avec nous pour répondre aux questions de messieurs et mesdames les députés.

La conclusion de l'entente de libre-échange entre le Canada et les États-Unis représente très certainement l'un des événements marquants de la dernière année. Cependant, à un niveau plus global, il faut également souligner les négociations du GATT, dont les répercussions pourraient

être importantes sur les politiques agricoles canadiennes et, nécessairement, québécoises. L'économie agricole nord-américaine a été marquée, en 1988, par une sécheresse, une chute de la production céréalière et une hausse appréciable du prix des céréales et des oléagineux. Compte tenu de ces aléas climatiques, de la conjoncture internationale et de la situation déjà précaire de nombreux agriculteurs de l'Ouest canadien, toutes les conditions sont actuellement réunies pour l'amorce d'une réflexion en profondeur sur la politique agricole canadienne, ses objectifs, ses moyens, tout particulièrement en ce qui concerne la production de céréales.

Le secteur agricole québécois étant directement relié à l'évolution de ces grandes tendances, il demeure impératif, non seulement de consolider les acquis de la politique agricole québécoise, mais aussi de demeurer vigilant face à révolution des politiques agricoles canadiennes et étrangères. Sur le plan canadien, les politiques fédérales devront tenir compte de la spécificité des besoins de l'agriculture québécoise. Déjà, le Québec a enregistré des gains substantiels en ce qui a trait à son adhésion aux programmes nationaux tripartites de stabilisation des prix. Entre autres, l'entente tripartite, intervenue récemment dans la production porcine permettra au Québec de récupérer, rétroactivement au 1er juillet 1986, une contribution fédérale de 38 000 000 \$ d'ici la fin de 1989. Globalement, cette entente implique une contribution fédérale à la protection des revenus qui pourrait atteindre annuellement plus de 11 000 000 \$ pour les producteurs de porc du Québec entre 1990 et 1995. De plus, les producteurs québécois ont obtenu une juste part des fonds consentis dans le cadre du programme spécial canadien sur les grains, alors que 66 300 000 \$ ont été versés aux céréaliculteurs québécois au cours des deux dernières années.

Une entente est également imminente en ce qui concerne le programme d'aide fédérale pour la sécheresse de 1988, laquelle a également affecté le Québec. Toutefois, nos efforts devront être accentués et poursuivis dans le cadre de la révision de la politique des céréales canadiennes ainsi que les discussions touchant les offices nationaux de commercialisation, afin de préserver les acquis des agriculteurs du Québec en matière de gestion de l'offre et de protection du revenu.

Au niveau international, il importe de se rappeler que l'appui du Québec à l'entente de libre-échange repose sur le maintien des éléments fondamentaux des politiques agricoles canadiennes et québécoises. L'année 1989 nous permettra d'évaluer et de tester pour la première fois les mécanismes de résolution des conflits commerciaux prévus à l'entente, notamment, dans le

secteur de la production porcine où les Américains ont demandé l'imposition d'un droit compensateur dans le porc. Les résultats des discussions en cette matière devront refléter les préoccupations du Québec.

En plus d'afficher sa vigilance face à ces divers dossiers, le ministère accentuera ses efforts d'adaptation par l'élaboration de programmes et de politiques axés sur une qualité certifiée qui positionneront les produits bioalimentaires québécois sur les marchés extérieurs en les rendant plus compétitifs. Grâce à ces actions, notre industrie profitera au maximum des nouvelles possibilités qui s'offrent à elle, tant dans les marchés traditionnellement couverts que dans les marchés de développement.

En 1988, l'agriculture au Québec a été particulièrement touchée par la situation générale des prix des produits agricoles. La baisse de 20 % du prix du porc a affecté durement les revenus dans le secteur des viandes, alors que la hausse du prix des céréales a eu des répercussions sur les coûts des entreprises spécialisées dans la production animale. Afin de réagir à cette situation, le gouvernement du Québec procédait à l'abolition des maximums assurables dans le régime de stabilisation des porcs à l'engraissement, permettant ainsi de bien protéger l'ensemble de la production. De plus, un comité multipartite fut mis en place au cours de l'automne, afin de s'assurer que les politiques agricoles du ministère répondent adéquatement à l'ensemble de la production porcine. La hausse des taux d'intérêt par la Banque du Canada a également une incidence négative sur nos coûts de production.

Par ailleurs, les ventes québécoises de produits agricoles se sont chiffrées à 3 620 000 000 \$ en 1988, une hausse de 4,3 % par rapport à l'année précédente. Alors que les recettes totales provenant des productions animales sont demeurées stables, celles issues des produits végétaux, forestiers et acérols se sont accrues. De plus, les transferts gouvernementaux ont augmenté de 22,1 % en 1988 pour atteindre 400 000 000 \$ de transferts gouvernementaux aux producteurs et aux productrices.

En ce qui a trait à la répartition des recettes financières entre les secteurs, la production laitière représentait, en 1988, 36,3 % du total des recettes agricoles au Québec, suivie du porc avec 14,8 %, l'aviculture avec 10,9 %, le bœuf et l'horticulture avec respectivement 8,5 % et 8,7 %. Le nombre de personnes occupant un emploi dans le secteur de l'agriculture est passé de 76 300 en 1987 à 69 300 en 1988. À l'instar des années précédentes, près de 70 % de cette réduction d'emplois est attribuable à la diminution du nombre de travailleurs familiaux non rémunérés, alors que le nombre de salariés agricoles demeurait relativement stable. Cette situation vient de la tendance qu'ont les travailleurs familiaux non rémunérés à quitter le secteur agricole lors d'une reprise économique,

afin d'occuper des emplois rémunérés dans d'autres secteurs. De plus, il y eut une légère progression de la proportion des personnes travaillant plus de 40 heures par semaine en regard de celles ne travaillant dans le secteur qu'à temps partiel. Ainsi, malgré une baisse apparente de 8,4 % de l'emploi, la masse globale des salaires versés aux travailleurs agricoles s'est accrue de 3,7 %. Cette évolution générale des conditions de l'emploi dans le secteur agricole reflète des modifications importantes du travail agricole qui s'avère de plus en plus spécialisé et exclusif. De plus, le secteur agricole fait toujours l'objet de gains sensibles au chapitre de la productivité, et cela, il faut en tenir compte.

Dans le secteur de la transformation des aliments et boissons, la valeur des livraisons s'est chiffrée à 10 600 000 000 \$ en 1988. Cette évolution constitue un ralentissement au regard des dernières années. Toutefois, il faut bien prendre en ligne de compte que l'indice global du prix de vente des industries des aliments et boissons a augmenté de 3,5 % en 1988, comparativement à 3 % l'année précédente.

La croissance des immobilisations dans l'industrie de la transformation des produits bioalimentaires apparaît comme le fait saillant de l'année 1988. En effet, les immobilisations ont atteint 346 100 000 \$ en 1988, en hausse de 41,1 % sur l'année précédente. Les hausses ont été particulièrement fortes pour l'industrie laitière, c'est-à-dire une croissance de 96,6 % des investissements en 1988 des industries laitières par rapport à 1987; la boulangerie et la biscuiterie avec un taux de croissance de leurs investissements de 77,6 % et le secteur des boissons, un taux de 56 %. La performance de ce secteur, dans le domaine des immobilisations n'est certes pas étrangère à la mise en oeuvre de la stratégie de développement industriel et commercial, Innovations, que j'ai annoncée en août 1987. En effet, par ce programme d'aide aux entreprises, le ministère aura permis la réalisation de 463 projets générant des investissements de 83 300 000 \$ ainsi que la création de 572 nouveaux emplois, sans compter les emplois qui ont été sécurisés dans nos entreprises. Le ministère est fier de cette association à une industrie faisant preuve de dynamisme face aux défis posés, entre autres, par la libéralisation des échanges.

En ce qui a trait à la demande totale, l'industrie agro-alimentaire québécoise a atteint cette année un taux record de près de 16 000 000 000 \$. L'alimentation au Québec, de la ferme à la table, représente 16 000 000 000 \$ dans notre économie.

Dans un contexte de diversification de la consommation alimentaire et d'ouverture des marchés, il est essentiel de disposer d'outils, tels que SOQUIA, Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, pour exploiter pleinement le potentiel de notre industrie et la faire entrer de plain-pied dans le XXI^e siècle. J'aurai d'ailleurs

le plaisir d'annoncer, d'ici quelques jours, les orientations de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires pour les trois prochaines années.

Le secteur de la restauration s'est nettement démarqué en 1988 avec des recettes de 3 800 000 000 \$, une progression de 9,6 % par rapport à l'année précédente. En fait, les consommateurs et les consommatrices du Québec ont été les principaux gagnants en 1988, puisque les prix à l'alimentation ne se sont accrus que de 2,9 % par rapport à une hausse, de 3,8 % du taux général d'inflation. Cette augmentation des prix constitue, d'ailleurs, la deuxième plus faible progression depuis 1973 et la plus faible depuis 1983; je fais référence aux prix aux consommateurs.

Pour 1989, on devra composer avec les tendances agricoles nord-américaines, auxquelles il faut ajouter l'influence du taux de change et des taux d'intérêt, en raison de leur effet déterminant sur les possibilités d'exportation et les coûts des entreprises.

Les revenus totaux de la majorité des secteurs agricoles seront à la hausse. Toutefois, le prix des céréales devrait maintenir son impact à la hausse sur les coûts des entreprises spécialisées en production animale et maintenir cette croissance; ce taux élevé du prix des céréales devrait maintenir une pression forte sur les marges bénéficiaires des entreprises qui sont, notamment, en production animale. Le volume des ventes devrait se stabiliser alors que le taux général des prix s'accroîtra. De plus, le prix du porc devrait connaître un redressement en 1989, alors que le revenu de ce secteur devrait être légèrement à la hausse. Les perturbations des marchés mondiaux pourraient cependant remettre en cause ces prévisions.

Le secteur de la transformation devrait poursuivre son programme d'immobilisations; une certaine consolidation demeure prévisible dans le domaine des abattoirs, alors que certains d'entre eux pourraient être fusionnés. L'industrie de la distribution alimentaire devrait également continuer d'accroître ses investissements, alors que le secteur de la restauration devra continuer de s'ajuster aux nouvelles habitudes des consommateurs et des consommatrices et aux exigences de qualité très élevée.

En résumé, le secteur agro-alimentaire québécois devra poursuivre ses efforts en vue d'anticiper les grandes tendances économiques nord-américaines et mondiales, pour ainsi mieux s'y adapter et répondre aux nouvelles exigences des consommateurs et de la protection de l'environnement.

En 1988-1989, on a poursuivi avec vigueur notre rôle de soutien au développement du secteur. À cette fin, diverses mesures ont été mises de l'avant pour répondre aux besoins d'un environnement en constant changement.

La protection du territoire agricole constitue l'un des fondements de la politique agricole

québécoise. La loi 100 confirme l'objectif premier de la Loi sur la protection du territoire agricole, soit de préserver le sol agricole tout en assurant une protection accrue aux meilleurs sols et en sécurisant les producteurs dans la poursuite de leurs activités en zone agricole.

La loi 100, adoptée par l'Assemblée nationale, apporte un bon nombre de modifications dont plusieurs se doivent d'être continuellement rappelées: l'ajout et la refonte des critères de base des décisions de la Commission de protection du territoire agricole en critères obligatoires et en critères complémentaires, ce qui est une notion très importante dans l'application de la loi; la délimitation d'un secteur exclusif à l'agriculture à même la zone agricole ne peut dorénavant faire l'objet d'exclusion de la Commission de protection du territoire agricole. Dans ce secteur, les autorisations à des fins non agricoles seront très limitées; la création d'un tribunal d'appel des décisions de la Commission de protection du territoire agricole à l'intention des citoyens; l'introduction d'une possibilité de recours à un commissaire aviseur neutre et impartial pour les producteurs agricoles s'estimant lésés par certaines réglementations municipales leur imposant des contraintes indues dans la poursuite de leurs activités en zone agricole; la définition du principe d'immunité pour les producteurs agricoles exerçant leur profession dans le respect des lois québécoises et des règles de bonne pratique, notamment en matière d'environnement; la création d'un fonds de défense pour les producteurs agricoles ayant à faire face à des poursuites résultant de l'exercice de leur profession en zone agricole dans le respect des lois et des règlements.

Cette nécessaire remise à jour de la Loi sur la protection du territoire agricole s'est faite en consultation avec les principaux intervenants du milieu agricole et municipal. Il y a eu de nombreuses rencontres avec les municipalités du Québec, autant avec l'UMRCQ qu'avec l'UMQ. Je me suis moi-même rendu rencontrer les préfets, la table Québec-municipalités à deux reprises et, aujourd'hui, la loi est adoptée. Il en sera de même dans l'application de la loi. Ainsi, un processus de négociation est prévu entre les différentes parties concernées au moment de rétablissement des zones agricoles à protection accrue.

L'implantation de certains services d'utilité publique, soit des réseaux d'aqueduc ou d'égout ainsi que les usines de traitement ou d'épuration des eaux, est aussi facilitée. La Commission de protection du territoire agricole pourra désormais en autoriser l'implantation dans un secteur exclusif, sans qu'il lui soit démontré qu'il n'y a pas, ailleurs sur le territoire de la corporation municipale, d'espace approprié disponible ou que l'implantation de ces services n'affecte pas l'homogénéité des exploitations agricoles et n'entraîne pas de modifications importantes à l'exercice des activités agricoles. Enfin, afin de

faciliter aux organismes publics la démonstration qu'il n'y a pas ailleurs d'espace approprié et disponible aux fins visées par une demande, la notion de "territoire de la corporation municipale" est introduite.

Bref, cette pièce législative majeure vise essentiellement deux objectifs: la protection de la ressource humaine par diverses dispositions instaurant le droit de produire au Québec et une protection plus forte des sols à fort potentiel qui sera accompagnée d'une politique de mise en valeur de ces sols.

(10 h 30)

L'année 1988 nous aura permis aussi de mettre en oeuvre une autre loi qui est à la base même du développement de l'agriculture, soit la Loi sur le financement agricole. Le financement agricole est un apport indispensable au développement de l'agriculture. L'entrée en vigueur de la Loi sur le financement agricole et de la Loi modifiant la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers marque une étape importante dans la modernisation du système québécois de financement agricole. Cette refonte visait à faciliter substantiellement la compréhension, la vulgarisation et l'application des programmes de financement. Elle apportait également des modifications non négligeables à l'orientation des programmes de base: la reconnaissance du vendeur d'une ferme comme prêteur; une bonification additionnelle d'intérêt appliquée aux personnes possédant un niveau de formation professionnelle spécifique lors de l'établissement, afin d'inciter les jeunes à aller chercher une formation; et l'abandon du subventionnement d'intérêt pour les prêts à moyen terme. L'accessibilité plus grande au crédit pour les agriculteurs qui en est résultée a permis à l'Office du crédit agricole de contribuer davantage au dynamisme et à la diversification de l'agriculture québécoise.

L'industrie des chevaux, l'horticulture ornementale et la serriculture sont quelques-unes des productions qui profiteront pleinement de cette plus grande accessibilité au financement agricole. En 1988-1989, selon des données provisoires, les prêts se sont accrus de 3,4 %, pour atteindre 274 500 000 \$, dans le cadre du budget 1988-1989. En ce qui concerne les ouvertures de crédit, l'augmentation a été de 5,3 % pour atteindre 52 900 000 \$. En période de taux d'intérêt élevés, le rôle des politiques de financement devient particulièrement important et permet d'en atténuer l'effet négatif sur la rentabilité des exploitations agricoles.

Les modifications apportées à la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers avaient notamment pour objectif d'assurer l'équilibre du fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers. Afin de parfaire la réforme des programmes de financement agricole, des modifications au règlement d'application de cette loi seront mises de l'avant. Je me réfère bien à la loi 49, qui a fait l'objet de certaines inquiétudes ou de certaines demandes de la part de producteurs

agricoles, et aussi de la part des députés des deux côtés de l'Assemblée nationale. Cette réglementation modifiée visera à atténuer les principaux irritants engendrés par le réajustement et les modalités d'application des primes d'assurance-prêts sur les ouvertures de crédit et sur les prêts à long terme.

Le nombre de Québécoises impliquées en agriculture est important, et c'est dans un contexte d'appui au cheminement professionnel des femmes en agriculture que le ministère, que je dirige, réalise différentes interventions. Des efforts ont été consentis pour favoriser le regroupement des femmes qui travaillent en agriculture et leur participation aux organismes et aux programmes agricoles; pour favoriser leur perfectionnement professionnel; pour favoriser leur accès à la propriété des entreprises; pour les informer de leurs droits; pour les appuyer par des outils, par exemple, les guides d'établissement qui sont distribués dans chacune des régions du Québec pour le bénéfice de nos agricultrices. Cette démarche s'inscrit aussi dans une volonté très claire du gouvernement du Québec de faire encore plus pour assurer une relève en agriculture.

Plusieurs interventions ayant des impacts significatifs sur l'établissement ont été réalisées. Le nombre d'établissements en agriculture est passé de 1536 personnes en 1987 à 2465, selon nos prévisions en 1988-1989; un nombre sans précédent. Devant les succès remportés par les programmes de primes à l'établissement, des crédits additionnels de 12 300 000 \$ se sont ajoutés à ceux déjà prévus initialement. Ces nouveaux crédits ont permis de répondre plus adéquatement à l'intérêt sans cesse grandissant des jeunes et, plus particulièrement, des femmes pour ces programmes. L'augmentation des crédits aux programmes de primes à l'établissement démontre la détermination du MAPAQ à apporter une aide substantielle accrue aux jeunes Québécoises et Québécois intéressés par l'agriculture et, du même coup, à assurer une relève agricole efficace au Québec. De plus, elle témoigne d'une volonté réelle d'effectuer le rattrapage qui s'impose au chapitre de l'établissement des femmes en agriculture.

Des 2465 personnes qui ont profité de subventions de l'Office du crédit agricole en 1988-1989, 1313 étaient des femmes, soit plus de la moitié. Parmi elles, 1287 ont bénéficié de la prime à l'établissement de 15 000 \$. Maintenant, 6384 agricultrices sont propriétaires en tout ou en partie d'une entreprise agricole au Québec. De celles-là, 1835 sont propriétaires uniques. Les efforts consentis au cours des dernières années ont donc porté fruit. C'est visible, c'est palpable et nous en sommes bien fiers.

En plus de l'appui de l'Office du crédit agricole, deux autres programmes de mon ministère sont offerts aux futurs exploitants et exploitantes agricoles. Le premier, la Relève agricole, consiste en une aide financière pour les

groupes de jeunes de la relève qui veulent organiser des activités de formation. En 1988-1989, il a permis la réalisation de 160 projets. Deuxièmement, plus de 600 000 \$ ont été engagés dans le cadre du programme Promotion de la formation, un programme très populaire au ministère qui alloue des aides aux jeunes pouvant atteindre 4000 \$ à titre d'incitatif à l'acquisition de compétences professionnelles et au soutien du dossier d'établissement.

L'action du ministère favorisant l'établissement en agriculture a permis à un nombre croissant de jeunes de réaliser leurs projets d'avenir tout en contribuant au développement du Québec. La ressource humaine constitue sans contredit la ressource de base du développement agro-alimentaire. C'est pourquoi le ministère consacre des ressources importantes pour le perfectionnement et la formation des producteurs et productrices, des technologistes dans les instituts de technologie agro-alimentaire.

Une vaste campagne de promotion a été entreprise en utilisant les divers médias et en diffusant les documents d'information pour les intéresser davantage. Il faut bien en convenir, M. le Président, et il faut profiter de moments comme celui qui nous réunit ce matin pour indiquer très clairement qu'on a des emplois disponibles en agriculture, qu'il y a de la place pour de jeunes Québécois et de jeunes Québécoises dans différents créneaux d'intervention du secteur agro-alimentaire. Cette campagne de promotion visant à sensibiliser davantage nos jeunes pour les intéresser à venir chercher une formation dans nos instituts de technologie agro-alimentaire est, j'en suis persuadé, un élément qui sera susceptible d'"attirer", entre guillemets, chez nous, dans notre secteur, des jeunes pour qui des emplois sont disponibles. L'avenir est certainement prometteur.

Les diplômés des instituts de technologie agro-alimentaire ont des possibilités d'emploi très intéressantes. Le niveau de placement - il est bon de le rappeler - a atteint 90 % au cours des dernières années en ce qui concerne les programmes de technologies. Cet état de fait demeure encore très méconnu. À cette fin, j'avais l'honneur, en novembre dernier, de lancer une brochure qui fait la promotion de nos deux institutions de technologie. Nous avons établi des contacts avec l'ensemble des intervenants ou ceux qui travaillent en orientation, tant après le secondaire qu'au cégep, et j'ai bon espoir que ça puisse nous conduire à des résultats positifs.

L'une des activités importantes du ministère est certes le conseil technico-économique aux producteurs et productrices agricoles. L'action du ministère a été intensifiée au cours des dernières années. Le transfert de technologies s'est vu accorder une attention spéciale. En 1988-1989, plus de 450 événements de transfert technologique, incluant 350 démonstrations à la ferme, ont été réalisés et ce, dans chacune des douze régions agricoles du Québec, touchant les pro-

ductions animale et végétale, les sols et la gestion. L'adoption des nouvelles technologies est indispensable pour que le Québec demeure concurrentiel dans un marché de plus en plus ouvert.

D'autres actions ont visé à adapter les mesures d'aide du ministère de façon à les rendre plus performantes. Dans le secteur du boeuf de boucherie, le programme destiné à promouvoir une plus grande productivité et à dépasser un certain volume minimal critique a été modifié. Ainsi, le maximum de capacité de production dans les ateliers de vaches-veaux pouvant bénéficier d'une aide a été accru de 25 %, passant de 100 à 125 têtes de bétail.

Dans le cadre d'un plan quinquennal de rentabilisation de la production ovine, un programme de 5 600 000 \$ a été mis en place. Ce programme a été bâti en concertation avec les intervenants concernés et il vise l'amélioration de la rentabilité et l'augmentation de la productivité des entreprises spécialisées. Par ce programme, une aide financière est disponible pour l'aménagement des bergeries, l'achat d'animaux reproducteurs et l'amélioration génétique des troupeaux.

Les programmes d'assurances agricoles ont continué de jouer un rôle de premier plan dans le soutien de la production agricole. Les indemnités en assurance-récolte se sont élevées à 34 000 000 \$ et les compensations en assurance-stabilisation à 279 000 000 \$. Des améliorations ont été apportées aux régimes d'assurance-récolte, particulièrement en ce qui concerne la production pomicole, les légumes maraîchers, les bleuets, les fraisières et les framboisières. Ceia fait suite à la mise sur pied d'un comité formé de membres de l'Assemblée nationale, des collègues de la majorité, qui nous ont formulé des recommandations visant en particulier à modifier nos programmes d'assurance-récolte, pour qu'ils correspondent plus exactement aux attentes de ces producteurs, notamment des producteurs maraîchers. Il en a été de même pour les régimes d'assurance-stabilisation en ce qui concerne les régimes agneaux et pommes de terre, avec des modifications aux coûts de production et l'abrogation du maximum assurable dans le porc à l'engraissement, comme je vous le disais précédemment.

Les nouvelles productions, on les veut mieux soutenues. Le développement de nouvelles productions nécessite l'adaptation de l'action du ministère. Ainsi, pour répondre aux nouveaux besoins en agriculture biologique, un responsable de dossier a été désigné dans chacune des douze régions agricoles du Québec. Des cours de formation ont été dispensés au personnel du ministère et des journées d'information ont été organisées à l'intention des agriculteurs et des agricultrices.

Pour soutenir le développement des cultures abritées, une spécialisation en serriculture a été intégrée au programme de formation en horticul-

ture à l'Institut des technologies agro-alimentaires de Saint-Hyacinthe. La formation de la main-d'œuvre est indispensable dans les productions dont les technologies sont relativement nouvelles et encore peu répandues. Les services de diagnostic du ministère ont été utilisés par de plus en plus de producteurs et de productrices. La formation de clubs de production illustre également le dynamisme du secteur des cultures abritées.

La mise en place d'un téléphone vert s'est avérée une première expérience très réussie, il s'agit d'un service téléphonique spécialisé en horticulture ornemental auquel le consommateur a accès gratuitement. Avec 12 000 appels en quatre mois, la demande a dépassé toutes nos prévisions initiales. Le concours Villes et villages fleuris a continué de remporter un vif succès avec plus de 500 inscriptions, contribuant ainsi à l'essor du secteur. De plus, l'implication financière du gouvernement, de 1 250 000 \$, dans le dossier des Floralies internationales de Charlesbourg aura sans aucun doute un impact important sur le développement de l'horticulture au Québec.

Le soutien du ministère a également permis d'assurer la réalisation de 138 projets d'entreprises de taille familiale et de trois projets majeurs de culture sous abri, totalisant 21 700 000 \$ d'investissements. La participation gouvernementale fut de l'ordre de 6 400 000 \$, permettant l'ajout de onze hectares supplémentaires à la production québécoise en serres, soit une augmentation de 8 % de la capacité de production. Au total, le secteur a donc continué d'accroître sa capacité de production et d'intensifier sa diversification.

Une consultation des intervenants du milieu sur des mesures concrètes a permis de finaliser la préparation de six plans d'intervention intégrés dans les productions suivantes, soit les cultures abritées, le blé d'alimentation humaine, le soya, l'horticulture ornementale, l'agriculture biologique et le boeuf de boucherie. J'aurai l'occasion sous peu, j'espère d'ici à la fin de mai, d'annoncer formellement et officiellement la mise en oeuvre de ces plans de développement intégrés qui s'adressent plus spécifiquement à certaines productions qui doivent recevoir notre appui. Ces plans de développement intégrés ne sont pas le résultat du travail fait sur le coin du bureau - rapidement, j'entends - c'est le résultat d'un travail de consultations et de discussions avec les gens, par exemple, du secteur de l'horticulture ornementale, les gens du secteur du bovin de boucherie et ces plans de développement intégrés viseront à mettre en oeuvre une politique, une démarche en vue de rentabiliser ces productions. J'ai très bon espoir de pouvoir les annoncer concrètement et spécifiquement d'ici à la fin du mois de mai prochain.

Grâce aux efforts déployés en recherche et en mise au point technique et grâce aux régimes de stabilisation mis en place, les producteurs de soya et de blé ont augmenté de façon significa-

tive aussi.

M. le Président, je vois qu'il y a 28 minutes d'écoulées. J'avais encore beaucoup de choses à vous dire concernant le positionnement des produits du Québec, concernant toute la gamme des activités chez nous, mais je vais m'arrêter là, je n'ai pas le choix je pense, à moins que j'aie consentement pour continuer.

Le Président (M. Richard): M. le député de Lac-Saint-Jean, avez-vous des objections?

M. Brassard: Effectivement, il avait droit à une trentaine de minutes. Peut-être quelques minutes pour conclure, quatre ou cinq minutes.

M. Pagé: Je vais conclure en vous disant que, globalement, le ministère s'était convié en 1986 à une réorientation tout à fait nouvelle: plutôt que de produire pour produire, l'action du ministère vise maintenant à produire et à répondre aux besoins évolutifs de nos consommateurs et consommatrices. Cela veut dire quoi? Cela veut dire des interventions à chacun des niveaux de nos mandats. Cela veut dire sur le plan de la recherche; cela veut dire l'obligation qu'on a de consolider nos acquis, de rentabiliser nos entreprises existantes. Pour nous, la meilleure garantie d'un prix correspondant non seulement au coût de production mais à la rentabilité des entreprises, c'est que l'on produise un bien bioalimentaire que l'on pourra consommer au restaurant ou à la maison. Vous savez qu'on consomme un repas par jour au restaurant. Il se consomme 6 700 000 repas par jour dans les restaurants au Québec. Que l'on profite de cette évolution très marquée dans les attentes du consommateur pour rehausser nos standards de contrôle de qualité des produits. J'aurais l'occasion de revenir là-dessus aujourd'hui. Qu'on profite aussi de l'ouverture des marchés, parce que, de plus en plus, les marchés sont internationaux - aujourd'hui, on consomme des produits qu'on ne consommait pas il y a dix ou quinze ans - qu'on adapte, via nos programmes de développement industriel, que le gouvernement apporte un support adéquat aux entreprises de transformation et de conditionnement des produits bioalimentaires pour correspondre là aussi aux attentes de nos gens, mais aussi pénétrer d'autres marchés, personnellement, on a tout à gagner.

(10 h 45)

Si l'industrie et si nos entreprises de transformation de produits bioalimentaires au Québec sont dynamiques, et j'ai tous les motifs de le croire, compte tenu d'un nouveau record d'investissements en 1988, si nous nous concentrons dans nos actions, on a tous les motifs d'être confiants comme suite de l'entente de libre-échange avec les États-Unis.

Je demande donc, M. le Président, qu'on adopte ces crédits qui visent essentiellement à mieux supporter notre agriculture et particulière-

ment en région. Je n'ai pas eu le temps de toucher tout le volet des programmes de développement régional. J'aurai l'occasion d'y revenir. Je suis persuadé qu'il y aura des questions autour de cette table. C'était dans les quinze autres pages dont il me restait à vous faire part ce matin, mais je comprends que mon temps est écoulé. Merci.

Le Président (M. Richard): Merci, M. le ministre. Maintenant, M. Brassard, député de Lac-Saint-Jean et porte-parole de l'Opposition en matière agricole, est-ce que vous avez des remarques préliminaires?

M. Jacques Brassard

M. Brassard: Oui. Avant d'adopter les crédits, j'aurais quelques mots à dire.

Le Président (M. Richard): Oui, c'est ce dont on se doutait!

Des voix: Ha, ha, ha!

Le Président (M. Richard): Vous avez donc la parole, M. le député de Lac-Saint-Jean.

M. Brassard: D'abord, je voudrais féliciter le nouveau sous-ministre, M. Jacob, et lui souhaiter bonne chance dans son nouveau poste. J'espère également que l'ancien sous-ministre, M. Leblond, qui se retrouve à Ottawa, va contribuer utilement à faire en sorte que le Québec gagne la bataille de l'équité. Maintenant qu'il est en poste, j'espère que ça va être un allié pour le Québec dans la bataille de l'équité, un dossier qu'il connaît bien.

M. le Président, l'étude des crédits d'un ministère constitue un forum privilégié pour interroger, questionner un ministre sur les orientations de son gouvernement à l'égard d'un secteur particulier, d'un secteur d'activité bien précis. Dans le cas qui nous intéresse ce matin, il s'agit de l'agriculture et de l'alimentation, puisque, pour ce qui est des pêcheries, ça concerne un autre porte-parole. Cela a été fait hier.

J'entends profiter des prochaines heures qui viennent et du cadre de discussions que constitue une commission parlementaire pour tenter d'amener le ministre à préciser ses intentions et les intentions de son gouvernement dans un certain nombre de dossiers qui ont un impact direct sur les activités quotidiennes des producteurs et des productrices agricoles du Québec. Je pense qu'il faut maintenant dire les deux: "producteurs" et "productrices", parce que, comme le ministre l'a signalé tantôt, la présence des femmes en agriculture est de plus en plus importante.

À l'exception du programme 10 qui concerne le secteur des pêcheries qui a déjà été fait, les crédits prévus de 592 000 000 \$ pour l'exercice

financier 1989-1990 du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation n'augmentent que de 3,8 % par rapport aux crédits de 1988-1989 qui s'élevaient à 570 000 000 \$.

Par rapport aux dépenses probables qu'on estime à 555 000 000 \$ pour l'exercice 1988*1989, l'augmentation des crédits pour l'exercice 1989-1990 s'élèverait à 6,7 % si on compare les crédits aux dépenses. Mais, de crédits à crédits, c'est une augmentation de 3,8 %.

Pour les programmes, on remarque une diminution de 1 % des crédits affectés en 1989-1990 au programme 1 qui est le programme Planification, recherche et enseignement. Cela nous a étonnés de voir une diminution à ce chapitre, parce que ce 1 % se traduit par une diminution de 1 300 000 \$. Cela nous étonne, parce que ce budget qui, comme on le sait, est destiné principalement au financement des travaux de recherche du ministère, comme ceux réalisés également par des équipes externes, des équipes de recherche universitaires, par exemple... C'est d'autant plus surprenant que le premier ministre Bourassa s'était engagé, à l'occasion du sommet sur la technologie tenu l'automne dernier, à accroître les efforts de son gouvernement en matière de recherche et développement, notamment au chapitre des budgets de recherche des ministères impliqués. Dans le cas du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, c'est plutôt une diminution qu'on observe et c'est un peu surprenant.

De plus, les crédits votés pour 1989-1990 à ce programme, c'est-à-dire 38 400 000 \$ n'atteignent toujours pas les 42 100 000 \$ de dépenses observées en 1985-1986 en dollars courants, dernière année du gouvernement du Parti québécois. En dollars constants de 1989, c'est encore plus grave, il s'agit d'une régression de l'ordre de 10 000 000 \$ par rapport à l'effort consenti en 1985-1986, soit 25 % de moins. Quand le premier ministre nous dit que, pour lui, la recherche et le développement c'est capital, c'est important, et qu'il va y voir et augmenter les crédits affectés à cette fin dans les divers ministères de son gouvernement, cela ne se vérifie pas au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Quant au chapitre du programme 3, l'Aide à la production agricole, les crédits prévus pour ce programme n'augmentent que de 2,3 % par rapport aux crédits de l'an dernier. Après quatre années de pouvoir, ou presque, le budget de ce programme Aide à la production agricole, qui est un programme important, n'atteint toujours pas encore le niveau de 1985-1986. En dollars courants, les crédits prévus pour ce programme en 1989-1990 s'élèvent à seulement 103 300 000 \$ comparativement à 122 000 000 \$ en 1985-1986. On est encore loin du compte.

Ainsi, le gouvernement libéral n'a dépensé que 95 200 000 \$ pour ce programme en 1986-1987, 89 000 000 \$ en 1987-1988 et 91 900 000 \$ en 1988-1989. Cette réduction importante des

crédits et des dépenses consacrés à l'aide à la production agricole, nous l'interprétons et nous affirmons que c'est là l'effet concret du désengagement de l'État réalisé en cette matière par le biais de la réforme des programmes d'aide du ministère qui est entrée en vigueur en avril 1987.

En dollars constants de 1989, il y a là encore un manque à gagner de l'ordre de 38 000 000 \$ pour la seule année 1989 par rapport à l'effort consenti par le gouvernement du Parti québécois en 1985-1986 pour les producteurs agricoles. C'est une réduction considérable à ce chapitre qui est quand même un volet majeur dans les divers programmes du ministère de l'Agriculture, en réduisant ainsi l'aide offerte aux producteurs et en resserrant les critères d'admissibilité.

Quant à l'aide offerte, on sait que, pour la plupart des programmes, on est passé de 40 % à 30 %. Donc, en agissant ainsi, la réforme des programmes d'aide placée sous le signe du désengagement de l'État permet au gouvernement, bien sûr, de récupérer d'importants crédits périmés pour ces programmes d'aide. Les crédits périmés pour les programmes d'aide s'élèvent à plus de 9 000 000 \$ cette année, soit 75 % des crédits périmés réalisés par le ministère de l'Agriculture pour l'exercice financier qui s'est terminé en mars dernier.

Je signale que l'Opposition n'est pas la seule à critiquer cette réforme des programmes d'aide. Lors de son dernier congrès annuel qui a eu lieu à Québec en décembre dernier, l'UPA a demandé au gouvernement de réviser les critères et les conditions d'admissibilité aux programmes et d'augmenter la contribution gouvernementale en termes de pourcentage du coût des travaux encourus par les producteurs et les productrices agricoles. C'est un sujet qui nous intéresse et nous y reviendrons à l'occasion de nos discussions après ces remarques préliminaires.

Le ministre de l'Agriculture s'emballerait lorsqu'il fait état de la situation actuelle du secteur agro-alimentaire et de ses perspectives de développement. Or, une lecture attentive des indicateurs économiques nous amène à tempérer l'optimisme du ministre de l'Agriculture, parce que, selon nous, l'agriculture québécoise connaît des moments difficiles que ne saurait faire oublier le dynamisme, nous le reconnaissons, de l'industrie de transformation agro-alimentaire. Je pense qu'il faut distinguer les choses.

Le taux d'investissements dans un secteur d'activité économique, je pense que tout le monde convient que cela permet de mesurer, d'évaluer le degré de confiance des intervenants de ce secteur, ainsi que l'état de santé de ce secteur-là. Depuis trois ans, nous l'avons dit et je pense qu'il est opportun de le répéter aujourd'hui, les investissements dans le secteur de la production agricole, à distinguer du secteur de la transformation agro-alimentaire... Le ministre, évidemment avec raison, je le comprends,

met l'accent sur le secteur de la transformation parce qu'il y a des indices plus intéressants de ce côté-là. Il a aussi tendance à mettre en veilleuse ou à laisser en arrière-scène les indicateurs concernant la production agricole, c'est-à-dire le secteur primaire. Or, dans ce secteur, les investissements, depuis trois ans, sont en baisse. Ils sont passés de 525 000 000 \$ en 1985 à seulement 430 000 000 \$ l'an dernier; donc, une chute de tout près de 100 000 000 \$ par année.

Les emplois sont également en chute libre depuis trois ans dans le secteur de la production agricole, encore une fois. On les a vus passer de 85 100 emplois en 1985 à 69 300 en 1988, soit près de 16 000 emplois perdus dans ce secteur; 16 000, c'est beaucoup. Évidemment, nous est arrivée à ce sujet-là la théorie plus ou moins fumeuse, en matière économique, des emplois bénévoles. C'est la première fois qu'on en entend parler. Selon le ministre, ce n'est pas bien grave, c'est 16 000 emplois perdus, c'était quasiment du bénévolat. Je ne sais pas si c'est le même type d'emplois dont il parlait tantôt quand il lançait un appel à la population pour que l'on regarde du côté de l'agriculture pour occuper un emploi. Je ne sais pas si c'est le même type d'emplois, mais en tout cas, cela nous apparaît un peu fumeux comme théorie. Il reste que les chiffres sont là, il y a 16 000 emplois perdus dans ce secteur depuis trois ans. Selon les dernières données disponibles au ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, cela pourrait empirer encore cette année, cela pourrait se détériorer davantage. Les prévisions sont même de l'ordre de 48 000, selon le ministère de la Sécurité du revenu.

Durant la même période, le revenu net des producteurs agricoles, en dollars courants, est en régression. Il est passé de 900 000 000 \$ en 1985 à 875 000 000 \$ en 1988. On peut bien dire que c'est pire encore dans l'Ouest, à cause de la sécheresse et tout cela, j'en conviens, mais ce n'est peut-être pas une raison pour se satisfaire de cette situation.

Durant la période 1981-1988, le passif des fermes laitières du Québec a crû deux fois plus vite que son actif, provoquant une détérioration de la situation financière des fermes laitières qui représentent, comme on le sait, plus de 36 % de la valeur de la production agricole québécoise. Tout le monde est au courant et tout le monde connaît l'importance de l'industrie laitière dans l'agriculture québécoise. Le taux d'endettement des fermes laitières est passé à 20,4 % en 1981 à 26 % en 1988. Ces données économiques permettent d'illustrer complètement, je pense, les difficultés auxquelles est confronté le secteur de la production agricole québécoise.

Les producteurs et productrices agricoles du Québec sont manifestement inquiets pour plusieurs raisons et, notamment - cela nous fera des sujets de discussion pour les heures qui viennent - d'abord, devant l'attitude que le

Canada adoptera au cours de la deuxième moitié du "round" des négociations du GATT dont l'issue pourrait être déterminante pour l'avenir des instruments de soutien à l'agriculture, mis en place progressivement par les deux paliers de gouvernement.

Ils sont aussi inquiets devant la réticence manifeste des gouvernements fédéral et québécois à livrer la marchandise relativement aux programmes et aux mesures d'adaptation au libre-échange pour les travailleurs et les entreprises affectés, notamment dans le secteur agricole. Ils sont également inquiets et préoccupés devant les conséquences néfastes pour les systèmes de gestion des approvisionnements advenant la mise en place d'un système de double prix dans le secteur laitier et de la volaille, tel que préconisé par le rapport de Grandpré. Ils sont aussi fortement inquiets devant la conjoncture persistante de taux d'intérêt à la hausse étant donné que l'entreprise agricole - c'est connu - est un type d'entreprise qui offre un des plus faibles rendements par rapport au capital investi. Quand les taux d'intérêt augmentent, c'est évident que cela rend encore plus fragiles les entreprises agricoles québécoises. Les producteurs agricoles acceptent mal les diverses mesures du gouvernement libéral qui se traduisent, dans les faits, par un désengagement de l'État en matière de soutien à l'agriculture.

(11 heures)

La réforme des programmes d'aide du ministère, qui est en vigueur depuis 1987, s'est traduite par une diminution de l'aide financière apportée aux producteurs accompagnée d'un resserrement des critères d'admissibilité. Les nouveaux programmes d'aide sont largement critiqués par les producteurs agricoles, en particulier des régions éloignées, parce qu'ils ne correspondent pas du tout aux réalités spécifiques de ces régions. Lors du sommet socio-économique du Bas-Saint-Laurent, par exemple, tenu l'automne dernier, les intervenants du milieu agricole ont clairement décrié, critiqué les programmes actuels et réclamé la mise en place de programmes mieux adaptés dans le cadre d'une politique de développement agricole régional. Je pense qu'un retour aux programmes régionaux agro-alimentaires, particulièrement pour les régions périphériques, comme c'était le cas avant 1985, serait de mise et, en tout cas, bien accueilli par non seulement les organismes représentatifs du milieu agricole mais par les producteurs et productrices agricoles eux-mêmes.

En matière de réforme du financement agricole, les producteurs agricoles ont vivement déploré l'abolition de la subvention en intérêts pour les prêts à moyen terme. Ils ont réclamé que l'octroi d'un prêt repose davantage aussi sur leur capacité de remboursement que sur les garanties. Cela pose problème actuellement. Ils ont surtout et particulièrement condamné la loi 49 qui les oblige désormais à déboursier une somme équivalente à 1,85 % du montant du prêt

consenti à titre d'assurance-prêts. Le gouvernement continue d'assumer la responsabilité de la garantie du prêt auprès des institutions financières, mais y a choisi d'en transférer le coût aux producteurs. Intégrés à l'intérieur du prêt, les coûts de cette assurance-prêts et de son financement en intérêts pour un prêt d'établissement à long terme de vingt ans, par exemple, de 200 000 \$ à un taux 12 %, impliquent des coûts supplémentaires de plus de 7000 \$ pour le producteur agricole. C'est beaucoup. Voilà autant de mesures du gouvernement qui ont fait l'objet de critiques majeures de la part de l'UPA et de la part des intervenants intéressés à ce secteur, comme en témoignent d'ailleurs, en particulier pour ce qui est de l'UPA, les délibérations du dernier congrès annuel de décembre dernier.

Enfin, au chapitre des relations fédérales-provinciales - je conclus là-dessus, M. le Président - l'offensive du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation entreprise il y a un an sous le thème "Une question d'équité" a connu des progrès pour le moins modestes, exception faite de l'entente sur la participation du Québec au régime tripartite de stabilisation dans le secteur du porc. Il y a fort à parier que ces progrès demeureront modestes dans le contexte d'une lutte sans précédent au gouvernement fédéral, lutte au déficit budgétaire annoncé proclamée par le gouvernement fédéral. On reparlera évidemment aussi de ce dossier de l'équité. Alors, voilà les quelques commentaires préliminaires, M. le Président, que je souhaitais formuler avant d'entreprendre l'étude proprement dite des crédits. Je formulerais le souhait que plutôt que de procéder élément de programme par élément de programme, on aborde un certain nombre de dossiers majeurs. J'en ai cité quelques-uns. Il y a la question du GATT, la question du libre-échange, la question des programmes d'adaptation au libre-échange, un certain nombre de dossiers, le financement, bien sûr, pour que, après cela, on adopte les crédits assez rapidement.

Le Président (M. Richard): Merci, M. le député de Lac-Saint-Jean. M. le ministre, est-ce que cette méthode vous convient?

M. Pagé: Pardon?

Le Président (M. Richard): Est-ce que cette méthode vous convient?

M. Michel Pagé (réplique)

M. Pagé: Oui. Il n'y a aucun problème en ce qui me concerne. J'ai seulement une réponse immédiate à donner à M. le député du comté de Lac-Saint-Jean et à mes collègues. Vous réferez au bilan des relations Québec-Canada en indiquant que ce sont des résultats modestes. Deux choses. La première, c'est que j'ai très clairement indiqué, au nom de notre gouvernement, au

nom de notre groupe parlementaire, notre volonté de reprendre notre place dans l'ensemble canadien, parce qu'on ne l'a jamais prise, de 1976 à 1985. On a préféré boudier dans le coin purement et simplement. Qu'est-ce que cela a donné? Cela a donné une reprise très active du rôle joué par le Québec auprès des autres provinces canadiennes et, plus particulièrement aussi, cela va de soi, auprès des autorités fédérales. Le dossier de l'équité a été bâti à partir de notre analyse rigoureuse et complète du niveau des dépenses fédérales dans les autres provinces canadiennes, et particulièrement dans l'Ouest canadien, comparativement au Québec. Une fois que notre dossier fut constitué, on s'est associé l'Union des producteurs agricoles, on s'est associé le mouvement coopératif québécois agricole, et je suis heureux aujourd'hui de vous donner la liste des dossiers qui ont été réglés depuis que nous y sommes.

Dans un premier temps, H faut convenir que l'ensemble des premiers ministres canadiens ont signé une entente de véritable stratégie agricole nationale canadienne, où on reconnaît le partage de responsabilités entre le Canada et les provinces, où on reconnaît le droit d'intervention des provinces dans la stabilisation des revenus des producteurs agricoles. Les ententes: l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement agro-alimentaire, cette entente est de 35 000 000 \$; l'entente-cadre Canada-Québec sur la conservation et l'aménagement des sols agricoles et de l'eau, pour un montant de 10 600 000 \$; un accord Canada-Québec relatif à l'emploi agricole, pour 1 200 000 \$; le programme spécial canadien sur les grains, pour 66 300 000 \$; les interventions de l'Office de stabilisation des prix agricoles, de 1985 à 1988, pour 67 600 000 \$; l'entente sur la stabilisation tripartite des prix du porc, pour 38 000 000 \$, prévue seulement pour 1989; contribution fédérale à l'assurance-récolte de 49 400 000 \$ pour 1985 à 1989; l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement économique des régions; le paiement spécial pour les pertes de récoltes; diversification de la production du tabac, à laquelle il faut ajouter l'indemnisation du fédéral dans le cadre de la cessation des activités de la production de la betterave à sucre; aide au transport des céréales de l'Est; stabilisation tripartite du prix des pommes. Tout cela nous donne, tout ça, la part du Canada, un montant de 320 800 000 \$. C'est concret, c'est spécifique, c'est particulier. Ce sont des choses que nous sommes allés chercher.

On ne se satisfait pas pleinement et entièrement de ces chiffres, de ces acquis, de ce qu'on a gagné. Nous sommes déterminés à faire encore plus. Entre autres, le dossier majeur, autant le dossier de la tripartite dans la stabilisation du porc, c'est-à-dire le droit pour le Québec de participer, parce que c'est une victoire pour le Québec, et je comprends que mon honorable collègue du comté de Lac-Saint-

Jean est dans l'Opposition. Dans l'Opposition, il faut critiquer, il faut adresser des reproches au gouvernement H faut être sévère, mais le député du comté de Lac-Saint-Jean doit, dans ce dossier, voir au-dessus de la ligne des partis et devrait saluer un acquis pour le Québec, parce que c'est en 1974 que le Québec a entrepris des programmes d'assurance-stabilisation. J'y étais, comme jeune député, à l'époque. Nous étions fiers de ce nouveau mécanisme qui permettait aux producteurs de se voir garantir un revenu. Mais, partant de là, le gouvernement canadien, par la voix des ministres, que ce soit M. Whelan, que ce soit M. Wise, par la voix de ses ministres de l'agriculture qui ont siégé à ces moments-là, depuis 1974, cela a toujours été très clair: Vous, au Québec, ne bénéficierez pas de nos programmes tant et aussi longtemps que vous aurez vos propres programmes. Mettez fin à vos programmes, vous pourrez bénéficier des nôtres, sinon, arrangez-vous avec vos troubles. Cela a toujours été la position fédérale, de 1974 à 1989. Jamais mon prédécesseur, peu importe pour quel motif, je n'ai pas à le juger, mais j'ai à constater cependant que jamais mon prédécesseur n'a déployé d'efforts pour aller chercher cet acquis pour le Québec. On l'a gagné, c'est-à-dire qu'il est reconnu au Québec. C'est une grande victoire qui va au-delà des partis, la protection et le renforcement des droits du Québec ont été démontrés dans ce dossier, à savoir qu'on peut maintenant bénéficier de ce régime fédéral, et on a le droit fondamental de maintenir nos programmes, en complément de leurs interventions. Pour l'année 1989, autant on a déployé d'efforts sur la stabilisation tripartite dans le porc en 1988 - qu'on a gagnée - autant, en 1989, l'attention, le focus, si je puis utiliser le terme, la priorité des priorités dans nos rapports avec le gouvernement du Canada, c'est une véritable politique nationale pour ce qui est des céréales. Là aussi, le support donné aux producteurs de céréales du Québec vient principalement de la trésorerie québécoise, de nos politiques québécoises, alors que des milliards de dollars sont littéralement dépensés par le gouvernement canadien dans l'Ouest canadien. Qu'il suffise de référer au Western Grain Stabilization Act qui permet un régime d'assurance-stabilisation fédéral aux producteurs où les provinces... Mes collègues, M. Devine, le premier ministre de la Saskatchewan, qui est aussi ministre de l'Agriculture, dans le cadre de ce programme ne met pas un sou; même chose pour l'Alberta et le Manitoba. C'est sans compter les 680 000 000 \$ qui sont dépensés dans le cadre de la Loi sur le transport des grains et les paiements de l'OSPA, l'Office de stabilisation des prix agricoles, qui s'adresse aux producteurs de céréales de l'Ouest.

Notre position, c'est que le Québec doit avoir sa part des interventions fédérales en matière d'aide aux producteurs de céréales. Là aussi, nous sommes particuliers et on a tous les motifs pour en être fiers. Nous avons, au Qué-

bec, des milliers de producteurs qui produisent leurs propres céréales, ce qu'on appelle les céréales autoconsommées à la ferme, dans les productions animales, notamment. Dans le cadre de ma visite, il y a deux semaines, j'ai demandé au ministre fédéral, M. Mazankowski, qui, soit dit en passant, semble beaucoup plus ferme, beaucoup plus déterminé dans la défense des intérêts des producteurs que ses prédécesseurs, qui a manifesté et qui manifeste beaucoup d'ouverture à l'égard du Québec, que le gouvernement canadien... J'ai réitéré cette demande à l'effet que le gouvernement canadien mette en place une politique nationale de céréales et, à défaut de le faire, qu'on bâtisse un régime particulier pour le Québec, un régime d'assurance-stabilisation tripartite pour nos producteurs de céréales. Quand vous dites, M. le député, que c'est modeste, si, dans votre esprit, c'est modeste, je vous dirai que c'est beaucoup plus que ce que vous êtes allé chercher en neuf ans.

La baisse de la main-d'oeuvre est...

M. Brassard: M. le Président, cela ne sert à rien de reprendre chacun des sujets; on va les aborder. Vous avez abordé le premier sujet, l'équité. On va l'aborder, on va en disposer et on passera aux autres.

M. Pagé: Allons-y.

M. Brassard: Puisqu'on va faire des discours.

M. Pagé: Ce n'est pas un discours.

M. Brassard: Oui, vous venez d'en faire un autre.

M. Pagé: Non. Quand je parle, je fais un discours! Quand vous parlez, vous faites quoi?

M. Brassard: Une intervention.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Pagé: On note, M. le Président, que le député du comté de Lac Saint-Jean ne fait pas de discours. Il fait juste des interventions.

Le Président (M. Richard): M. le député de Lac-Saint-Jean, je vous permets la prochaine intervention...

Équité entre les provinces

M. Brassard: Il a abordé la question d'équité. Disposons de ce sujet. Cela m'apparaît être un dossier important. Dans une lettre qu'il faisait parvenir en septembre, le premier ministre du Québec disait à son homologue fédéral, et je le cite: Les retards du gouvernement fédéral à satisfaire les besoins des producteurs du Québec pénalisent lourdement l'économie agricole québé-

coise. Il faisait référence, évidemment, à la liste des revendications des intervenants regroupés dans la bataille pour l'équité.

D'abord, H ne faut pas mêler les choses. Des ententes fédérales-provinciales de développement, on en a signé aussi, mais je veux en rester aux éléments du dossier de l'équité. Il se glorifie - je pense que c'est normal, c'est tout à fait régulier - d'avoir conclu un accord sur le porc. Maintenant, les producteurs de porc du Québec sont partie prenante du plan national de stabilisation tripartite dans le secteur du porc. C'est un acquis, un gain, reconnaissons-le. Mais la liste, si on fait référence au document rendu public il y a un an, en mai dernier, concernant la bataille de l'équité, il y avait bien d'autres choses également. C'est dans ce sens que j'ai utilisé le terme "modeste". C'est un gain, mais c'est un gain modeste par rapport à la liste des revendications contenues dans le document concernant l'équité. C'est ce qui faisait dire au premier ministre que si on n'obtenait pas satisfaction, ça aurait pour effet de pénaliser lourdement l'économie agricole du Québec. (11 h 15)

Donc, les autres éléments m'apparaissent importants. Dans ce document, il était question d'un programme spécial pour les éleveurs de porc sur les mêmes bases que le programme spécial canadien pour le grain. Dans sa lettre, le premier ministre reprenait aussi cette revendication; il ne reprenait pas toutes les revendications contenues dans le document sur l'équité, mais il en ciblait un certain nombre, et celle-là était dans la lettre du premier ministre, un programme spécial pour les éleveurs de porc à cause de la chute des revenus des éleveurs de porc.

Il y avait aussi la question des céréales, vous en avez dit quelques mots, le versement aux céréaliculteurs du Québec, pour chaque tonne produite, d'une aide financière équivalente à celle dont bénéficie le producteur des Prairies. On est loin de l'équivalence. Dans le document, on parlait, je pense, d'une aide de 36 \$ la tonne aux producteurs de céréales de l'Ouest et de 12 \$ pour les producteurs de céréales du Québec. Il y avait un écart énorme. On réclamait un versement aux céréaliculteurs du Québec, pour chaque tonne produite, d'une aide financière équivalente à celle dont bénéficie les producteurs des Prairies. Cela représentait d'ailleurs des sommes assez importantes.

Il y avait le programme de stabilisation tripartite sur les viandes rouges. Le porc, c'est acquis, mais il y a aussi le boeuf et l'agneau, les deux viandes rouges qui sont aussi des secteurs importants, il y avait aussi l'établissement des paiements de l'Office de stabilisation des prix agricoles aux céréales consommées à la ferme. C'est tout le problème des céréales consommées à la ferme. Beaucoup de céréales produites au Québec sont consommées à la ferme, mais ne sont pas considérées par l'Office fédéral de stabilisation des prix agricoles. Et puis, H

y avait aussi le budget d'aide de l'ordre de 850 000 000 \$ aux producteurs de l'Ouest victimes de la sécheresse.

Ce sont les questions que je pose au ministre concernant l'équité. Il a fait un pas en obtenant gain de cause pour ce qui est du programme de stabilisation tripartite dans le secteur du porc. Je le reconnais et, s'il veut que je l'en félicite, d'accord, je l'en félicite. Pour le reste...

M. Pagé: Merci, c'est gentil.

M. Brassard: N'est-ce pas?

M. Pagé: Oh oui.

M. Brassard: Pour le reste, je souhaiterais qu'il nous indique la stratégie qu'il compte utiliser, les démarches qu'il compte entreprendre, les actions qu'il compte poser pour qu'on obtienne gain de cause, pour qu'on obtienne satisfaction dans nos revendications pour les autres éléments importants du dossier de l'équité. Cela concerne les producteurs de céréales, qu'on obtienne une aide équivalente à celle que reçoit le producteur de l'Ouest - on est présentement loin du compte - ça concerne les céréales produites à la ferme, ça concerne un programme spécial pour les producteurs de porc - ce n'est pas pour rien que le ministre l'a retenu, j'imagine que ça fait toujours partie des revendications - et ça concerne également le programme spécial concernant la sécheresse. Est-ce que le Québec sera considéré, est-ce que les producteurs québécois seront considérés dans ce programme? Sur ces dossiers, quelle est la stratégie du ministre? Que compte-t-S faire? Quelles démarches entend-il entreprendre pour qu'il y ait des progrès et pour qu'on obtienne entièrement satisfaction sur ces autres éléments importants du dossier de l'équité?

M. Pagé: Oui, M. le Président, je remercie le député de son intervention.

M. Brassard: Et non pas de mon discours.

M. Pagé: Cela, c'est votre interprétation.

Le dossier de l'équité s'appuyait sur un certain nombre de grands dossiers. Le premier élément de ce dossier était la stabilisation, c'est réglé.

M. Brassard: Dans le porc.

M. Pagé: Il reste maintenant à établir des conditions qui nous permettront de bénéficier des programmes d'assurance-stabilisation dans les domaines du boeuf et de l'agneau, dans les deux autres volets des viandes rouges. À cet égard, les discussions que j'ai et aussi le portrait de la production du boeuf et de l'agneau dans les autres provinces canadiennes, que ce soit en

Colombie britannique, qui est placée exactement dans le même problème que le Québec, que ce soit les provinces maritimes, même si les productions dans les domaines du boeuf et de l'agneau sont un peu plus faibles, à cet égard, la position ou la revendication des provinces visant à participer à ces régimes, j'ai bon espoir qu'on pourra cheminer dans les deux prochaines années, malgré les règles établies dans le cadre de l'entente tripartite, vers un niveau de participation accru du gouvernement canadien dans ces programmes et le règlement de ces dossiers d'ici une couple d'années. On parle quand même de dossiers majeurs qui ont des impacts à long terme.

Concernant la stabilisation, cet acquis est important. Pour nous, il est considéré réglé de façon satisfaisante parce qu'on a maintenant avec cette entente, ce principe d'intervention, ce contrat finalement tripartite, le tremplin nécessaire pour aller chercher les acquis dans d'autres secteurs. Le deuxième volet auquel vous ne vous êtes pas référé, je ne vous en tiens pas grief, mais vous comprendrez que je dois m'y référer, et on doit se situer en 1987, à ce moment-là, alors que le gouvernement canadien était à négocier l'entente de libre-échange et à préparer sa position politique à défendre dans le cadre des négociations des accords du GATT... Le deuxième point faisait référence aux offices nationaux de commercialisation, c'est-à-dire ces agences qui permettent l'application de politiques de contingentement établies entre les producteurs, les acheteurs de produits et les gouvernements provinciaux et fédéral.

On se rappellera qu'en 1987 la position américaine dans la négociation de l'entente de libre-échange était de revoir le principe d'offices nationaux de commercialisation. Pour nous, c'était et cela demeure fondamental dans notre agriculture, c'est-à-dire ces politiques de discipline, parce que, essentiellement, du contingentement, c'est de la discipline et le Québec a toujours été une province disciplinée dans sa production. Ce n'est ni le Québec ni le Canada qui a contribué à bâtir des surplus qui amènent des chutes de prix dramatiques et qui placent l'ensemble des producteurs et des intervenants d'une chaîne alimentaire dans le trouble. C'était demandé par le Québec, c'est important pour le gouvernement du Québec et c'est à la suite de la position adoptée par le Québec.

Deuxièmement, le rôle de leader qu'a joué le Québec auprès des autres provinces canadiennes et aussi comme suite des échanges entre le premier ministre du Québec, M. Bourassa, et le premier ministre du Canada, M. Mulroney et, plus particulièrement, à la suite de la conférence des premiers ministres à Toronto, en novembre 1987, nos offices nationaux de commercialisation ont été maintenus et se sont vus sécurisés dans l'entente de libre-échange. C'est un deuxième élément du dossier de l'équité.

Le dossier des céréales est un élément

majeur de ce dossier. Si vous prenez votre document, il y avait toute une série de dossiers. À ce moment-là, on revendiquait des paiements en vertu de l'OSPA qu'on a obtenus effectivement. On revendiquait une politique qui ne devait pas causer préjudice aux producteurs de céréales du Québec dans le cadre de l'abolition du double prix du blé pour le blé panifiable. On sait que le double prix avait ou était susceptible d'avoir un impact majeur pour nos producteurs. Là aussi, on a gagné ce point en ce que l'annonce de l'abolition du double prix a eu comme résultat une aide aux producteurs, des compensations aux producteurs. Il restait évidemment le gros problème, celui de la refonte du Western Grain Stabilization Act dans le cadre d'un véritable programme national s'adressant à chacune des provinces.

À la conférence fédérale-provinciale des ministres de l'Agriculture de juillet 1988 et comme suite de l'entente signée par les premiers ministres, la stratégie nationale agricole canadienne, le ministre de l'Agriculture du Canada, M. Wise, a très clairement démontré, indiqué et formulé l'intention du gouvernement canadien de mettre en place une politique nationale des céréales.

Nous sommes conscients que ça aussi, ça ne se fait pas en deux temps, trois mouvements, compte tenu des enjeux, compte tenu des coutumes, compte tenu des traditions, entre autres, dans l'Ouest. Pendant longtemps, pour les gens à Ottawa, c'était l'Ouest canadien et ça s'expliquait relativement parce que l'agriculture, là-bas, est le principal moteur économique, beaucoup moins diversifié qu'ici en termes économiques. On se dirige vers un programme unique où serait refondu dans un nouveau programme le Western Grain Stabilization Act, c'est-à-dire le programme d'aide aux céréaliculteurs de l'Ouest canadien et l'Office de stabilisation des prix agricoles qui intervient dans le programme des céréales.

La position du Québec, quant à nous, a été très simple. À cette conférence fédérale-provinciale, premièrement, vers l'ensemble des provinces canadiennes, dans un premier temps, notre stratégie a été la suivante: aller chercher un appui des autres provinces. Toutes les provinces canadiennes ont donné leur appui à la demande du Québec d'être traité équitablement dans le secteur des céréales, premièrement. Une fois que ça a été formulé, au nom du gouvernement du Québec, j'ai mis la proposition suivante sur la table: Stabilisation tripartite dans le secteur des céréales où les producteurs vont y contribuer pour le tiers, les provinces pour le tiers et le gouvernement fédéral pour le tiers.

Ah, là, ce n'était pas unanime. Pourquoi n'était-ce pas unanime? C'était explicable. Parce que dans l'Ouest canadien, les gens n'ont pas un cent, eux autres. Alors, demander à l'Alberta, demander à la Saskatchewan, demander au Manitoba de mettre 33 %... Pas besoin de vous dire que ma proposition n'a pas éveillé d'enthousiasme. L'Ontario était très réceptif, les

Maritimes étaient toutes d'accord, la Colombie britannique était d'accord et le Québec, évidemment, était le proposeur.

Cependant, ce que je peux vous dire, c'est qu'à la suite de la rencontre que j'ai eue avec M. Mazankowski, il y a deux semaines, où ce dossier a été abondamment discuté, c'est avec beaucoup d'encouragement que j'amorce l'année budgétaire 1989-1990 en référence au dossier des céréales.

Cela va aboutir, j'en suis persuadé. Mais encore faut-il, premièrement, assumer nos responsabilités, jouer notre rôle de leader au Canada, et soyez-en persuadé. Quand vous me dites: Qu'est-ce que vous comptez faire à compter de maintenant? Concrètement, la rencontre avec M. Mazankowski a eu lieu. Deuxièmement, ce sera le principal sujet lors de la conférence fédérale-provinciale qui se tiendra en Saskatchewan au mois de juillet. Troisièmement, je rencontrerai personnellement mes collègues des autres provinces la semaine prochaine, à Vancouver, dans le cadre d'une rencontre des ministres de l'Agriculture des provinces et des ministres de l'Agriculture des États américains. J'ai demandé la tenue d'une rencontre qui, effectivement, se tiendra entre les ministres canadiens et dont le sujet sera la politique des céréales et aussi des discussions entre nous et des positions à adopter concernant les négociations du GATT.

Le dossier de la sécheresse... Avant le dossier des producteurs de céréales qui consomment à la ferme. J'ai l'engagement du ministre Mazankowski, j'ai l'engagement du ministre de l'Agriculture du Canada comme quoi on se devait de régler ce problème qui crée des distorsions, parce que le programme de l'OSPA s'adresse à ceux qui commercialisent, alors que nos programmes ne font pas de distinction entre celui qui commercialise et celui qui ne commercialise pas.

Le gouvernement du Canada est bien conscient qu'il suffirait pour les producteurs du Québec de se convier à des pratiques mathématiques ou commerciales, c'est-à-dire que le producteur dont la ferme 102 du rang X dans une municipalité, de vendre ses céréales au producteur du numéro de porte 104, son voisin et celui du 104 le vendre au 102 et ce serait considéré comme commercialisé, ça.

(11 h 30)

J'ai indiqué que les producteurs du Québec n'allaient pas se soumettre... n'allaient pas se convier, réaliser ou faire des gymnastiques mathématiques très douteuses pour être admissibles à des programmes. Il faudrait que ce soit clair, visible et ouvert. J'ai l'engagement du ministre Mazankowski qu'on devrait trouver une solution à ce problème pour l'année 1989. En ce qui concerne le dossier de la sécheresse, nos représentations ont été faites. La sécheresse a affecté, entre autres, les producteurs de cultures fourragères. Le programme fédéral ne s'appliquait pas au Québec. On n'a pas eu à déplacer du

bétail vers le nord, comme cela a été le cas dans l'Ouest. On n'a pas eu à creuser des puits, on n'a pas eu à faire des travaux. La problématique n'était pas la même chez nous que ce qui s'est passé dans l'Ouest. Cependant, nos négociations vont bon train, nous sommes à voir le cadre d'intervention, le niveau d'intervention. La demande du Québec a été qu'on ait, premièrement, notre juste part et, deuxièmement, que ces sommes soient versées dans le fonds de l'Office du crédit agricole. Je comprends qu'en versant dans le fonds de l'Office du crédit agricole, ce ne sont pas tous les producteurs qui vont en bénéficier directement parce que ce ne sont pas tous les producteurs qui sont assurés. Premièrement, cela va être un incitatif pour qu'ils s'assurent. Deuxièmement, on se dirige vers des modifications à nos régimes d'assurance-récolte, comme ceux dont j'ai fait le bilan tantôt pour les fraises, les framboises, les légumes, les productions maraîchères. On se dirige aussi vers une autre génération - si je peux utiliser le terme - de modifications dans l'application de nos programmes d'assurance-récolte pour s'assurer qu'on ait un plus grand nombre de producteurs qui puissent y participer.

Céréales

M. Brassard: M. le Président, j'aurais un certain nombre de questions précises à poser au ministre avant de passer à un autre dossier. Je prends acte que pour lui, au cours de l'année 1989, le dossier majeur sera celui des céréales. • À ce sujet, quand H parie de la sympathie du ministre de l'Agriculture, est-ce que ça s'est traduit par un engagement ferme du gouvernement fédéral de modifier les programmes et les politiques concernant les céréales de façon que les règles du jeu soient les mêmes partout et que, par conséquent, l'aide aux producteurs de céréales soit la même au Québec qu'en Alberta ou au Manitoba? Est-ce que c'est un engagement de la part du gouvernement fédéral de modifier, dans les plus brefs délais, sa politique ou si c'est simplement l'expression d'une certaine compréhension du problème ou de la revendication québécoise, mais que les chances que ça se traduise concrètement par des changements majeurs de la politique fédérale sont minces?

M. Pagé: J'ai rencontré M. Mazankowski, tel que je vous l'ai indiqué tout à l'heure. Cette rencontre était la première depuis sa nomination comme ministre de l'Agriculture, c'est-à-dire depuis son renouvellement de mandat, depuis le 21 novembre dernier. J'avais eu des discussions nombreuses au téléphone avec lui et c'était une première rencontre formelle où on a fait le tour du jardin, c'est le cas de le dire. La question est bonne. Vous me demandez, M. le député: Est-ce que c'était un souhait? Je reviens de cette rencontre convaincu d'une volonté très claire et aussi très ferme du ministre fédéral d'en arriver

à un règlement du problème des céréales par une politique nationale dans les meilleurs délais. Et cette politique, évidemment, sera profitable au Québec. Deuxième élément aussi, un engagement très clair comme quoi on devrait régler, dans les meilleurs délais, quitte à le régler spécifiquement avant la mise en oeuvre d'une politique nationale des céréales, le problème des céréales autoconsommées à la ferme au Québec pour qu'on ne soit pas confrontés à ces distorsions presque annuelles, chaque fois qu'il y a un niveau d'intervention donné. Pour le reste, je peux vous dire, on a référé non seulement aux grands principes, on a référé aussi au travail très particulier d'inventaire d'hypothèses d'intervention, de types d'intervention. À cet égard, je vais demander à mon sous-ministre adjoint au développement industriel et aux affaires économiques, M. Jean-Yves Lavoie, d'ajouter quelques mots au sujet des travaux des comités qu'on a mis sur pied et qu'ils sont à discuter actuellement. Ces gens doivent formuler des recommandations avant la conférence fédérale-provinciale de juillet prochain.

M. Lavoie (Jean-Yves): Cela va.

M. Brassard: Maintenant...

M. Pagé: Si vous le permettez, M. le député...

M. Brassard: Oui.

M. Pagé: ...30 secondes.

M. Brassard: Oui, d'accord.

M. Lavoie: En fait, les recommandations qu'on devrait recevoir à la conférence des ministres de l'été prochain seront le résultat de trois exercices. Il y a d'abord eu l'étude universitaire, le fameux rapport Kraft. Il y a eu un groupe chargé de regarder l'ensemble de la situation et des mesures de sécurité des céréales, ce qu'on a appelé Grains 2000. Enfin, on a constitué un groupe fédéral-provincial d'examen des différentes formules qui pourraient être mises en place pour uniformiser le soutien dans toutes les provinces. Ces gens-là en sont venus à cinq scénarios possibles de soutien aux céréaliculteurs qui ont été déposés au mois de février. À partir de ces cinq scénarios qui portent sur un programme tripartite, un régime individuel, un régime découplé, la couverture de l'ensemble de la production ou céréale par céréale, le gouvernement fédéral doit, d'ici deux mois, annoncer ses couleurs. Évidemment, on ne sait pas encore lequel des scénarios il va privilégier sauf qu'on a convenu, au comité fédéral-provincial, des lignes directrices du futur programme canadien. Ces lignes directrices sont la couverture de l'ensemble de la récolte. Des critères nationaux uniques devront être utilisés pour le calcul du

besoin des agriculteurs. Quand on parle de critères nationaux uniques, c'est pour les prix ou les coûts. Si cela devait être une formule utilisant les coûts, on devra utiliser des critères nationaux uniques. Au-delà des critères nationaux, on comprend que des modalités d'application régionales pourraient être utilisées, entre autres, pour la couverture des céréales autoconsommées. Le pourcentage de la récolte allant aux céréales autoconsommées ou données aux animaux variant drôlement d'une province à l'autre, je pense que, pour que le régime soit efficace, il faut qu'il y ait certaines différences dans les modalités d'application. Cette proposition fédérale d'orientation doit arriver au plus tard d'ici deux mois, en fait au mois de juin.

Aide aux producteurs victimes de sécheresse

M. Brassard: Merci. Une dernière question au sujet du programme d'aide aux producteurs victimes de sécheresse. Quand on le regarde, on se rend bien compte qu'il est passablement taillé sur mesure pour les producteurs de l'Ouest. Dans quelle mesure les producteurs du Québec pourront-ils en bénéficier? Est-il question qu'au moins une certaine enveloppe soit réservée au Québec?

M. Pagé: Quand vous parlez d'un programme taillé sur mesure pour les producteurs de céréales de l'Ouest, c'est rigoureusement exact. Le programme annoncé s'adressait principalement - j'interprète la préoccupation du gouvernement canadien dans le cadre de son intervention - aux producteurs de céréales de l'Ouest qui, en termes de degré d'affectation, ont été plus sévèrement affectés que les autres producteurs canadiens. Se vêtir d'un habit sur mesure confectionné pour un autre, il arrive parfois que ce soit serré. C'est pourquoi on a fait des propositions, on a fait valoir notre point de vue. Je vous ai indiqué tout à l'heure que le programme des indemnités aux producteurs fourragers ne correspondait pas exactement à nos attentes. On a fait des représentations. Je peux vous indiquer que cela chemine. On devrait avoir des résultats concrets bientôt. Je vais demander à M. Lavoie s'il a un commentaire à formuler en référence à la position plus spécifique et plus particulière du Québec qui a été portée à l'attention des représentants fédéraux.

M. Lavoie: En fait, les modifications ou les ajustements qui ont pu être apportés au programme initial qui s'adressait aux provinces des Prairies ont porté sur la couverture, parce qu'on a ajouté aux céréales des produits horticoles et certains autres produits qui ne sont pas cultivés dans l'Ouest. Le programme s'adressant à l'Est, il ne s'adresse pas seulement au Québec, il s'adresse à l'Ontario et au Québec, couvre l'ensemble des productions d'ici. Donc, il y a eu là une

première modification importante. Il restait des éléments à négocier, justement, encore là sur la couverture et son calcul, étant donné que les programmes d'assurance-récolte ne s'appliquent pas exactement de la même manière dans toutes les provinces. On en est là dans l'arrimage entre nos modalités d'assurance-récolte et les paiements du programme spécial pour la sécheresse. Les résultats de ces négociations devraient aboutir à une entente d'ici quelques jours, quelques semaines, tout au plus.

M. Brassard: Merci. Avant de passer à un autre sujet, M. le Président, est-ce qu'on pourrait suspendre pour quelques minutes?

Le Président (M. Richard): Très bonne idée. Suspension tout au plus de deux à trois minutes.

(Suspension de la séance à 11 h 41)

(Reprise à 11 h 48)

Le Président (M. Richard): À l'ordre, s'il vous plaît!

Mesdames et messieurs, si vous permettez. Vous aviez sûrement des discussions fort intéressantes. M. le député de Lac-Saint-Jean, nous reprenons les travaux de la commission. Vous avez la parole.

Négociations du GATT

M. Brassard: Merci, M. le Président. Le prochain sujet que je voudrais aborder assez rapidement, parce qu'il y en a tellement d'autres, c'est celui des négociations du GATT. On sait qu'il y a eu un certain déblocage à la suite d'un compromis qui est intervenu à Genève, où les pays membres du GATT se sont engagés à ne pas établir de nouveaux programmes de soutien à la production agricole et 1^{er} geler à court terme les niveaux actuels de soutien de protection, avec possibilité, cependant, de réduction de ces niveaux de protection en 1990. L'autre élément du compromis, à long terme, c'est la disparition graduelle des diverses formes de subvention dans le cadre de négociations ultérieures.

Le Canada, qui fait partie d'un groupe qu'on appelle le groupe de Cairns a adhéré à cette entente, tout en prétendant et en réaffirmant qu'il s'opposera à toute mesure visant à remettre en question les politiques de soutien à l'agriculture, et les système de gestion de l'offre. Il reste que la revendication centrale du groupe dont fait partie le Canada, c'est l'abolition totale de l'aide gouvernementale à l'agriculture. L'UPA semblait assez satisfaite du compromis de Genève, mais elle voulait des assurances de la part du Canada pour ce qui est de la suite des choses. Elle demandait aussi que le gouvernement du Canada se retire du groupe de Cairns, parce que ce dernier revendique purement et simplement

l'abolition des subventions d'aide à l'agriculture.

Est-ce que le ministre de l'Agriculture du Québec est lui-même satisfait du compromis Intervenu à Genève sur les subventions à l'agriculture? Est-ce qu'il entend également faire des représentations, des démarches auprès du gouvernement fédéral pour que ce dernier donne des assurances fermes, sans équivoque, relativement aux éléments majeurs de la politique agricole, aussi bien au Canada qu'au Québec, concernant la gestion de l'offre, les régimes d'assurance-stabilisation et les politiques de financement agricole? Est-ce qu'il fera savoir au gouvernement fédéral que tout cela doit être résolument maintenu, et qu'il n'est pas question, par conséquent, que le Canada fasse partie d'un groupe, appartienne à un groupe, ou reconnaisse appartenir à un groupe de pays dont l'objectif ultime est l'abolition totale et complète des formes d'aide ou de soutien à l'agriculture?

M. Pagé: M. le Président, c'est une question très importante pour l'avenir de l'agriculture au Québec et au Canada, il faut bien avoir à l'esprit que jamais les accords du GATT n'ont inclus un volet d'entente référant aux niveaux d'intervention en agriculture entre les pays signataires. Des mesures étaient contenues ou prévues dans les ententes antérieures du GATT touchant l'agriculture, mais ce n'étaient que des mesures d'exception. On ne se référerait pas à un cadre établi, négocié, signé sur les niveaux d'intervention.

Le fond de scène de tout cela, c'est la guerre commerciale que se sont livrée les États-Unis et la Communauté économique européenne pour la vente de leurs céréales. La production de céréales à l'échelle mondiale a évolué de façon très rapide en termes de volume de production. Des pays qui étaient des pays importateurs sont devenus des pays exportateurs. De très gros clients pour les États-Unis ont ainsi été perdus. Finalement, c'était une véritable guerre de trésorerie entre la Communauté économique européenne et les États-Unis. En 1986-1987, alors que cela coûtait ou 182 \$ ou 185 \$ pour produire une tonne de céréales, le prix de vente était autour de 100 \$, ce qui a impliqué des déboursés très élevés. Partant de là, la position américaine, position très rigide, qu'on pourrait même qualifier de draconienne en termes de changement de politique, a été de présenter, dans le cadre de ses négociations, une position où le niveau de subventions à l'agriculture devrait être de 0 % en l'an 2000. Purement et simplement, plus d'aide à l'agriculture.

Il nous est apparu que cette position était politiquement irréalisable comme politique nationale des pays signataires. La position qu'on a adoptée dès ce moment a été formulée immédiatement à titre de gouvernement du Québec, dans les termes suivants: Pour nous, il est important que les gouvernements, comme le gouvernement du Canada et les provinces,

puissent maintenir le droit à un niveau d'intervention en tenant compte de différents facteurs, l'impact de l'agriculture sur le plan économique globalement, mais aussi l'impact sur les régions. On a plaidé la légitimité pour une province comme la nôtre de maintenir son droit à l'intervention.

En contrepartie et là aussi nous croyons avoir influencé le gouvernement canadien - le gouvernement du Québec accepte - que le Canada se conforme à l'élimination des règles de distorsion. Concrètement, les règles de distorsion, ce sont des règles douteuses en termes de loyauté, plus particulièrement en matière d'exportations. Je pense que l'ensemble des pays qui adoptent une position réfléchie s'associent à cette volonté d'éliminer les programmes, les subventions qui viennent briser les règles du jeu du marché. À cet égard, notre position était la suivante. La position canadienne doit s'appuyer, premièrement, sur l'élimination des règles de distorsion et, deuxièmement, sur le maintien de nos structures de commercialisation ou de mise en marché des produits. Ce qu'on a demandé au gouvernement canadien est bien simple; on lui a dit: Écoutez, non seulement vous devez plaider pour protéger nos acquis, mais vous devriez plaider pour que des cadres d'intervention analogues ou comparables aux nôtres, c'est-à-dire le contingentement, soient implantés dans chacun des pays, de façon qu'on n'assiste pas à ces surplus à l'échelle mondiale qui nous font mal. Il y a des productions au Québec qui sont affectées par ces règles d'exportation massive de produits; nous en sommes affectés sur notre propre territoire.

L'entente comme telle, intervenue au groupe des quinze - d'abord, il faut dire que ce sont les représentants des pays qui se sont entendus - prévoit des mesures purement et simplement transitoires par rapport à la situation actuelle et ce que pourrait être le contenu de l'entente finale lorsqu'elle sera signée. À court terme, les pays sont convenus d'un gel dans les politiques agricoles de protection et de soutien parce qu'il faut assainir le climat des négociations en gardant le statu quo durant leur déroulement. En fait, ils disent: On gèle tout pour être certain de ne pas se chicaner pendant qu'on va continuer à négocier. En réalité, c'est une trêve; c'est comme ça qu'on l'interprète au Québec et au Canada. Concrètement, les programmes de soutien des prix et des revenus, les prix négociés par les offices nationaux de commercialisation sont gelés au niveau actuel. Cependant, la première question que j'ai posée aux autorités fédérales a été: Qu'arrive-t-il dans le cas du recours en vertu de l'article 11 pour les oeufs d'incubation? Pour nous, c'est important. Je peux vous dire aujourd'hui qu'à la suite des discussions que nous avons eues avec le gouvernement fédéral encore tout récemment, depuis vendredi il y a deux semaines jusqu'à hier, je suis optimiste, car tout porte à croire

que le gouvernement canadien devrait sous peu prendre position et indiquer de façon très claire la mise en oeuvre selon les délais, mais assez rapidement, de l'application du recours à l'article 11 pour freiner ou limiter les exportations en provenance des États-Unis, et ce, en vertu des dispositions de l'article 11 des accords du GATT.

Les engagements à long terme se situent toujours au niveau des intentions globales de réduction des mesures de protection en agriculture selon les intentions déjà exprimées dans la déclaration de Punta del Este. Les sujets de discussions et de négociations concernant l'agriculture ainsi que les propositions des pays sont donc ouverts et entiers. On doit se satisfaire que cette entente, entre guillemets, temporaire soit intervenue et ne nous affecte pas trop ou ne semble pas nous affecter, bien qu'il y ait une série de questions auxquelles le ministre canadien devra répondre.

Je terminerai en vous disant que notre position demeure la même: le maintien de nos acquis; qu'on stabilise le revenu de nos producteurs à même notre caisse et la contribution des producteurs, pour nos productions québécoises. Pour nous, c'est fondamentalement nécessaire. Cela ne crée pas des règles de distorsion à l'échelle mondiale. Autre élément aussi au centre de nos revendications: qu'on maintienne nos agences de commercialisation et qu'on maintienne également, pour une protection pleine et entière de nos productions, le droit de recours à des dispositions comme celles de l'article 11. J'ai bon espoir que la position canadienne évoluera dans le sens des représentations des provinces, notamment du Québec, et dans le sens de l'intérêt des producteurs agricoles formulé par leur association.

(12 heures)

M. Brassard: Si j'interprète bien vos propos, vous n'êtes pas inquiet ou préoccupé par l'attitude que pourrait adopter le gouvernement fédéral dans la suite des choses. Comme vous l'avez mentionné à juste titre, il s'agit d'une trêve. Le compromis de Genève, c'est une espèce de trêve pour permettre aux négociations de se poursuivre et d'en arriver à un véritable accord. N'êtes-vous pas inquiet par l'attitude du gouvernement fédéral comme l'est l'UPA, qui accuse carrément le gouvernement fédéral de tenir un double langage. D'une part, au Canada, on dit aux représentants des agriculteurs: Ne vous inquiétez pas, ne vous en faites pas! Les systèmes de gestion de l'offre, on y tient comme à la prunelle de nos yeux, les politiques de financement agricole également; les régimes d'assurance-stabilisation, c'est essentiel, comme vous venez de le mentionner. Voilà le langage à l'intérieur du gouvernement fédéral. Par contre, il fait partie d'un groupe de pays qui négocient actuellement dans le cadre du GATT et dont l'objectif ultime est l'abolition de toute forme d'aide et de soutien à l'agriculture. Il y a là une espèce de double langage, d'ailleurs *dénoncé* par

l'UPA et par certains autres intervenants, qui est inquiétant, êtes-vous satisfait du comportement du gouvernement fédéral actuellement et pour l'avenir, ou si vous comptez demander au gouvernement fédéral d'être moins équivoque, d'être plus clair et de tenir un seul langage: que le langage qu'il tiendra devant les Intervenants du monde agricole soit le même que celui qu'il tiendra à Genève ou ailleurs dans le monde, dans le cadre des négociations du GATT?

M. Pagé: J'ai indiqué au ministre fédéral qu'au Québec les producteurs et les transformateurs de produits agricoles québécois percevaient la position canadienne comme si elle en était une de double position, de double langage, c'est-à-dire un langage qui se fait sécurisant pour les producteurs mais qui manifeste beaucoup d'ouverture à l'égard d'intentions d'élimination des subventions dans les négociations conduites par les représentants de M. Crosbie dans ce dossier-là.

Je peux vous dire que c'est la raison pour laquelle j'ai manifesté de l'inquiétude comme ministre de l'Agriculture du Québec. J'ai manifesté mon inquiétude auprès des autorités fédérales et je peux vous assurer que cette inquiétude se traduira dans les faits par une vigilance constante en termes de position, de représentation, de suivi du dossier à chacun des moments où c'est opportun de le faire, visant à s'assurer que la position du Québec soit non seulement défendue, mais qu'elle se retrouve dans la position adoptée par le Canada, et visant à s'assurer que le Canada défende ses acquis.

La conclusion à laquelle j'en suis venu à la suite de ma rencontre avec le ministre fédéral est que celui-ci est déterminé à livrer la marchandise dans le sens des engagements pris par le ministre de l'Agriculture du Canada - avec probablement ses collègues des autres ministères, comme on le fait ici - dans la prise de position canadienne. À cet égard, est-ce que le ministre de l'Agriculture du Québec est inquiet? Oui, 1 est inquiet. Qu'entend-il faire? Il entend être vigilant malgré les assurances données par son homologue fédéral.

Deuxièmement, que prévoit l'entente? Elle prévoit qu'on se donne jusqu'à janvier 1991 pour mettre en oeuvre une politique, une entente, des hypothèses, des scénarios d'intervention qui devraient conduire à une réduction des règles des interventions susceptibles de briser les relations commerciales. L'élimination des distorsions, on est d'accord avec ça, et ça va exactement dans le sens du message qu'on livre. On s'est discipliné, on n'a pas créé de surplus à l'échelle mondiale. Alors si les autres pays industrialisés veulent éliminer des programmes jugés déloyaux, des pratiques commerciales discutables entre les pays, nous n'avons pas d'objection à ça. Nous serons moins affectés. Cependant, je peux vous indiquer que les échanges qu'on a avec d'autres provinces et avec d'autres pays... J'ai personnel-

lement rencontré en décembre dernier le ministre de l'Agriculture de l'Angleterre. J'ai aussi dîné avec le secrétaire d'État à l'Agriculture des États-Unis. Il semble y avoir une position évolutive chez les Américains. D'ailleurs, on l'a vu: au début, c'était 0 % de subventions en l'an 2000, et cela a évolué vers un niveau de subventions revu et corrigé. À l'intérieur de la Communauté économique européenne, on sent une volonté très claire de la très grande majorité des pays de la communauté de maintenir le droit à l'intervention nationale dans leurs pays. On va continuer à suivre cela de près. J'hésite à croire - c'est une perception bien personnelle, reliée à mon expérience de trois ans et demi au ministère - que les pays de la communauté européenne s'associent à une démarche d'élimination des subventions, à une démarche de contrainte dans leurs programmes nationaux. Cependant, je crois que l'ensemble de ces pays va se livrer à des réductions substantielles concernant les distorsions commerciales dans le marché international comparativement au marché national. Donc, inquiet, je l'ai été. Vigilant, on continuera à l'être, soyez-en persuadé.

Rapport de Grandpré

M. Brassard: Merci, M. le Président. Autre sujet: le rapport de Grandpré et ses propositions concernant l'adaptation au libre-échange. Dans ce rapport - j'ai d'ailleurs posé une question au ministre en Chambre à ce sujet - intitulé S'adapter pour gagner, M y a des propositions concernant le secteur agro-alimentaire qui sont pour le moins surprenantes. C'est, d'une part, l'implantation d'un système de double prix dans le secteur de la volaille avec comme objectif de faire en sorte que le prix payé par les transformateurs secondaires canadiens puisse être le même que celui que paient leurs concurrents américains. Même proposition concernant les produits laitiers: instauration d'un système de double prix, toujours avec le même objectif de faire en sorte que le prix payé par les transformateurs secondaires canadiens puisse être le même que le prix payé par leurs concurrents américains. Fait encore plus inquiétant et surprenant, le rapport de Grandpré indique qu'en cas d'impossibilité de mettre sur pied un tel système de double prix dans les secteurs de la volaille et du lait - et ça nous concerne directement au Québec - le comité propose d'augmenter les contingents d'importation de ces produits pour les transformateurs secondaires canadiens, les transformateurs de produits non visés par la liste des produits faisant l'objet de contrôle. C'est une recommandation inquiétante. Cela a suscité bien des réactions parce que ça risque d'entraîner non seulement une hausse du prix des produits laitiers et des produits de la volaille transformés payé par le consommateur, mais également, avec un tel système, les producteurs ne sont pas du tout assurés de récupérer la

hausse de prix payée par les consommateurs de façon à leur permettre d'obtenir un juste prix. L'UPA a été virulente au sujet de ces recommandations du rapport de Grandpré. Elle a parlé d'une ouverture dangereuse du contrat social liant l'État et les producteurs agricoles au Québec. Quand je lui ai posé la question en Chambre récemment, à l'occasion de la période de questions, le ministre a répondu que ces propositions représentaient un certain intérêt, qu'elles étaient relativement intéressantes pour les usines de transformation. Il a indiqué aussi qu'il allait en discuter avec le ministre fédéral.

Voici la question à ce sujet. Je pense que c'est important de dissiper toute ambiguïté. Vous avez rencontré votre homologue fédéral. Est-ce que le ministre est en mesure maintenant de nous dire quelle est la position officielle de son gouvernement au sujet de la proposition du rapport de Grandpré sur l'instauration et la mise en place d'un système de double prix pour les produits laitiers et pour les produits de la volaille? Est-ce qu'il est favorable ou non à un tel système de double prix? Je pense que pour les producteurs et productrices agricoles du Québec il serait important que, sur cette question majeure et cette recommandation importante du rapport de Grandpré, le ministre de l'Agriculture affiche de façon précise ses couleurs.

M. Pagé: M. le Président, je dois vous dire que, quand j'ai pris connaissance du rapport, j'ai été à la fois surpris et déçu. D'ailleurs, c'est pourquoi mon collègue, le ministre du Commerce extérieur, d'autres collègues et moi-même avons exprimé des réserves à l'égard de ce rapport. Surpris, à cause des propositions formulées et de leur portée limitée; déçu, en corollaire, parce que je m'attendais - je n'ai pas à porter de jugement, mais à constater ce qu'il y a dans ce rapport - que ce groupe de travail formule des recommandations qui s'inscrivent beaucoup plus dans du positivisme que dans du négativisme. Je m'explique.

Je m'attendais, par exemple, qu'on fomule à l'intention du gouvernement fédéral ou des gouvernements provinciaux des recommandations visant à renforcer le secteur agricole, le secteur agro-alimentaire, le secteur de la transformation, pour mieux pénétrer ce marché auquel nous aurons accès, y faut bien avoir cela à l'esprit. Nous aurons, à moins de 600 milles de Montréal, trois fois le nombre de consommateurs canadiens; c'est pas mal de monde et beaucoup de bouches à nourrir aussi. Je m'attendais à ce que le rapport contienne des recommandations qui nous indiquent, par exemple: Les gouvernements devraient créer des fonds, ou créer des tables de concertation pour faire davantage de transformation, ou faire des inventaires des produits susceptibles d'être commercialisés aux États-Unis, etc. Je m'attendais donc à un aspect positif ou progressif de la démarche de mise en marché et de vente de nos produits. Or, ce n'était pas ça.

On nous a référés principalement à des secteurs plus vulnérables. D'accord, c'est bien qu'on les ait touchés, mais on les a touchés en fonction de rétablissement de mesures particulières auxquelles le gouvernement fédéral vient d'ailleurs de se soustraire. On parlait tantôt du double prix du blé, dans les céréales, pour le blé panifiable, on recommande finalement de recourir, pour le poulet et pour les produits laitiers, à des interventions analogues à celles-là, soit le double prix. Dans le cas du poulet, la recommandation était que les entreprises de surtransformation mais bien les entreprises de transformation, paient un prix moins élevé pour leur poulet, avec l'implantation de cette politique de double prix, un prix comparable aux entreprises payées par les entreprises de surtransformation américaines. Qu'est-ce que cela veut dire concrètement? Ceci. On sait que le poulet vendu frais, sans surtransformation, mais après transformation, représente 98 % du poulet au Canada. La part du poulet qui va à la surtransformation est de 2 %. Dans chacun des cas, le prix actuel est, par exemple, à 100. Il est pareil, c'est le même prix. La politique de double prix aurait comme résultat, selon les recommandations du rapport, que dans la surtransformation ils paieraient 70, basé toujours sur l'indice de 100.

(12 h 15)

Mais cela ne veut pas dire que le poulet frais paierait 130; cela veut dire que le poulet frais paierait 100,6, compte tenu du volume beaucoup plus élevé. C'est-à-dire que la diminution du prix au bénéfice de ceux qui font la surtransformation, cette diminution du prix serait imputée au prix payé par ceux qui sont dans la transformation, mais cela n'implique pas un rapport de un pour un parce que le volume est beaucoup plus grand dans la transformation que dans la surtransformation.

Le prix, ce serait quoi? Ce serait plus 0,6, susceptible d'être payé par des entreprises. Pour nous, ce qui est important... Je disais immédiatement après le dépôt du rapport, après la question que vous m'avez posée à l'Assemblée nationale, aux journalistes: J'hésite à croire qu'une telle politique ou que de telles recommandations puissent être mises en oeuvre au Canada à la suite de ma rencontre avec le ministre fédéral de l'Agriculture où ce sujet était abordé. Je peux vous dire aujourd'hui que je ne crois pas que ces recommandations soient acceptées.

M. Brassard: Vous êtes satisfait?

M. Pagé: Je suis satisfait... Cela va dans le sens de la position du Québec; ça va dans le sens de notre analyse du dossier.

M. Brassard: Vous ne croyez pas...

M. Pagé: Je ne crois pas...

M. Brassard: Et cela vous convient parce que vous êtes en désaccord avec une telle recommandation.

M. Pagé: J'ai senti autant de réserve de la part de mon homologue fédéral que j'en ai manifesté ici pour cette recommandation, pour nous, là où il faut intervenir.

M. Brassard: Vous ne pensez pas que ce serait bon pour les producteurs et les productrices agricoles du Québec que le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec dise clairement: Quant à nous, du gouvernement du Québec, les recommandations d'implantation d'un système de double prix dans le secteur de la volaille et du produit laitier, on n'en veut pas, on n'est pas d'accord avec ça et, par conséquent, notre position, c'est que ces recommandations demeurent lettre morte.

M. Pagé: J'ai rencontré la Fédération des producteurs de lait dans le cadre de leur congrès annuel jeudi dernier et je rencontre la fédération des producteurs de poulet mercredi prochain. C'est dans ce sens que va le message que je livre, M. le député. Pour nous, ce n'est pas ce qu'on doit privilégier. Ce qu'on doit privilégier au Québec, c'est une allocation plus élevée ou une utilisation plus élevée du quota d'importation du poulet, parce que, comme on le sait, en vertu de l'entente de libre-échange, on a établi un quota d'importation qui se réfère à la moyenne des années précédentes, c'est-à-dire que les entreprises canadiennes peuvent acheter du poulet des États-Unis à un prix moindre que celui qu'ils paieraient s'ils achetaient du poulet du Québec.

Pour nous, au Québec, notre position est la suivante. Le quota d'importation de poulet devrait être alloué à des entreprises de surtransformation au Québec selon notre part du quota national. On sait qu'on produit 32 % de la production canadienne au Québec malgré qu'on ait seulement 26 % de la population, et cela, traditionnellement parce que cette production est importante. On produit près de 400 000 000 de livres de poulet par année au Québec et ce sont nos entreprises de surtransformation qui devraient en profiter parce que, en surtransformant du poulet payé moins cher par l'entreprise, cela nous donne un profit, une marge de manoeuvre, une latitude qui peut être très positive.

Je terminerai en vous disant que, pour nous, il est plus important de travailler sur des éléments de dossier comme ceux-là pour sécuriser nos producteurs que de tenter de s'associer à des démarches, des mécaniques comme celles proposées par le rapport.

En terminant, je dois vous dire que je trouve, comme ministre de l'Agriculture, beaucoup plus sécurisant pour la production du poulet au Québec de voir une entreprise comme Tyson s'être portée acquéreur de la compagnie Agri-

mont. Vous savez que Tyson est la plus grande entreprise américaine de transformation et de surtransformation du poulet aux États-Unis. Tyson s'est portée acquéreur d'Agrimont, Tyson est maintenant chez nous. Je pourrai vous dire, entre parenthèses, qu'au lendemain de l'annonce de la transaction, nos vis-à-vis ontariens nous ont appelés pour nous dire: C'est un à zéro pour vous autres. Je dois dire que j'étais bien fier de cette transaction. Pourquoi? Parce que nous préférons évidemment... Nous sommes satisfaits que cette entreprise soit venue chez nous plutôt qu'en Ontario.

Qu'est-ce que cela veut dire concrètement? Cela veut dire, premièrement, une entreprise qui a du capital; deuxièmement, une entreprise qui a de l'expertise, de l'expérience; troisièmement, une entreprise qui produit selon les règles les plus avancées de la technologie aux États-Unis, une entreprise qui est susceptible de développer des marchés nouveaux à l'intérieur du Canada, donc à partir d'une transformation au Québec, et cela va donner quoi comme résultat? Cela peut donner, et on espère que cela va donner, on croit que cela va donner d'ailleurs, des augmentations de volumes requis de poulets. Ce que cela veut dire, cela veut dire finalement la sécurité des quotas de poulets des producteurs au Québec. Pour moi, dans le cadre de cette entente de libre-échange, le fait que des entreprises américaines comme celle-là, des "major", viennent chez nous, cela témoigne de leur volonté de jouer les règles du jeu qui sont une politique nationale de contingentement au Canada. Si la politique nationale de contingentement au Canada avait été abolie, mise de côté dans le poulet, des entreprises américaines ne seraient pas venues, elles auraient produit à partir des États-Unis et elles nous auraient vendu leurs produits surtransformés et nos producteurs de poulet n'auraient pas eu de job. Et des producteurs de poulet qui n'ont plus de job, plus de quota, cela veut dire un impact majeur en aval et en amont; pour la transformation en aval et, en amont, pour tous ceux qui fournissent les grains, etc.

Je suis très encouragé à la suite de l'échange de propos que j'ai eu avec M. Mazankowski et à la lumière des commentaires ou des réactions du ministère canadien de l'Agriculture et du ministre d'État à l'Agriculture du Canada. Je suis confiant pour l'avenir à cet égard.

M. Brassard: M. le Président, puisqu'on aborde la question des allocations de quotas supplémentaires de volaille, je vais y venir, mais avant, une question sur les recommandations d'instauration d'un système de double prix. À la suite de ces recommandations, le ministère a-t-il procédé à des études d'impact ou à des simulations pour évaluer ou mesurer l'impact si on décidait que cela entre en vigueur?

M. Pagé: M. le Président, je vais demander à mon sous-ministre aux études économiques de

répondre à la question de M. le député.

M. Lavoie: Je dirais que des études d'impact portant spécifiquement sur la recommandation de Grandpré, non, parce que le rapport de Grandpré lui-même contient un petit modèle, si vous voulez, ou les résultats d'un petit modèle que les gens ont utilisé pour mesurer l'impact sur, entre autres, les prix aux transformateurs et les prix aux consommateurs. Pour ce qui est de l'impact chez nous, théoriquement, la formule proposée par de Grandpré met tous les surtransformateurs canadiens sur le même pied quant à l'approvisionnement, ce qui n'est pas assuré dans la formule actuelle de quotas d'importation. Les critères d'allocations des quotas sont basés, pour une partie, sur les importations historiques. Donc, si vous me demandez quel pourrait être l'impact de la formule pour les prix, le rapport de Grandpré les explicite et pour ce qui est de l'approvisionnement ou de l'activité de surtransformation ici, au Québec, un léger plus théoriquement étant donné que tout le monde connaît les mêmes règles d'approvisionnement pour ce qui est des matières premières.

M. Brassard: Merci. Sur les allocations rie quotas supplémentaires, on sait que, historiquement ces quotas ont toujours été alloués aux entreprises ontariennes au détriment de celles du Québec. C'est la réalité jusqu'à maintenant. La Coopérative fédérée avait d'ailleurs fait de la répartition équitable de ces quotas l'une de ses conditions d'appui à l'Accord de libre-échange. On s'en rappellera, la coopérative avait dit: Nous allons adhérer à l'Accord de libre-échange, mais à certaines conditions et, l'une des conditions majeures exprimées par la coopérative, c'était: Il faudra qu'on répartisse équitablement les quotas supplémentaires de volaille aux entreprises de transformation. C'est donc un élément majeur. Je suis heureux de voir que, tout en mettant de côté les recommandations du rapport de Grandpré sur l'instauration d'un système de double prix, le ministre nous dise que ce qui est le plus important pour le Québec et les producteurs du Québec, c'est d'arriver à une allocation équitable des quotas supplémentaires de volaille prévus par l'Accord de libre-échange. Alors, si c'est cela qui est important, il faut évidemment en arriver à des résultats positifs le plus rapidement possible. Est-ce que vous comptez accélérer les négociations à ce chapitre? Est-ce que vous avez une position de négociation de base dans le cadre de ces pourparlers? Et dans quel délai comptez-vous conclure un accord, un règlement sur cette question qui est jugée, quand on regarde, par exemple, ce que la Coopérative fédérée nous dit, essentielle par les entreprises québécoises?

M. Pagé: Traditionnellement, le problème de l'affectation ou de l'allocation du quota d'importation aux différentes provinces, c'est le suivant.

C'est vrai que le Québec a une moins grande part du quota d'importation de poulet et il faut toujours avoir à l'esprit que c'est un poulet qui est payé moins cher par nos entreprises de surtransformation et de transformation, payé moins cher que ce qu'elles paieraient si elles achetaient le poulet chez elles. L'Ontario a une plus grande part du quota. Pourquoi? Cela s'explique. C'est que, historiquement, les entreprises de transformation et de surtransformation de l'Ontario ont toujours acheté plus. Historiquement, elles ont importé davantage de poulet des États-Unis alors que, pendant ce temps, nos entreprises du Québec achetaient le poulet du Québec et des producteurs du Québec. C'est le tableau historique.

Ce qu'on dit, c'est qu'il faut modifier ces règles. On a demandé, premièrement, qu'une partie du quota soit allouée selon l'utilisation historique des entreprises, mais aussi qu'une partie du quota soit allouée en fonction du développement industriel et des besoins des industries dans les provinces. C'est ce qu'on a demandé; qu'on modifie les règles de façon à ce qu'on puisse recevoir notre part de quota si nos entreprises de surtransformation et de transformation en ont besoin.

M. Brassard: Est-ce que c'est un principe qui a été accepté?

M. Pagé: Jeudi dernier, à la réunion de l'office national des producteurs de poulet, il a été proposé une modification aux allocations du quota de poulet importé des États-Unis. Cette proposition va dans le sens de la position du Québec. 60 % du quota du volume global de poulet qui entrera au Canada des États-Unis seraient alloués, selon cette proposition, selon l'utilisation ou la part historique des provinces. C'est donc dire que les 20 % que nous recevions comparativement aux 60 % de l'Ontario, nous aurions une partie de ces 60 % via les 20 % qu'on avait traditionnellement, historiquement. Les autres 40 % du quota seraient alloués avec un seul terme de référence, c'est-à-dire les besoins de l'industrie, les besoins des entreprises. De quoi cela dépend-il? Cela ne dépend pas de la représentation que le ministre peut faire. Cela dépendra en termes d'allocation concrète de volume spécifique adressée à telle ou telle autre entreprise, cela va référer à la démonstration à être faite par nos entreprises du Québec du besoin, de la capacité de transformer et de surtransformer et de la mise en marché du produit qui sortira en bout de chaîne de cette entreprise.

Donc, la conclusion, le commentaire qu'on pourrait faire à cette étape intérimaire de révision des règles d'allocations de quotas, c'est que ça se dirige vers une position qui reflètera les demandes du Québec sauf qu'il faudra, et j'insiste là-dessus, que nos entreprises - c'est, entre autres, le message que je vais livrer

mercredi prochain quand je les rencontrerai - devront s'inscrire dans une véritable dynamique de surtransformation de produits. Cela va commander des investissements. Cela va commander la mise en marché de nouveaux types de produits, mais si ces entreprises ne le font pas, le train va passer tout droit et on ne sera pas dedans.

En terminant, je vous dirai qu'on a abordé ce sujet avec M. Mazankowski. Il comprend très bien la position du Québec. Il comprend la pertinence de notre argumentation parce qu'on en produit 32 %. En fait, la règle la plus simple serait de dire: On en produit 32 %, on a 32 % du quota, donnez-nous 32 % du quota d'importation. Mais je pense que ça serait mal servir l'économie agricole globalement que d'allouer du quota seulement parce qu'ils ont un pourcentage. C'est ce qu'on dénonce dans l'allocation de quotas selon l'utilisation historique. Donc, on est conséquents avec nous-mêmes et j'ai indiqué, d'une façon très claire, en disant: Il nous en faut. Je vous dirai que le ministre fédéral m'a dit: M. le ministre on a déjà offert du quota à des entreprises de surtransformation et elles n'en ont pas voulu chez vous, au Québec. Premièrement, j'ai été surpris et, deuxièmement, je suis en train de valider ces informations et notre objectif est de faire en sorte que les entreprises du Québec en profitent. Cela se dirige dans ce sens-là à la suite de la proposition qui est sur la table de l'Office canadien de commercialisation du poulet.

Le Président (M. Richard): M. le ministre.

M. Brassard: Cette position de 60-40 vous agréé.

M. Pagé: Cela va dans le sens de ce qu'on a demandé, c'est-à-dire une partie du quota selon l'utilisation historique et l'autre selon les besoins de l'industrie.

Le Président (M. Richard): Mesdames et messieurs, si vous me le permettez, il est temps d'aller dîner, je vous souhaite bon appétit. Nous suspendons jusqu'à 15 h 30 pour travailler en commission au plus tard jusqu'à 18 heures cet après-midi au même endroit. Bon appétit mesdames et messieurs.

(Suspension de la séance à 12 h 32)

(Reprise à 15 h 45)

Le Président (M. Richard): Mesdames et messieurs, nous reprenons donc nos travaux. Nous avons encore deux heures et demie d'allouées dans l'enveloppe qui peut être utilisée. C'est donc dire qu'on devrait possiblement, jusqu'à 18 h 15, au plus tard, discuter de la suite de ce matin en ce qui a trait à l'année

financière 1989-1990. C'est peut-être vous, M. le député de Lac-Saint-Jean, qui aurez la parole, si cela vous plaît.

M. Brassard: Oui.

Programmes d'adaptation au libre-échange

J'aborderais le sujet, toujours, du libre-échange concernant cependant les programmes québécois d'adaptation.

Le **Président (M. Richard):** Je m'excuse, M. le ministre, M. le député...

M. Pagé: Je réponds: Oui.

Le **Président (M. Richard):** Déjà, c'est positif.

M. Brassard: Ce n'est pas dans la réponse que vous avez donnée en mai 1980. À l'égard des programmes québécois d'adaptation du libre-échange, on sait que M. Gobeil, qui annonçait la position du gouvernement sur cela, en mars dernier, il n'y a pas tellement longtemps, indiquait d'ailleurs qu'aucun programme d'adaptation ne serait créé. On se contenterait des programmes actuels et, si nécessaire, on investirait quelques millions de dollars supplémentaires. Pour l'agriculture, M. Gobeil a été très évasif. Il a dit que ça pouvait varier entre 25 000 000 \$ et 3 000 000 \$.

Une voix: Entre?

M. Brassard: Entre 25 000 000 \$ et 3 000 000 \$. Alors, la fourchette est très large. M. Gobeil, le président, le ministre des Affaires...

M. Pagé: ...du Commerce extérieur.

M. Brassard: ...internationales. L'ancien président de Proviso.

M. Pagé: Il était vice-président.

M. Brassard: L'ancien vice-président de Proviso.

M. Pagé: De la distribution.

M. Brassard: Il annonçait que pour l'agriculture, dans cette conférence de presse, que ça pouvait varier entre 3 000 000 \$ et 25 000 000 \$. Ce n'est pas très précis. Voici ce que je voudrais savoir du ministre à ce sujet. Est-ce qu'il y a des mesures d'envisagées et envisageables par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation visant à permettre une meilleure adaptation du secteur agro-alimentaire québécois au libre-échange? Je pense particulièrement au

secteur des fruits et légumes. Est-ce que des programmes seront mis en vigueur spécifiquement à ce sujet et quels sont les montants ou les investissements qu'on y prévoit?

M. Pagé: M. le Président, je remercie le député de sa question. Je dois vous confesser que je n'avais pas entendu la première partie de la question. L'entente de libre-échange va impliquer - et d'ailleurs j'allais dans ce sens ce matin quand je me référais à l'industrie du poulet - des investissements importants qui devront être consentis par les entreprises de transformation et de conditionnement d'aliments et aussi par le gouvernement du Québec. Mon collègue, le ministre responsable du commerce extérieur et des Affaires internationales a indiqué que, globalement, si on se réfère à l'ensemble des programmes gouvernementaux, c'étaient des sommes pouvant aller jusqu'à 1 200 000 000 \$ qui étaient susceptibles d'être allouées par l'application des programmes réguliers, offerts aux entreprises du Québec. C'est la même chose chez nous. Je suis convaincu que nous pourrions, exemple concret, par l'entremise de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, nous associer, soit par du capital-actions dans des entreprises, soit par des prêts, à une démarche des partenaires visant à pénétrer ces marchés tout comme nous pourrions, par l'entremise de SOQUIA, jouer un rôle éminemment important dans des fusions d'entreprises québécoises. Vous avez très certainement pris connaissance comme moi de la déclaration du directeur général d'Agropur qui disait souhaiter - Agropur est tout de même une coopérative laitière qui a le plus gros volume d'affaires transigées au Québec - qu'éventuellement des entreprises comme Agropur et comme les autres coopératives sous le chapeau de la fédérée puissent soit s'intégrer ou, à tout le moins, s'associer, former des genres de consortiums pour certains produits de façon à pénétrer le marché américain. C'est le genre de dossier qui m'apparaît tout à fait recevable et qui correspond exactement à la volonté du gouvernement du Québec de profiter de cette entente pour renforcer nos secteurs économiques.

Autre élément. Nous avons référé comme gouvernement, toujours par la voix de mon collègue, à un montant disponible de 50 000 000 \$ qui pourrait être affecté à des entreprises, à des secteurs qui ne pourraient pas s'adapter en bénéficiant des programmes réguliers. À cet égard, je vous dis que nous sommes en train d'étudier actuellement et de compléter toute une série de démarches qui pourraient être entreprises, de la production jusqu'à la transformation. Un exemple concret dans la production, on sait que nous sommes plus, entre guillemets, vulnérables ou susceptibles d'être affectés dans certaines productions horticoles. Ce sur quoi nous travaillons, c'est sur des transferts de technologie pour augmenter notre productivité et diminuer nos coûts de production actuels. J'ai la

quasi-conviction que cela devra déboucher sur des programmes avec de l'argent provenant soit des programmes réguliers ou des 50 000 000 \$ qui sont disponibles.

M. Brassard: Si je comprends bien, quand vous allez annoncer bientôt, vous l'avez évoqué cet avant-midi, les orientations, le nouveau mandat de SOQUIA...

M. Pagé: Oui.

M. Brassard: ...un volet particulier de ce mandat va concerner cette nouvelle réalité qui...

M. Pagé: Est-ce qu'il y aura un volet particulier ou si ce sera dans le volet général? Je vais référer à l'entente de libre-échange quand je rendrai public...

M. Brassard: Il y aura une référence à l'entente de libre-échange, en termes de vocation. Mais il n'y a pas nécessairement d'autres programmes, des programmes spécifiques.

M. Pagé: Il y a des programmes du développement industriel du ministère qui s'appliquent.

M. Brassard: Oui, des programmes réguliers, actuels.

M. Pagé: Des programmes Innovations.

M. Brassard: Mais de nouveaux programmes ou des programmes spécifiques concernant le libre-échange, ce n'est pas...

M. Pagé: Nous sommes en train d'étudier actuellement les programmes particuliers et spécifiques qui pourraient s'adresser à la production, entre autres, dans les productions maraîchères. Ce n'est pas complété.

Zonage agricole

M. Brassard: Ce n'est pas complété. Bien.

On pourrait peut-être regarder tout de suite la question du zonage agricole.

M. Pagé: Certainement, si vous voulez qu'on regarde ça, on va le regarder. Cela me fait immensément plaisir.

M. Brassard: C'est le programme 7, je pense.

M. Pagé: Vous devez, M. le député, être comme le ministre, satisfait du jugement de la Cour suprême.

M. Brassard: Oui.

M. Pagé: Qui vient...

M. Brassard: Cela veut dire que la loi a été bien faite.

M. Pagé: C'est ça. Et bien défendue. Trois à zéro.

M. Brassard: Trois à zéro contre qui?

M. Pagé: Trois à zéro pour la loi. Il y avait trois jugements.

M. Brassard: Trois jugements? Ah bon!

M. Pagé: Ce n'était certainement pas pour les Nordiques.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Brassard: J'en suis très heureux finalement, d'autant plus que c'est une démonstration éclatante que la loi que nous avons adoptée en 1978 était bonne et étanche, comme on le dit, sur le plan constitutionnel.

En matière de zonage...

M. Pagé: Est-ce une intervention que vous voulez faire, M. le Président, ou un discours?

Le Président (M. Richard): Probablement une intervention.

M. Brassard: Oui, c'est toujours une intervention.

En cette matière, tout d'abord, j'aimerais peut-être aborder la question de la révision des zones agricoles. On sait qu'il y en a eu d'adopter 19 d'adoptées en juillet 1988. Il y en a également... Cela semble avoir recommencé, l'adoption des décrets. Il y en a quatre qui ont été adoptés récemment, un en février 1989 et trois en mars. Quelle est la programmation dans un avenir prévisible en termes d'adoption de décrets, et quelles sont les échéances que vous vous êtes fixées pour compléter cette opération?

M. Pagé: D'accord. Effectivement, tel que vous l'indiquez, un certain nombre ont été adoptés jusqu'à maintenant à la suite de la négociation entre la Commission de protection du territoire agricole, les MRC concernées et l'Union des producteurs agricoles.

Depuis le mois d'août 1988... On se rappellera qu'en août 1988, dès le moment où j'ai été informé de la situation suivante que je vais vous décrire, c'est-à-dire que la municipalité régionale de comté adressait des demandes à la Commission de protection du territoire agricole pour négocier, le document des demandes de la municipalité régionale était acheminé à l'Union des producteurs agricoles, les négociations avaient ensuite cours entre la CPTA et la MRC. C'est ce qui a créé une situation où souventfois les producteurs agricoles ne se retrouvaient plus,

mais pas du tout, ne comprenaient pas l'entente intervenue entre la MRC et la CPTA parce qu'ils avaient été absents des négociations ou ils n'avaient pas reçu copie des documents échangés entre la CPTA et la MRC à la suite de l'amorce des négociations.

Partant de là, j'ai demandé à la Commission que l'Union des producteurs agricoles soit associée à l'ensemble des démarches. Je pense que c'était tout à fait légitime qu'on agisse ainsi pour créer une véritable négociation où tout le monde autour de la table est vraiment assis et participe. Je peux vous indiquer aujourd'hui que 87 avis ont été expédiés. Il nous reste 10 demandes des MRC à venir pour négocier, qui n'ont pas encore été données. Sur un total de 87 avis demandés, 84 dossiers de révision sont entrés, 3 sont non déposés. Sur un total de 84 dossiers en révision, nous en avons 26 qui ont été transmis pour décret.

Si on se réfère maintenant au nombre de dossiers où la négociation est terminée, il y en a 31; le nombre de dossiers où l'analyse est complétée et la proposition acheminée, 23; le nombre de dossiers où l'analyse est en cours, 4; cela fait 84 dossiers.

Le président de la Commission m'indiquait la semaine dernière que je devrais normalement avoir à signer au moins une vingtaine de décrets. Je vois déjà un député qui lève la main pour savoir si sa MRC est comprise là-dedans. Je ne le sais pas.

M. Houde: La MRC de... dans le comté de Berthier.

M. Pagé: On va vérifier et on vous le dira, M. le député.

Il faut dire aussi que, la loi 100 étant adoptée, maintenant les efforts doivent être déployés pour tenter de régler au mieux, dans les meilleurs délais mais selon de véritables règles de négociation, ces décrets.

M. Brassard: Quand vous dites qu'il y a 31 négociations terminées, qu'est-ce que ça veut dire? Est-ce que ça signifie l'apparition d'un consensus sur la révision du territoire de tous les intervenants: MRC, CPTA, UPA qui est maintenant partie prenante?

M. Pagé: M. le Président, compte tenu du caractère technique de la question, je vais demander à M. le président de la Commission de protection du territoire agricole de répondre.
(16 heures)

M. Brassard: En d'autres termes, M. le président de la Commission, est-ce que, dans les 31 négociations dites terminées et qui sont acheminées à ce moment pour adoption de décret au Conseil des ministres, il y a des risques de contestation, de mouvements d'indignation, d'écarts ou de divergences majeures, notables, entre des intervenants?

M. Blain (Pierre-Luc): Je ne le crois pas, M. le Président. Le bilan de la semaine dernière... Elles ne sont pas toutes transmises au ministre parce qu'il faut, une fois... 31 signifie ententes convenues avec la MRC et, très généralement, de la part de toutes les parties, incluant l'UPA. La semaine dernière, il y avait 5 ententes sur ces 31 où il y avait encore quelques secteurs où l'UPA n'était pas d'accord. Comme on en rencontre deux, parfois trois par semaine, il en reste maintenant trois, je pense, où il y a peut-être un ou deux secteurs qui accrochent et où il y a déjà des rencontres de prévues pour la semaine prochaine ou l'autre semaine pour tenter de rapprocher toutes les parties.

Il faut faire confectionner les plans, les descriptions techniques par des arpenteurs. Cela prend entre trois et cinq semaines, selon le cas. C'est ce qui occasionne le délai entre les ententes parfois et la transmission au bureau du ministre, pour le Conseil des ministres, comme l'indique la loi. Il faut aussi, pour la Commission, que nous indiquions dans un avis circonstancié accompagné d'un document assez volumineux. C'est la présentation de tout le monde, les parties composantes de chacun des secteurs où il y aura des modifications à la zone agricole, les motifs de l'un, de l'autre, etc. Cela fait une grosse brique. J'avais le bilan, la semaine dernière, du directeur des services techniques. Sur 26 dossiers, il y en avait qu'à une demi-journée ou une journée de travail près, on pourrait transmettre cela au ministre. Pour d'autres, il manquait trois ou quatre semaines sur l'échéancier parce qu'il fallait attendre les descriptions techniques ou d'autres documents, ou les plans, etc.

De façon très générale, il y avait des ententes partout. Là où il y avait mécontentement entre les parties, nous avons convoqué tout le monde. Cela s'est fait de bonne foi, en indiquant à la MRC: Reprenons le dossier où il était, entente ou non, dans le temps, ou reprenons le dossier comme il était, remettons toutes les parties à la même table, tentons de trouver un compromis qui a du bon sens. Cela a donné de bons résultats parce que, dans certains cas, il y avait eu une entente où tout le monde était d'accord. Avec une autre rencontre, l'entente a été modifiée et elle est encore un peu meilleure parce que les gens sont d'accord pour la modifier un peu.

Dans d'autres cas, tout le monde était d'accord que l'entente antérieure était bien correcte et qu'il ne fallait pas la changer. Cela a été la majorité des cas. Dans d'autres cas, au moins, généralement, et depuis un gros six mois solide, l'UPA est toujours présente, elle donne son avis et discute ouvertement. Cela va très bien actuellement et ça roule bon train.

M. Brassard: M. le ministre, vous dites que quand vous décidez de faire adopter un décret, vous vous êtes assuré au préalable que toutes les

ficelles étaient bien attachées et qu'il y avait une véritable entente, un véritable consensus entre les intervenants?

M. Pagé: Lorsque le dossier m'est acheminé, avant de le signer, je vérifie, je m'assure qu'il n'y a pas de problème, que les ficelles sont attachées. C'est scellé.

M. Brassard: Finalement, en termes de temps, peut-être que c'est M. Blain qui pourrait répondre.

M. Pagé: Je n'ai pas la réputation d'avoir du retard dans mon courrier, M. le député, et de retarder. Il n'y a pas de décret qui traîne sur mon bureau pendant un an et demi.

M. Brassard: Un ange passe.

M. Pagé: Pardon?

M. Brassard: Un ange passe.

M. Pagé: Non. Je signe mon courrier.

M. Brassard: Oui.

M. Pagé: Mon véhicule automobile ne contient pas huit valises de courrier en retard.

M. Brassard: Moi non plus.

M. Pagé: Cela s'est déjà vu. Les sous-ministres ne préparent jamais deux lettres dont l'une est positive et l'autre est négative pour que je choisisse. Cela ne marche plus.

M. Brassard: À l'époque de Duplessis, ça?

M. Pagé: C'est plus récent que ça. C'était tout comme.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Brassard: En termes de temps, M. Blain est peut-être mieux placé. En termes de temps, pour terminer l'opération révision, vous, évidemment sans donner une date précise, pensez en arriver à achever cette opération dans un délai...

M. Pagé: On parle de l'ensemble des MRC.

M. Brassard: La révision des zones agricoles des MRC.

M. Blain: M. le Président, de ce qu'indiquait M. le ministre, les 31 cas où l'entente est convenue maintenant devraient être terminés au plus tard dans les quatre semaines qui suivent, pour transmission au gouvernement. Des 23 qui sont en cours de négociation, à peu près 20 devraient se terminer, pour nous, au début de

juin. Déjà, en faisant tout notre calendrier de travail du printemps, nous nous étions donné comme objectif de tenter de compléter la majorité des ententes avec les MRC avant l'été, toujours pour la même raison. L'été, c'est les vacances pour tout le monde et l'automne, c'est les élections municipales. Traditionnellement, la meilleure période pour convenir d'un travail concret avec les municipalités, c'est après les fêtes - aux fêtes, il ne faut pas y compter - jusqu'au début de l'été, à la Saint-Jean-Baptiste. À compter de l'été, les conseils ne siègent pas, les MRC non plus. En automne, ce sont les élections municipales, c'est la période la plus active. On s'était dit que s'il en reste entre cinq et dix à l'été, ce sera le maximum rendu à la Saint-Jean-Baptiste. C'est ce qu'on a comme objectif.

Une voix:...

M. Blain: Oui, à peu près. C'est ce qu'on a comme objectif.

M. Brassard: Merci.

M. Blain: On devrait respecter cet objectif. Actuellement, on est un peu en avant sur le calendrier, cela va bien.

M. Brassard: Puisqu'on est sur le zonage agricole, M. le ministre, je reviens un peu sur la question que mon collègue de Jonquière a posée au premier ministre cet après-midi. L'Union des municipalités régionales de comtés a écrit au premier ministre, lui demandant de surseoir, à la mise en vigueur de la deuxième partie du projet, de loi 100 concernant le commissaire aviseur, le fonds d'indemnisation, etc. Comment réagissez-vous à cette demande?

M. Pagé: À la demande...

M. Brassard: À la demande de l'UMRCQ de surseoir...

M. Pagé: D'abord, j'ai été un peu surpris de prendre connaissance de la représentation formulée par l'Union des municipalités régionales de comté pour les motifs suivants. J'ai pris connaissance de la lettre aujourd'hui seulement parce qu'on n'avait pas jugé opportun, je présume, à l'UMRCQ, de m'en acheminer une copie. J'ai été un peu surpris parce que, pour moi, c'est une spontanéité tardive. Cela fait trois semaines que la loi est adoptée, vous savez. Il faut reconnaître que j'ai eu de nombreux contacts avec l'Union des municipalités régionales de comté depuis que je suis ministre de l'Agriculture, et de nombreux contacts en référence au dossier spécifique de la présentation du projet de loi 100 et de son adoption intervenue à l'Assemblée nationale depuis. J'ai rencontré les préfets en réunion à Québec. J'ai rencontré, à deux reprises, la table Québec-municipalités où

l'UMRCQ est présente. J'ai eu au moins deux rencontres personnelles avec le président de l'UMRCQ, M. Roger Nicolet. De nombreuses représentations m'ont été faites par cet organisme au moment du dépôt et de l'étude du projet de loi, à l'automne 1988. J'ai accepté la demande de commission parlementaire, même si le président de l'UMRCQ m'avait déjà indiqué textuellement dans mon bureau qu'une commission parlementaire, selon lui, n'était pas le meilleur véhicule pour bonifier une loi. J'ai accepté de la tenir et on l'a tenue.

Au cours de cette commission parlementaire, des représentations nous ont été faites, allant dans le sens se sécuriser le monde municipal à certains égards, que ce soit, par exemple, toute la notion de l'obligation de démontrer l'impossibilité d'implanter un équipement dans le territoire de la région et le ramener à la municipalité. On a modifié le caractère obligatoire ou facultatif de certains critères sur lesquels la Commission doit s'appuyer pour décider, à la demande des municipalités. Somme toute, on a apporté des amendements. L'étude du projet de loi article par article s'est terminée et on a repris les travaux dans le cadre d'une prise en considération de rapport, c'est-à-dire le 14 ou le 15 mars dernier. Je dois vous indiquer, M. le député, qu'à partir du 7 mars 1988, l'Union des municipalités du Québec, par la voix de son président, M. Camille Rouillard, m'a fait de nombreuses représentations comme ministre de l'Agriculture. On a fait valoir que malgré que l'étude du projet de loi avait été complétée en deuxième lecture, malgré que l'étude du projet de loi article par article était complétée, compte tenu du fait qu'il était toujours possible de présenter des amendements au moment de la prise en considération du rapport, ces gens voulaient me rencontrer pour me faire valoir leurs représentations. J'ai accepté de les rencontrer. Je les ai rencontrés à Montréal avec les représentants de la Commission de protection du territoire agricole, dont le président était avec moi, ainsi que des adjoints. On a eu un échange de vues très intéressant, non seulement intéressant, mais fructueux, parce que c'est à partir de cet échange de vues que j'ai eu avec l'UMQ que des modifications ultérieures ont été apportées au projet de loi.

Je vais aller plus loin, pour vous dire que malgré ces échanges de vues fructueux, l'UMQ ne pouvait pas se déclarer entièrement satisfaite. Je comprends très bien ces gens, parce que... C'est le fond de la problématique ou de la dualité de la loi 100 et le monde municipal, c'est que le monde municipal ne veut pas de loi sur le zonage agricole, ou le monde municipal, à certains égards, voudrait avoir juridiction en zone verte. La loi 100, comme la loi 90, disait non; le monde municipal ne peut pas avoir juridiction en zone verte. Partant de là, j'en viens à la conclusion suivante: L'Union des municipalités du Québec a joué les règles du jeu

de la représentation démocratiquement formulée jusqu'au moment de l'adoption du projet de loi. Cela a même été jusqu'à des échanges de vues nombreux et aussi utiles entre le ministre des Affaires municipales et moi qui. lui, défend légitimement ses clientèles. C'est normal qui en soit ainsi. C'était le mercredi avant l'adoption du projet de loi. Cela n'a pas été des affrontements entre mon collègue, M. Paradis, et moi, cela a été des échanges de vues.

M. Brassard: De l'interaction positive.

M. Pagé: De l'interaction positive, progressive, évolutive qui a donné de bons résultats parce que le projet de loi a été modifié, bonifié; tout le monde était d'accord.

Sauf que là, deux semaines après, l'UMRCQ arrive et dit: On est contre. Je m'excuse, d'accord. D'abord, cela m'aurait surpris que les gens arrivent, deux semaines après, et qu'ils disent qu'ils étaient pour.

M. Brassard: Autrement dit, M. le ministre, selon vous, pour l'UMRCQ, le délai est prescrit.

M. Pagé: C'est chose jugée. La demande au premier ministre de surseoir la proclamation de la loi... D'ailleurs, j'avais indiqué, au moment de l'étude en troisième lecture, que mon intention était de faire en sorte que la loi s'applique à compter du début de juillet ou au début du mois d'août. On va voir. Si le sujet est ramené sur la table du Conseil des ministres, soyez persuadé que je vais intervenir.

M. Brassard: Dans le sens...

M. Pagé: Je ferai valoir mon point de vue.

M. Brassard: ...d'une promulgation de la loi...

M. Pagé: Oui, oui, de mon objectif.

M. Brassard: ...dans son entier.

M. Pagé: C'est une promulgation de la loi dans son entier pour le 1er juillet ou le 1er août, en cours d'année, tel que c'était normalement prévu. Pour moi, je ne veux pas porter de jugement, je n'ai qu'un constat à faire, si la stratégie de l'UMRCQ -1 ne faut pas se faire de cachette, H y a de la stratégie dans ça - particulièrement de son président, était d'attendre la loi pour revenir après, bien, je me dis que c'est un choix qu'ils ont fait. Peut-être qu'il aurait été préférable, pour le monde municipal, que les représentations se fassent, comme l'UMQ l'a fait, deux semaines avant.

M. Brassard: Toujours à propos de la loi 100, le tribunal d'appel qui est prévu par la loi, composé de neuf membres, dont un président et

un vice-président, qui devra remplacer le mécanisme interne d'appel ou de révision des décisions, quand ce tribunal d'appel sera-t-il opérationnel? Quels sont les effectifs que vous y prévoyez? Est-ce qu'il y a un budget de fonctionnement de prévu pour 1989?

M. Pagé: En fait, dans la loi, lorsqu'on l'a préparée, on a indiqué qu'au moment où les dispositions relatives au tribunal d'appel vont entrer en vigueur, le tribunal peut être saisi de toutes les causes pendantes devant la Commission...

M. Brassard: Oui.

(16 h 15)

M. Pagé: ...en droit. Alors, partant de là, j'ai demandé au président de la Commission de protection du territoire agricole de me formuler des propositions sur la mise en oeuvre, en termes mécaniques, de la loi. Puis, nous avons échangé des documents récemment sur cette question-là. Et pour compléter, je vais demander à M. Blain d'ajouter ses commentaires.

M. Blain: M. le Président, c'est une expérience pour nous, dans l'administration concrète de la loi, surtout au printemps, qui est la plus grosse période de demandes de l'année. Il y a un petit problème qu'on avait prévu. Avec l'entrée en vigueur de la loi, qui contient de nouvelles dispositions, les révisions sont de plein droit, devenues des appels. Toutes les révisions pendantes deviennent de plein droit des appels, sauf les demandes de révision déjà entendues devant les commissaires et en délibéré. Il y en a pas mal. Le retard accumulé est d'environ de deux à trois mois, en général. Si bien qu'il faut faire un compte à rebours. Il faut trouver des membres. Il faut trouver des locaux, nommer des gens, créer le tribunal. Et une fois que le tribunal est prêt à travailler, il faut lui dire un lundi matin: ce matin, les dispositions des articles un tel, un tel, entrent en vigueur et tous les dossiers du greffe de la Commission vous seront référés demain matin et vous commencez à siéger ce matin.

Je me souviendrai toujours du jour où les trois premiers commissaires de la Commission ont été nommés, le 22 décembre, et j'avais fait une boutade à l'exécutif ce jour-là. J'ai dit: Est-ce qu'on est payé rétroactivement au 9 novembre? Parce qu'on avait des demandes entrées depuis le 15 novembre. La loi s'appliquait à la date de son dépôt. Il y avait des gens qui avaient fait des demandes entre le 9 novembre et le 22 décembre, et il y avait déjà 800 demandes entrées avant qu'on soit nommés. Cela démarrerait mal. Alors il ne faudrait pas faire la même chose avec le tribunal parce qu'on va se ramasser avec un retard accumulé de travail et ça va être un bordel administratif épouvantable. Théoriquement, si toute la loi entrait en vigueur d'un seul coup, la Commission n'aurait plus juridiction sur la

révision et il n'y aurait personne pour décider en appel. Il y aurait un trou de trois mois...

M. Pagé:...

M. Blain: Mais, dans le fond, ça prendrait un an pour reprendre ces trois mois-là. Il y aurait un trou et personne ne travaillerait pendant trois mois et avant que ça commence à rouler, il y aurait un retard de six à sept mois dans la révision. Cela serait dramatique pour nous parce qu'il faut que ça se fasse de saison en saison.

Alors j'ai suggéré au ministre un échéancier qui me paraît serré mais raisonnable et qui pourrait être réaliste, si on se grouillait. De 1 jour à 30 jours, à 45 jours, à 60 jours, pour que les étapes puissent être suivies; pour que les gens viennent au tribunal et qu'on dise: Si on se grouille, on va être là. Mais il faut le faire de façon concrète. C'est prévu dans la loi. Le dernier article dit que la loi "entre en vigueur en tout ou en partie sur proclamation." C'est standard, c'est-à-dire que plusieurs articles peuvent entrer en vigueur immédiatement, d'autres, plus tard, et d'autres, quand les gens seront prêts à l'appliquer. Il faut le faire de façon concrète.

M. Brassard: Selon votre échéancier, à partir de quel moment le tribunal entrerait-il pleinement en opération?

M. Blain: Je n'ai pas d'idée. J'avais juste une date tout à fait théorique, comme on le fait sur papier. C'était le jour zéro et le jour zéro plus 30, zéro plus 60, zéro plus trois mois. En gros, tout ça pourrait se faire entre zéro jour, dans le fond. Certains articles pourraient entrer en vigueur théoriquement tout de suite, parce que la Commission pourrait les mettre en application immédiatement. On dirait: il y a des nouveaux critères. Appliquez-les demain matin. Pour d'autres dispositions, il faudrait attendre 30 jours, le temps de trouver des gens et de les nommer. Pour d'autres, il faudrait trouver des locaux et des bureaux et pour ça, ça prendrait trois mois de plus. Il faut faire un échéancier raisonnable, au maximum entre zéro jour et six mois peut-être. Cela aurait du bon sens. Cela aurait du sens et ce serait correct pour les citoyens, qui pourraient obtenir des renseignements au téléphone au moins. C'est ça l'objectif concret.

M. Brassard: Qu'est-ce que ça veut dire comme nouvel effectif? Personnel de soutien, par exemple? En termes de budget, est-ce que c'est évalué aussi?

M. Blain: Nous avons soumis trois hypothèses au ministre, pour lui, son entourage ainsi que pour étude préliminaire. Au fond, pour voir ce que ça pourrait donner. Parce que dans la loi, au

cours de la première année, cela concerne le fonds consolidé. Il faut quand même savoir qu'on va tenter de gérer ça de manière raisonnable. Donc, faire un budget préliminaire pour la première année.

Mais en gros, ça prend un minimum de six membres, parce que ce sont des bancs de trois, mais peut-être un petit peu plus, pour qu'il y ait au moins deux bancs ou deux bancs et demi pour qu'on puisse se remplacer. Et un minimum de quatre à six membres permanents sur neuf membres, et les autres, au per diem. Et le reste, dix membres qui resteraient à la Commission et pour le personnel, de pas plus une ou deux personnes qui seraient peut-être des cadres, et dix à quinze autres personnes. C'est à peu près tout. C'est à peu près ça qui était prévu. C'est plus complexe parce qu'on disait: la Commission va peut-être avoir moins d'ouvrage et va peut-être passer quelques demandes au tribunal. Il faut tout réévaluer ça. On ne sait pas encore ce que le total de tout ça va donner. Mais au total, peut-être dix postes.

M. Pagé: Approximativement?

M. Blain: Oui.

M. Pagé: Parce que nous présumons, par les modifications apportées à la loi, qu'il y aura moins de demandes formulées à la Commission en volume. L'évaluation que vient d'en faire le président, ce sont des informations, des documents qu'on m'a acheminés. La loi a été sanctionnée la semaine dernière, si ma mémoire est fidèle, par l'honorable lieutenant-gouverneur du Québec. Depuis, c'est amorcé, c'est commencé.

M. Brassard: Pardon? Je n'ai pas compris la dernière phrase.

M. Pagé: Depuis la sanction de la loi, j'ai reçu de la part du président de la Commission ce genre de scénario, de mise en oeuvre de la loi ou de l'hypothèse de mise en oeuvre de la loi, et c'est commencé.

M. Brassard: Si j'ai bien compris, le tribunal d'appel ne disposera pas de sa propre expertise? Il va s'appuyer sur l'expertise de la Commission?

M. Pagé: Comment? Bien oui, il aura sa propre expertise, il aura son personnel, il aura ses cadres et ses employés, sauf qu'il est possible... Un exemple concret. Les gens qui, quotidiennement, étaient affectés à des dossiers de révision, il est possible qu'ils ne le soient plus. Il pourrait se faire des transferts de personnel.

M. Brassard: Des transferts de personnel.

M. Pagé: C'est ça. Alors, avant de dire qu'il

faudra tant de personnes additionnelles, tant de postes, tel budget... c'est ce que nous sommes en train de voir.

Fonds des activités agricoles

M. Brassard: D'accord. Toujours relativement à la mise en vigueur de la loi 100, le fonds des activités agricoles. Est-ce que l'objet est d'assurer la défense des producteurs contre qui une poursuite ou une action a été intentée, et qui est financée par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation? Ce fonds d'activités agricoles instauré par la loi 100 a-t-il un budget de prévu dans les crédits 1989-1990?

M. Pagé: La même chose. Pour le fonds de défense professionnelle, d'abord, c'est un fonds qui appartient au ministère des Finances, en vertu de la loi, dont l'administration est assumée par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

M. Brassard: Par le ministère?

M. Pagé: Par mon ministère, d'accord? Nous sommes à élaborer une proposition que nous allons formuler aux représentants agricoles dans les meilleurs délais, peut-être d'ici environ un mois et demi. La réglementation viendra régir ce fonds. En cours d'année, là aussi notre objectif, c'est juillet ou août prochain. Notre objectif est de mettre en oeuvre, d'appliquer les dispositions relatives à ce fonds de défense professionnelle pour lequel il y aura une réglementation qui déterminera qui peut y participer, à quelles conditions, etc. Vous savez, ce n'est pas un chèque et un stylo qu'on met comme ça sur la table, ce sera bien encadré. D'ici un mois et demi environ, on devra être en mesure de formuler une proposition aux producteurs agricoles, c'est-à-dire à l'Union des producteurs agricoles du Québec. On va élaborer ensemble cette réglementation.

M. Brassard: Cela va être géré par quel service de votre ministère?

M. Pagé: Cela va être géré par la direction, l'administration et la gestion du ministère.

Mise en valeur des terres en friche

M. Brassard: Un dernier point relatif à la protection du territoire agricole. On sait que le monde agricole s'attendait, lorsque vous avez déposé le projet de loi 100, à ce qu'il soit accompagné d'une politique de mise en valeur des terres en friche. C'était réclamé, je pense, par tous les intervenants du monde agricole. Cela leur apparaissait, à juste titre, comme tout à fait complémentaire à une politique de protection du territoire agricole. Vous avez, à plusieurs reprises, indiqué votre volonté d'annoncer une telle

politique de mise en valeur des terres en friche utilisant principalement la fiscalité comme levier, comme instrument d'incitation. Est-ce que l'on peut s'attendre à ce que, d'abord, d'ici quelques mois, vous respectiez cet engagement maintes fois réitéré...

M. Pagé: Formulé.

M. Brassard: Maintes fois formulé et réitéré aujourd'hui...

M. Pagé: C'est ça.

M. Brassard: Est-ce qu'on peut s'attendre à ce que, d'ici quelque temps, vous annonciez une véritable politique de mise en valeur des terres en friche? Est-ce qu'elle va s'appuyer uniquement sur la fiscalité comme levier ou est-ce qu'elle va comporter d'autres volets, d'autres mesures? Est-ce que des crédits sont prévus dans le budget 1989-1990 à cette fin?

M. Pagé: M. le Président, pour répondre à la question de M. le député, j'ai indiqué, et je le réitère aujourd'hui, que la Loi sur la protection du territoire agricole doit être lue en fonction d'une politique de mise en valeur des sols zonés agricoles qui viendra. Et pour mettre en oeuvre cette politique de mise en valeur, on va s'appuyer sur deux leviers: le premier est un levier d'intervention, par le biais des actions du ministère, pour susciter et favoriser la mise en valeur des sols zonés agricoles au Québec. À cet égard, on a commencé par le commencement, c'est-à-dire que les régions du Québec, selon ce que me confirme mon sous-ministre, M. Jacob, sont appelées, pour plusieurs, ou ont toutes été appelées, à faire parvenir au ministère, à commencer à élaborer...

M. Brassard: Aux bureaux régionaux?

M. Pagé: Oui... élaborer les superficies de sols selon leur catégorie, leurs qualités, qui pourraient être mises en valeur. C'est la première démarche. Quant à la deuxième, je suis allé frapper à la porte d'un de mes amis; je suis allé voir Gérard-D., mon bon ami et honorable collègue, le ministre des Finances, qui est un modèle de parlementaire, pour moi tout au moins.

M. Brassard: Ah ouf, oui! Moi aussi.

M. Pagé: Ah! C'est bien. C'est bien.

M. Brassard: C'est un gentleman, un grand parlementaire.

M. Pagé: Je suis allé voir mon bon ami, M. Levesque, et je lui ai dit: M. Levesque, j'ai besoin d'argent. M. Levesque, toujours très réceptif aux questions agricoles et particulièrement aux questions régionales, a semblé manifes-

ter beaucoup d'ouverture et là, j'attends qu'il me rappelle. C'est le premier levier.

M. Brassard: La suite au discours sur le budget.

M. Pagé: C'est possible. Savez-vous que vous êtes en train de me donner une bonne idée. C'est bien. C'est gentil. Oui, j'aurais peut-être pensé à ça aussi, mais... Ha, ha, ha!

M. Brassard: Ah! Plus!

M. Pagé: Cela dit, le projet de loi doit aussi être lu en fonction d'une entente intervenue entre le ministre des Affaires municipales et le mien, en vertu de laquelle on doit revoir globalement nos interventions, parce que les deux ministères interviennent dans le cadre de la fiscalité agromunicipale. Chez nous, au ministère, nous remboursons le compte de taxes des producteurs et des productrices agricoles pour les superficies en zone verte, selon un pourcentage de 70 %. Cette politique comporte des déboursés de 29 000 000 \$. Le ministère des Affaires municipales, quant à lui, administre un programme en vertu duquel, lorsqu'une terre zonée agricole est évaluée au-delà de 357 \$ l'hectare ou l'acre?

Une voix: L'hectare.

M. Pagé: ...l'hectare, une compensation est versée par le gouvernement du Québec à la municipalité qui ne peut pas évaluer à plus de 375 \$ l'hectare. Aux Affaires municipales, cela représente 14 000 000 \$. C'est donc dire que, chaque année, le Trésor public du gouvernement du Québec verse 43 000 000 \$ dans le cadre d'une fiscalité municipale qui se rapporte à l'agriculture. Nous avons convenu, le ministre des Affaires municipales et moi-même, de modifier notre programme et nos interventions, non pas à la baisse et de changer certains paramètres pour faire coïncider ces dispositions d'indemnité avec une volonté de mettre en valeur nos sols. En ce qui me concerne, le meilleur des tremplins ou des outils pour inciter à la production, c'est assurément la fiscalité qui y est pour beaucoup. On s'est proposé, mon collègue, le ministre des Affaires municipales et moi-même, de se revoir une fois que la loi 100 aura été adoptée parce que vous savez, il y a eu beaucoup d'échanges entre le monde des Affaires municipales et l'équipe de mon ministère. J'ai toujours eu comme principe que qui trop embrasse mal étreint. Alors, on a dit: Une fois que la loi 100 sera adoptée, on va s'asseoir ensemble et on va élaborer ça avec nos fonctionnaires et on va établir nos orientations. On va bâtir un cadre d'interventions et ça peut conduire à la législation.

(16 h 30)

M. Brassard: Merci. On peut considérer le

programme 7, M. le Président, comme adopté.

M. Pagé: Est-ce à dire, M. le Président, qu'on en aurait terminé avec les gens de la Commission?

M. Brassard: Oui.

M. Pagé: M. le Président, je pense qu'en vertu du règlement je n'ai pas le droit de poser de question?

Le Président (M. Richard): Pardon?

M. Pagé: En vertu du règlement, je n'ai pas le droit de poser de question?

Le Président (M. Richard): Vous êtes, de part et d'autre, des gentlemen. Si toutefois tout le monde est d'accord je n'ai pas d'objection, comme président, à ce que vous en posiez.

M. Pagé: Non. C'est que si J'avais eu le droit de poser une question, j'en aurais adressé une au président de la CPTA. Il a posé une question à laquelle il ne nous a pas répondu quand H nous a dit que lorsqu'il était allé à l'exécutif, il s'était demandé si la rémunération des gens de la Commission était rétroactive au 9 novembre. Comme je n'ai pas le droit de la poser, je ne la pose pas.

Le Président (M. Richard): Ah bon! Dans le sens que nous n'avons pas eu la réponse.

M. Pagé: Nous n'avons pas eu la réponse. Pour moi, ça a été négatif.

M. Blain: C'est non. On a rendu des décisions sur les demandes inscrites à la Commission avant d'être nommés et on n'a jamais été payés pour ça.

M. Brassard: Ce n'est pas grave, M. Blain. Vous avez été un travailleur bénévole. Il y en a 16 000 d'après le ministre qui ont... Vous parlez des travailleurs bénévoles.

M. Pagé: Programme 9.

Recherche et enseignement

M. Brassard: Je reviendrais au programme 1, M. le Président, élément 2, très rapidement sur la recherche. C'est quand même curieux. J'aimerais que le ministre éclaire ma lanterne parce que le premier ministre, au sommet québécois de la technologie, affirmait que les ministères du gouvernement du Québec allaient voir leur budget ou leurs crédits de recherche et développement augmenter. C'est quand même curieux de voir que ce n'est pas le cas pour le ministère de l'Agriculture. À l'élément 2 du programme 1, recherche agricole, il y a une diminution. On passe de

22 500 000 \$ à 21 200 000 \$. Le premier ministre se serait-il trompé dans le cas du ministère de l'Agriculture?

En 1985, ce budget de recherche du programme Recherche agricole. Planification, recherche et enseignement, était de 42 000 000 \$. Là, il est de 38 400 000 \$. Vous faites moins de recherche?

M. Pagé: Non. On dépense plus d'argent?

M. Brassard: Vous dépensez moins d'argent.

M. Pagé: Plus d'argent. Je vais vous expliquer ça. Prenez votre document. Vous aillez voir que le budget global est de 38 460 000 \$, ce qui vous permet de dire aujourd'hui, et c'est vrai, sauf que ce n'est pas toute la vérité. Vous avez dit: Le budget est réduit de 1 % et le secteur recherche subira une variation en moins de 5,6 % pour 1 251 000 \$. Tout ça, c'est exact, sauf que si vous prenez le budget de 38 460 000 \$, on mentionne 2 520 000 \$, pour planification et étude économique, 21 264 000 \$, pour recherche agricole et 14 675 000 \$, pour enseignement agricole. Or, au point 2 de l'élément 1, c'est-à-dire recherche agricole, dans nos livres, c'est un montant de 21 264 000 \$ qu'on va dépenser, sauf qu'il va se dépenser 6 100 000 \$ de plus dans le cadre de la recherche agricole à cet élément, ce qui va totaliser 27 364 000 \$ pour un total non pas de 38 460 000 \$ mais plutôt de 45 100 000 \$, une hausse de 38 860 000 \$ à 45 100 000 \$ parce que...

M. Brassard: Où est-ce?

M. Pagé: Attendez un peu. J'arrive. Je vous ai laissé aller. Laissez-moi vous répondre. Je vais vous répondre complètement et je présume que vous allez devoir faire amende honorable.

Il y a 4 200 000 \$ d'activités qui vont être payés par le fédéral cette année, et ce, dans le cadre de la recherche et innovation. 4 200 000 \$ de responsabilités financés par le fédéral. Le montant de 4 200 000 \$ n'est pas là. Plus 2 500 000 \$ qui vont être financés au chapitre des immobilisations par la Société immobilière du Québec qui, antérieurement, était inscrite dans cet élément de programme.

Cela veut dire que c'est non pas un montant de 38 000 000 \$ mais, dans les faits, qui sont sous ma responsabilité pour la recherche agricole, mais c'est 45 100 000 \$, M. le député. Alors, si vous affirmez de façon un peu enflammée qu'on avait une diminution du budget, je m'excuse, ce n'est pas exactement ça. C'est 6 100 000 \$ de plus qu'il faut compter.

M. Brassard: En vertu de quelle entente? En vertu d'une entente auxiliaire?

M. Pagé: Une entente auxiliaire sur le développement agro-alimentaire.

M. Brassard: C'est la part fédérale.

M. Pagé: Oui.

M. Brassard: La part fédérale. La recherche qui va se faire dans le cadre de cette entente est-elle sous la responsabilité du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec?

M. Pagé: C'est une entente conjointe. Mais ça fait référence à des activités de recherche qu'on pilote, qu'on présente, qu'on incite, qu'on veut développer, etc.

M. Brassard: Toujours au programme 1, l'enseignement agricole, il y a une légère augmentation, mais le problème de l'enseignement agricole, vous le savez très bien, c'est la réduction substantielle du nombre d'inscriptions dans les cours de formation agricole de niveau collégial. Elles sont passées de 399 en 1983 à 226 en 1987. C'est 399, 359, 276, 242, là on est à 226. Je le constate chez moi parce qu'au cégep d'Alma, il y a une option de technologie agricole. Évidemment, tout le monde convient que le producteur agricole doit recevoir une formation de plus en plus diversifiée et solide en matière de gestion, par exemple. Le lieu pour recevoir une formation, c'est entre autres les cégeps, les collèges du Québec. Actuellement, c'est assez inquiétant de voir la réduction considérable des inscriptions. Il y a de moins en moins de jeunes qui s'inscrivent dans les cours de formation agricole de niveau collégial. Il y a également une diminution de 13 % du nombre d'admissions au niveau universitaire de premier cycle en agriculture. C'est à tous les niveaux.

Avez-vous un plan d'action ou quelles mesures entendez-vous adopter pour en arriver en quelque sorte à une relance, à revigorer ce secteur et à voir de nouveau les inscriptions augmenter, parce qu'on parle de relève agricole, et que la relève est important? C'est important que la relève soit bien formée aussi. Actuellement, ce n'est pas ce qu'on constate avec la réduction des inscriptions. Êtes-vous un observateur de cette situation assez inquiétante ou si vous comptez, à titre de ministre de l'Agriculture, réagir, agir et prendre des mesures pour essayer de corriger cette situation?

M. Pagé: Je ne suis pas un observateur. C'est une situation qui est préoccupante, qui me préoccupe et qui m'occupe. C'est d'ailleurs dans ce sens-là que j'ai demandé à mon équipe sous-ministérielle de bâtir ou de formuler des propositions pour des interventions à faire afin de mieux sensibiliser nos jeunes à l'intérêt qu'ils auraient à jeter un coup d'oeil à une formation en agriculture, pour plusieurs motifs. Tout d'abord, il y a des emplois de disponibles comme technologistes agricoles. Seulement dans le domaine de l'horticulture ornementale, exemple

concret, c'est près d'une centaine d'emplois qui seraient disponibles demain matin si on avait des gens formés pour occuper de telles fonctions. Dans nos entreprises de transformation, nous avons là aussi des besoins de main-d'oeuvre qui font référence, encore une fois, à des technologistes. C'est dans ce sens-là que j'ai rencontré personnellement les responsables de l'admission, au niveau collégial, pour les sensibiliser et aussi pour valoriser l'emploi agricole. À compter de cette année, le ministère appliquera une politique de promotion visant, premièrement, à valoriser l'emploi dans les secteurs agro-alimentaire et de l'agriculture et, deuxièmement, à faire des démarches de diffusion et de sensibilisation. On va y consacrer des sommes importantes cette année. Je vais demander à mon sous-ministre adjoint, M. Vézina, d'ajouter des éléments de réponse.

M. Vézina (André): Il est prévu dans les activités de cette année, comme vient de le dire M. Pagé, la poursuite de la campagne de promotion et de formation au niveau secondaire qui comprend plusieurs types d'intervention, soit dans les médias et directement dans les écoles. On compte y consacrer 175 000 \$ cette année. C'est une campagne qui a été lancée l'année dernière par M. Pagé. En plus, cette année, on compte lancer un programme de promotion de la profession d'agriculteur dans les écoles primaires et secondaires. C'est entièrement nouveau. On va consacrer des sommes d'argent à ce volet dès cette année pour une campagne de promotion de la profession d'agriculteur dans les écoles. Par ailleurs, il faut rappeler que déjà une autre mesure est inscrite à l'Office du crédit agricole, soit la bonification d'intérêt pour les gens qui ont une formation collégiale. Il y a déjà aussi dans nos programmes une incitation à l'acquisition de la formation collégiale. Donc, il y a des mesures financières de deux ordres qui visent à promouvoir la formation de la relève agricole, plus des campagnes de promotion sur deux plans.

M. Brassard: C'était en vigueur l'an dernier aussi?

M. Vézina: Cela a débuté cette année.

M. Brassard: Cela a commencé cette année.

M. Pagé: En 1988-1989. Le programme des 4000 \$ du ministère est important, aussi.

M. Brassard: Est-ce que cela a donné quelques résultats? Les derniers chiffres que j'ai, en 1987, c'est 226 inscriptions au niveau collégial. Est-ce que vous avez les chiffres pour 1988?

M. Pagé: Je vais vérifier. On va tenter de vous les donner.

M. Vézina: J'ai seulement les chiffres pour le ministère. Je n'ai pas les chiffres pour la province; on pourrait les obtenir. Pour le ministère, dans un des deux instituts, cela s'est maintenu au même nombre que l'année précédente. Pour l'autre institut. Il y a eu une baisse de dix élèves. À Saint-Hyacinthe, il y a eu une baisse de neuf élèves et, à La Pocatière, cela s'est maintenu au même nombre. C'est quand même significatif, parce que 35 % des élèves inscrits au programme sont inscrits aux deux instituts. Il y a sept autres institutions qui donnent le programme de gestion et d'exploitation, la formation d'exploitant. Il y a 35 % des gens inscrits qui sont inscrits aux deux instituts de technologie agro-alimentaire du ministère. Maintenant, si vous voulez les chiffres pour l'ensemble de la province, on pourrait les sortir facilement.

M. Brassard: Oui, maintenant ou plus tard. Cela nous permettrait de voir si la chute des inscriptions a été stoppée.

M. Vézina: Il n'y a pas eu d'impact significatif. On ne pensait pas qu'il y en aurait un à très court terme. Ce n'est pas possible, parce qu'au moment où on a commencé la campagne de promotion, les inscriptions au niveau collégial étaient déjà terminées ou presque. Alors, l'impact d'une campagne de promotion comme celle-là a lieu seulement deux ou trois ans plus tard, surtout si on considère que souvent c'est fait au secondaire III ou IV, il ne faut pas prévoir un impact à court terme, ce n'est pas possible.

M. Brassard: Soit dit en passant, l'espère que la fermeture de l'école d'agriculture Sainte-Croix, dans Lotbinière, ne fait pas partie des mesures du ministre pour augmenter le nombre des inscriptions en formation agricole.

M. Pagé: L'école d'agriculture Sainte-Croix est une école privée qui relève du ministre de l'Éducation.

M. Brassard: Oui, mais elle a été fermée.

Le Président (M. Richard): M. le député de Saint-Hyacinthe, vous avez toujours l'intention...

M. Pagé: Je m'excuse, M. le Président, l'école d'agriculture Sainte-Croix n'est pas fermée.

M. Brassard: Elle va fermer.

(16 h 45)

M. Pagé: Si on peut en parler, M. le député, la proposition du ministre de l'Éducation est endossée à 100 % par le ministre de l'Agriculture et vise à intégrer cette école à la commission scolaire régionale du secteur, avec la garantie, toutefois, du maintien de l'école ouver-

te là où elle est. Je pense que la position du ministre est très bien expliquée. Elle a été expliquée aux représentants locaux, etc., concernant les garanties que cette école serait maintenue ouverte, etc. Cela a été formulé et j'ai très bon espoir que ce dossier puisse se régler dans les meilleurs délais entre le ministère de l'Éducation et les dirigeants là-bas. On a fait notre job. J'ai rencontré le ministre de l'Éducation; M y a eu de nombreuses discussions à ce sujet. Mon objectif, c'est que l'enseignement demeure. Que ce soit une école privée ou une école publique, ce qui est important, c'est le contenu de l'enseignement, c'est la qualité de l'enseignement, compte tenu du rôle éminemment utile qu'a joué cette institution en agriculture dans la région de Québec. Mais qu'il y ait des dualités entre le caractère privé de l'institution et le réseau public qui y est, cela n'est pas le problème du ministre de l'Agriculture. Ma préoccupation ne se situe pas chez les gens qui sont dans les directions des deux établissements, mon intérêt va dans le sens d'une qualité d'enseignement à être diffusé, donné et offert à une clientèle.

Il y a un dernier élément sur lequel je voulais intervenir, toujours dans le cadre de la promotion de la formation agricole. Vous savez qu'on a créé, dans le cadre de la réforme des programmes, un autre programme incitatif pour que les gens aillent se chercher une formation qui permette à ces jeunes d'obtenir une somme allant jusqu'à 4000 \$, une fois qu'ils ont obtenu leur diplôme d'études collégiales, pour préparer leur dossier d'établissement. Alors, dans le cadre de la promotion de la formation agricole, il y a eu 252 dossiers qui ont été acceptés; nous avons versé une somme de 437 966,28 \$.

M. Brassard: A quel chapitre, à quel titre?

M. Pagé: Pardon?

M. Brassard: À quel titre?

M. Pagé: Promotion de la formation agricole, c'est-à-dire que c'est l'élément du programme qui prévoit qu'un jeune, à l'obtention de son diplôme d'études collégiales en agriculture, peut obtenir une somme, à laquelle peut s'ajouter une allocation pour défrayer le coût de son établissement - exemple: l'étude de la part d'un fiscaliste, l'acte notarié, les avis juridiques, etc; globalement, l'étudiant peut aller chercher 4000 \$ et c'est versé à la fin - plus le volet pour les conjointes, les agricultrices qu'on aide pour qu'elles aillent se chercher une formation en gestion. Tout cela a donné comme résultat qu'on a dépensé 437 000 \$, presque 500 000 \$, cette année.

Le Président (M. Richard): M. le député de Saint-Hyacinthe, vous aviez une question?

M. Messier: Oui. Qu'advient-il de la demande de la Faculté de médecine vétérinaire pour qu'elle soit aidée financièrement pour son hôpital pour les petits et les grands animaux? Je sais qu'elle est aidée financièrement par le ministère de l'Éducation, mais il y a eu une demande de faite auprès du ministère de l'Agriculture.

M. Pagé: Oui.

M. Messier: Je voudrais savoir où est rendue l'étude du dossier en question.

M. Pagé: La Faculté de médecine vétérinaire joue un rôle très important dans les services professionnels au Québec, au volet de la santé animale, ça va de soi. On sait que les besoins de la faculté sont grands. On doit bien avoir à l'esprit, cependant, que dans l'entente en ce qui concerne la recherche en santé animale, signée par la Faculté de médecine vétérinaire et le ministère de l'Agriculture, on a prévu... Comme le disait M. le doyen de la faculté, pour la première fois dans l'histoire de la faculté, le ministère de l'Agriculture et la faculté s'entendaient sur un investissement aussi important de la part de mon ministère. Vous y étiez, M. le député, et je pense que vous aviez manifesté, cette journée-là, autant de fierté que moi de voir cette politique annoncée.

Quant aux autres aspects qui nous concernent avec la Faculté de médecine vétérinaire, des recommandations m'ont été faites par la faculté, disant qu'il faudrait revoir notre budget en fonction des analyses qu'on fait faire là-bas. On sait qu'en plus d'avoir des contrats de recherche avec elle, on a un contrat qui nous lie concernant des activités courantes de la faculté. Exemple concret: les autopsies qui sont pratiquées par la faculté, comme suite d'une décision d'un fonctionnaire du ministère. Il y a toute une gamme de tests, de prélèvements, d'analyses qui sont faits à la faculté et on m'a démontré la nécessité de revoir le paiement à la faculté par le ministère de l'Agriculture pour de telles activités. À cet élément-là du dossier qui était important ont été ajoutés d'autres éléments qui s'adressent davantage au ministre de l'Éducation. Le ministre de l'Éducation et moi-même avons demandé à nos adjoints de s'asseoir autour de la table. Cela a été fait. Ils ont bien travaillé, comme d'habitude. Le ministre et moi nous sommes assis à la même table et avons signé un mémoire qui demande au Conseil des ministres le versement de sommes importantes en faveur de la Faculté de médecine vétérinaire. Ce mémoire est présentement étudié par les organismes centraux et j'ai bon espoir qu'il puisse aboutir.

Le Président (M. Richard): M. le député de Lac-Saint-Jean.

M. Brassard: J'aborderais le programme 2, M. le Président, considérant le programme 1

comme adopté.

Le Président (M. Richard): Le programme 1, élément 1 est donc adopté.

M. Brassard: Programme 2...

Le Président (M. Richard): Excusez-moi, est-ce que le programme 1, éléments 1, 2 et 3, est adopté?

M. Brassard: Oui.

Le Président (M. Richard): Ça va? J'appelle donc le programme 2.

Financement agricole

M. Brassard: Le programme 2: Financement agricole. Je signale au ministre, qui se vantait d'ailleurs tantôt des programmes incitatifs qu'il accordait aux jeunes qui se lancent dans l'agriculture...

M. Pagé: Oui.

M. Brassard: ...que ces programmes incitatifs intéressants de prime abord sont largement, je dirais, annulés par le fait que la prime d'assurance-prêts... En vertu de la loi 49, il y a une espèce d'annulation. Vous accordez des choses intéressantes aux jeunes agriculteurs mais, en contrepartie, comme ils ont des charges et des obligations accrues en matière de financement, particulièrement pour ce qui est de l'assurance-prêts, ça finit par s'annuler. C'est important, je pense, de le signaler.

À propos du financement, je reviens...

M. Pagé: M. le Président, on peut commenter ça.

M. Brassard: C'est le cas!

M. Pagé: Bien non.

M. Brassard: Vous donnez 4000 \$ pour aider un jeune à se lancer en agriculture, mais le taux pour l'assurance-prêts, c'est à peu près ça que ça va lui coûter en plus. Alors cela s'annule.

M. Pagé: Plus les 15 000 \$...

M. Brassard: Cela s'annule.

M. Pagé: ...plus la bonification de l'intérêt s'il a une formation. Et comme H a eu la somme de 4000 \$, c'est certain que c'est parce qu'il a eu une formation. Voulez-vous, on va calculer ça? On devrait faire une suspension et sortir nos chiffres et nos calculatrices. Et pour moi, vous feriez motion pour ne pas revenir en commission.

M. Brassard: On pourrait examiner ça. Il y a des beaux cas, d'ailleurs, qui ont été cités par...

M. Pagé: Nous y sommes. C'est le temps, volet 2.

M. Brassard: ...l'UPA, en fait, dans la **Terre de chez nous**.

M. Pagé: Oui.

M. Brassard: Il y a des cas intéressants. On peut les prendre un à un. Il y a des cas intéressants. Vous êtes au courant? Oui?

M. Pagé: Ah!

M. Brassard: Nouvel établissement, par exemple.

M. Pagé: Je ne pourrais me coucher un vendredi soir sans avoir lu la **Terre de chez nous**.

M. Brassard: Pour le nouvel établissement...

M. Pagé: Oui.

M. Brassard: ...un exemple est apporté: prêt d'établissement à long terme, 20 ans pour un nouvel établissement. Besoin de financement: 200 000 \$. L'assurance-prêts, selon l'ancienne loi, c'est 250 \$; avec la nouvelle, loi, c'est 4000 \$, ce qui fait le montant du prêt à 204 000 \$. Je donne l'exemple cité. Intérêt payé moins subvention; dans l'ancienne loi, c'était à 8 %; dans la nouvelle loi c'est variable. Et ça fait un coût du prêt pour 20 ans de 194 798 \$ selon l'ancienne loi et de 181 790 \$ selon la nouvelle loi; l'assurance-prêts 4000 \$. Total: 192 000 \$. Les avantages sont insignifiants, c'est de 2000 \$ finalement. C'est un exemple qui avait été apporté par la... C'est ce qui me porte à vous poser la question...

M. Pagé: Dans **La terre de chez nous**?

M. Brassard: Dans **La terre de chez nous**.

M. Pagé: Je me rappelle l'avoir lu. J'ai sursauté.

M. Brassard: Vous avez sursauté?

M. Pagé: Ma femme m'a dit: Michel, qu'est-ce qui arrive? C'était un vendredi soir.

M. Brassard: C'est ce qui me porte...

M. Pagé: J'ai dit: Ils n'ont pas calculé qu'ils pourraient avoir la prime à l'établissement de 15 000 \$.

M. Brassard: Vous étiez dans votre lit?

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Pagé: Ils n'ont pas calculé... J'ai d'autres moments et d'autres endroits d'échange de propos avec ma conjointe, M. le député. J'ai dit: Ils n'ont pas calculé les 15 000 \$ de prime à l'établissement et ils n'ont pas pris en considération le fait que ce jeune agriculteur va très certainement associer sa conjointe à la propriété de l'entreprise, ce qui veut dire qu'il faut ajouter une autre somme de 15 000 \$. Quand j'ai vu les 8 %, je me suis dit: D'où cela vient-il? Les règles d'application pour le "subventionnement" au taux d'intérêt sont les mêmes qu'elles étaient hier et il n'y avait pas de maximum dans le passé à 8 %, M. le député. Je vais demander au président de l'Office du crédit agricole du Québec, M. Michel Saint-Pierre, de commenter.

M. Saint-Pierre (Michel): D'abord, je pense qu'on doit dire qu'il y a une certaine incompréhension ou ambiguïté concernant la prime de 1,85 %, et souvent on l'associe à un intérêt annuel, alors que c'est une prime unique payée la première année. Si on se réfère à votre première question, la nouvelle bonification d'intérêt va rapporter au jeune qui s'établit et qui a un DEC 4 % d'intérêt la première année décroissant sur cinq ans. Donc, dès la première année il y a l'annulation de cette prime et elle ne revient jamais. Si on la calcule sur une base de 20 ans, cette prime correspond à un paiement annuel de 400 \$ sur le même prêt de 200 000 \$, alors que l'agriculteur va toucher 78 000 \$ de subvention, avec un taux moyen de 12 %, pendant cette période. Donc, il y a un énorme écart entre le coût de la prime et le montant des subventions reçues. La première année, au rythme actuel, la subvention est actuellement de 5 %. C'est donc 10 000 \$ que, dès la première année, le producteur va toucher en subventions d'intérêt, sans compter la bonification pour la formation académique. Donc, il y a un écart considérable...

Si on ajoute, par exemple, la somme actuelle de 10 000 \$ qui est la subvention de base pour 200 000 \$ et si on ajoute 4000 \$ pour la subvention, c'est la subvention de la première année pour un jeune qui a son DEC, c'est 14 000 \$, alors qu'il va payer sur 20 ans une prime de 4000 \$ qui est elle-même financée, au taux subventionné. Actuellement, le taux subventionné est de 9 %.

M. Brassard: Concernant cette prime, est-ce exact...

M. Pagé: Parlez-vous des 14 000 \$ de subvention que le jeune reçoit ou de la prime?

M. Brassard: Non, je parle de l'assurance-prêts.

M. Pagé: D'accord. Regardez de l'autre côté.

M. Brassard: 1,85 %.

M. Pagé: Oui.

M. Brassard: Est-ce exact qu'il y a une réglementation qui est à la veille d'être adoptée?

M. Pagé: D'être...

M. Brassard: D'être adoptée, la réglementation?

M. Pagé: C'est-à-dire qu'à la suite des discussions...

M. Brassard: Est-ce qu'il y a des modifications qui vont être annoncées à ce chapitre?

M. Pagé: J'ai rencontré le Conseil général de l'UPA qui m'a sensibilisé à cette question. J'ai rencontré aussi la Fédération de la relève agricole; la Fédération des syndicats de gestion m'en a parlé. J'ai eu une autre conversation encore tout récemment avec le conseil de direction de l'Union des producteurs agricoles. Sur la foi des échanges de propos que nous avons eus entre l'UPA, le ministre et aussi l'UPA et l'Office du crédit agricole, à ma demande, j'ai préparé le mémoire qui a été acheminé aux organismes centraux visant à apporter des modifications aux règlements de la Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers. Là aussi, je suis allé voir mon ami, M. le député de Bonaventure, pour le sensibiliser au fait qu'il m'apparaissait à moi, le ministre, que ce n'était pas du tout l'intention du législateur, lorsqu'on a adopté cette loi-là ensemble ici, autour de la table, dans cette salle, par exemple, qu'une taxe de 9 % soit imposée sur cette contribution au fonds d'assurance. (17 heures)

D'autre part, j'ai indiqué qu'il n'était pas du tout de l'intention du législateur que, dans le cas d'une consolidation de prêts, la prime s'applique à la totalité de l'emprunt. Un exemple concret: vous êtes agriculteur, M. le député, vous associez votre conjointe. Vous avez un prêt de 200 000 \$ de l'Office du crédit agricole; vous êtes propriétaire unique. Votre conjointe devient associée avec vous et vous refaites l'emprunt au nom de la corporation et là, le prêt consolidé devient assujéti au paiement de la prime. Ce n'était pas du tout l'intention du législateur. Ce sont des choses comme celles-là qui sont prévues dans un décret que j'ai signé et qui est présentement étudié avec minutie, cela va de soi...

M. Brassard: Il ne sera pas nécessaire d'amender la loi?

M. Pagé: Non. En vertu de l'avis juridique qu'on m'a donné à l'Office, on peut y aller par

règlement et c'est ce que j'ai proposé aux organismes centraux qui étudient le tout avec attention et minutie, et on va voir.

M. Brassard: Donc le taux ne sera pas changé. Il demeurera de 1,85 %, mais H va s'appliquer uniquement aux nouveaux prêts.

M. Pagé: C'est la recommandation que j'ai formulée. C'était l'intention du législateur, et le législateur, M. le député, c'est vous, c'est moi, c'est l'ensemble des députés autour de cette table.

M. Brassard: Bien. Pour ce qui est maintenant des prêts à moyen terme, vous avez contesté le cas numéro un que je vous ai cité, mais le cas numéro deux est difficilement contestable parce que c'est clair qu'il n'y a plus de subvention d'intérêt et, par conséquent, c'est évident qu'un agriculteur qui fait un prêt à moyen terme va maintenant payer plus cher que c'était le cas d'après l'ancienne loi. L'exemple suivant, c'est pour un prêt de 50 000 \$; au bout du compte, le coût du prêt était de 20 000 \$ selon l'ancienne loi et il grimpe à 31 600 \$ avec la nouvelle loi parce qu'il n'y a absolument aucune subvention d'intérêt pour le prêt à moyen terme. C'est une revendication majeure, centrale du monde agricole qui souhaite que le prêt à moyen terme soit de nouveau subventionné. Je sais que j'ai déjà interrogé le ministre à ce sujet en décembre dernier, à l'occasion, je pense, de l'étude des crédits provisoires ou des crédits supplémentaires, et il a été catégorique. Est-ce qu'il est toujours aussi catégorique là-dessus, à savoir qu'il n'est pas question, malgré l'insistance et la persistance de la revendication du monde agricole à ce sujet-là, de rétablir la subvention d'intérêt pour le prêt à moyen terme?

M. Pagé: Oui, je suis aussi catégorique, malgré toute la chaleur et la conviction de votre propos. Je vous dirai cependant que, malgré le fait que je sois très catégorique, l'inquiétude que vous manifestez, je peux la sécuriser en vous disant ceci: La décision a été prise; elle est claire, elle est définitive concernant notre participation pour les prêts à moyen terme. Cependant, décrit tel que vous le formulez, c'est vrai, sauf que ce que vous omettez de considérer, c'est l'élément suivant. La loi 46, qui est une réforme majeure, prévoit que lorsqu'un producteur agricole viendra frapper à la porte de l'Office pour formuler ses besoins financiers, nous allons étudier son dossier selon la méthode de l'approche globale, c'est-à-dire: Monsieur, madame, vos besoins financiers immédiats pour vous porter acquéreurs de l'entreprise sont de X milliers ou X centaines de milliers de dollars; à la suite de cet achat, vous aurez tels besoins en équipement, vous aurez tels besoins financiers, par exemple, pour acheter du quota additionnel, vous aurez, madame, tels besoins financiers pour

acheter votre propre entreprise et l'exploiter selon la méthode s'appliquant à une ferme complémentaire à l'entreprise principale qui est celle de votre conjoint. Nous acceptons donc de vous prêter le montant X aujourd'hui en tenant compte et en tenant pour acquis que dans deux ans vous aurez tels besoins financiers. C'est là l'approche globale.

Partant de là, et c'était là la distinction qu'il faut bien comprendre, le prêt à moyen terme tel que prévu à l'ancienne loi référait à des prêts sur de l'équipement dont l'amortissement est plus rapide que sur celui de la terre, des bâtiments, de l'équipement immobilier, etc. Généralement, ces prêts étaient consentis pour l'achat d'équipement agricole.

La très grande majorité de l'équipement qui faisait l'objet d'un prêt subventionné par les prêts à moyen terme sont maintenant admissibles aux prêts à long terme. Qu'est-ce que ça veut dire concrètement? Cela veut dire qu'au lieu d'avoir un prêt à moyen terme selon une subvention donnée, la très grande majorité de l'équipement peut être financé dans le cadre d'un prêt à long terme qui, lui aussi, est subventionné.

Si on le prend de façon mathématique et brutale, si je peux me permettre d'utiliser le terme, c'est vrai que ce n'est pas pareil sauf que si l'on regarde dans le fond du dossier et dans les faits, il est subventionné.

M. Brassard: il reste que cela ne semble pas donner satisfaction aux producteurs agricoles. En dépit du mécanisme que vous venez d'exposer, la revendication persiste; elle est toujours là. On souhaite le retour...

M. Pagé: Quand je l'explique aux producteurs et à l'Union des producteurs agricoles, ils disent: M. le ministre, vous avez raison, ça a du bon sens.

M. Brassard: Vous leur conseillez de faire du long terme sur les achats d'équipement.

M. Pagé: Oui, on en tient compte dans le long terme. Il faut bien dire que c'était seulement 3 % par année sur les premiers 15 000 \$. Cela représentait 450 \$. Alors que s'ils le font entrer dans le long terme, Us vont chercher plus.

Aide à l'établissement

M. Brassard: M. le Président, je passerais à l'élément 4, Aide à l'établissement.

L'an dernier, dans les crédits, 17 700 000 \$ étaient prévus. En décembre, vous avez ajouté 12 300 000 \$ pour porter le budget à ce chapitre à 30 000 000 \$. D'après ce qu'on pouvait évaluer, d'après la fédération de la relève d'ailleurs également, ce n'était pas suffisant, compte tenu des demandes. Il y en avait 1500, à toutes fins utiles, qui n'avaient pas été complétées pour l'exercice 1987-1988. Et en 1988-1989, on estimait

à plus de 2000 le nombre des demandes à ce chapitre, 2100. Si l'on fait le calcul, 15 000 \$ par demande, cela fait 54 000 000 \$. Il y avait un écart de 24 000 000 \$. Vous aviez 17 700 000 \$ aux crédits l'an passé relativement à l'aide à l'établissement. Vous avez ajouté 12 300 000 \$, pour porter à 30 000 000 \$.

M. Pagé: C'est 30 000 000 \$.

M. Brassard: C'est 30 000 000 \$. Compte tenu des demandes de l'exercice précédent, 1987-1988, qui n'étaient pas complétées, H y en avait 1500. Compte tenu des demandes qu'on escomptait pour l'année 1988-1989, environ 2000, 2100, cela fait 3600 demandes, 1500 demandes qui ne sont pas traitées plus les 2600 qui viennent normalement pour l'année en cours, cela fait 3600 à 15 000 \$ par année, cela fait 54 000 000 \$. Alors, 30 000 000 \$, il y a un écart de 24 000 000 \$. Vous aviez, à cette question qu'on avait posée d'ailleurs en décembre dernier, vous aviez répondu: Bon, les 15 000 \$ ne sont pas totalement versés au cours de l'année où la demande a été acceptée par l'Office, c'est ce qui fait que 30 000 000 \$, on va en avoir assez. Ma question est bien simple. Avez-vous eu assez des 30 000 000 \$? Y a-t-il encore des demandes en attente faute de budget...

M. Pagé: Non.

M. Brassard: ...que vous avez dû reporter au budget précédent?

M. Pagé: Non. Je dois dire au départ que c'est un programme qui fait référence au tout début, en 1986, à la loi sur la mise en valeur et qui fait référence, maintenant, à la Loi sur le financement agricole qui a été refondue dans cette nouvelle loi. C'est un programme qui a du succès. On a porté la subvention de 8000 \$ à 15 000 \$. On l'a ouverte aux couples, on l'a ouverte aux agricultrices. On peut subventionner jusqu'à 60 000 \$ dans le cas d'une double... c'est-à-dire de deux couples qui s'associent. J'ai là aussi, comme ailleurs, péché par modestie. Je n'ai pas...

M. Brassard: Ce n'est pas fréquent dans votre cas.

M. Pagé: Je pense que c'est en train de devenir proverbial. Je n'avais pas prévu que mon programme serait si populaire. Je préfère ça, soit dit en passant, que l'inverse. Tant et si bien qu'on a eu des demandes, des requêtes telles que cela a créé des besoins financiers très appréciables. Nous avons, je peux vous dire... Je vais demander au président de l'Office de préciser le délai moyen entre la demande et l'obtention du chèque, le temps qu'il faut. Il faut dire que ces sommes sont versées maintenant plus rapidement parce que dans l'ancienne loi, quand c'était à

4000 \$ et à 8000 \$, il fallait procéder à tel type d'ouvrage, à tel type de travaux, etc. L'imputation ou l'affectation de ces sommes, c'était plus encadrée, plus limitée, ce qui entraînait des versements s'échelonnant souventefois sur plusieurs années.

Je peux vous confirmer que dans le cadre du budget 1988-1989, il n'y a eu aucun - ce qu'on appelle dans le jargon administratif - pelletage de cas ou de dossiers qui auraient pu être financés dans le cadre du budget 1988-1989, et qui ont été retardés en termes de paiements pour les payer effectivement dans le budget 1989-1990. Nous tenons pour acquis que cet enthousiasme à s'inscrire rapidement, va se stabiliser. Nous tenons pour acquis, selon notre analyse et l'évaluation de l'Office, c'est sur l'évaluation de l'Office que je me suis basé, que nos besoins financiers pour cet élément de programme sera de 27 000 000 \$ cette année, s'ajoutant aux 30 000 000 \$ de 1988-1989, s'ajoutant aux crédits de 1987-1988 qui étaient de 21 000 000 \$, ce qui va nous conduire à 68 000 000 \$ plus ceux de 1986-1987... On est rendu à 78 000 000 \$, c'est beaucoup d'argent. Cela démontre, encore une fois, la volonté du gouvernement de bien soutenir l'établissement. Je vous assure qu'il n'y a pas de pelletage. Maintenant, je demanderais au président de se référer au délai entre le moment où la demande est formulée et celui où le versement est déposé.
(17 h 15)

M. Saint-Pierre: Quand on parle de délai, on parle d'une période de temps qui s'écoule entre la réception d'une demande dûment complétée et le paiement. Il faut comprendre que le paiement se fait pour un projet réalisé. Par exemple, il se fait pour le drainage, pour l'achat de quotas, pour l'expansion d'un bâtiment. Et, entre le moment où nous avons les pièces justificatives et le moment où la demande est effectuée dans un premier temps, il s'écoule des délais qui vont de deux à trois mois. À la fin de la période, afin que des sommes ne soient pas périmées à ce poste budgétaire, on a dû faire diligence et presser nos régions d'aller chercher des pièces justificatives pour les dossiers qui semblaient les plus prêts. Effectivement, on a pu déboursier la totalité des sommes qui nous ont été confiées l'an dernier, c'est-à-dire les 30 000 000 \$.

On commence l'année avec 1116 dossiers à l'étude. Une bonne partie, 425 sont presque complétés et des crédits devront être déboursés au cours des prochaines semaines. Il reste 350 dossiers pour lesquels on attend des pièces justificatives. À ce moment-là, on ne contrôle pas les délais; cela peut être trois mois. Quand je parle d'une moyenne, c'est de l'ordre de deux à trois mois. J'ajouterais que le rythme actuel des demandes nous indique que nos prévisions de 27 000 000 \$, à ce stade-ci, sont relativement fiables et précises, si on les compare au rythme des demandes qu'on avait il y a douze mois.

M. Brassard: Excusez-moi!

M. Saint-Pierre: Je dis que le rythme des demandes actuelles nous indique que les 27 000 000 \$ devraient être suffisants pour faire face aux demandes actuelles. Il faut comprendre que ce qu'on a appelé le "backlog" des demandes, souvent et la plupart du temps de la part des épouses qui s'associaient, est en voie de diminution et on va graduellement vers de nouveaux établissements qui vont constituer dorénavant notre clientèle stable.

M. Brassard: C'est un peu la remarque que je voulais faire au ministre qui, tout à l'heure, se glorifiait de la popularité du programme. Oui, il est populaire. Mais sa popularité vient en grande partie du fait que, par exemple, l'an passé, sur 2100 demandes, il y en a 1462 qui viennent d'agricultrices. C'est très bien, je n'ai rien contre cela, sauf que ce ne sont pas de nouveaux établissements. Il ne faut pas...

M. Pagé: Pour vous, le fait qu'une agricultrice s'associe avec son mari, ce n'est pas un nouvel établissement.

M. Brassard: Bien non!

M. Pagé: Je m'excuse, monsieur! C'est un nouvel établissement. C'est une femme qui devient propriétaire et partenaire.

M. Brassard: Oui, mais cela n'ajoute pas...

M. Pagé: Elle ne fait pas seulement la job sans aucune reconnaissance.

M. Brassard: Cela n'ajoute pas un établissement dans l'économie agricole du Québec. C'est cela que je veux dire. Ce n'est pas une nouvelle ferme qui vient de naître. Je ne dis pas que cette incitation faite aux agricultrices de devenir copropriétaire, c'est mauvais, bien au contraire. Mais il ne faut pas interpréter cette popularité comme un accroissement ou un développement de l'agriculture, une augmentation des établissements.

M. Pagé: Souventefois, de tels établissements où l'agricultrice devient partenaire de la propriété de l'entreprise pour laquelle elle travaille généralement depuis déjà un bon moment, conduit à une nouvelle dynamique à l'intérieur de l'entreprise, à de l'achat, au développement de l'entreprise. Vous savez, ce n'est pas une prime au mariage, cela.

M. Brassard: Je comprends, mais ce n'est pas la naissance d'un nouvel établissement.

M. Pagé: C'est la naissance d'une nouvelle structure d'entreprise.

M. Brassard: Il n'y a pas accouchement d'un nouvel établissement.

M. Pagé: C'est la naissance d'une nouvelle structure d'entreprise qui a de meilleurs outils, de meilleurs leviers pour intervenir et qui se développe.

M. Brassard: Relativement à la propriété, c'est ça; il y a un changement en ce qui concerne la propriété. Ça devient copropriété ou une corporation, plutôt qu'une propriété individuelle, j'en conviens, mais ce n'est pas nécessairement l'ajout de nouveaux établissements à ceux qui existent déjà. Ce n'est pas nécessairement ça; ça peut être ça, mais ce n'est pas nécessairement ça.

M. Pagé: Non, mais il faut bien dire, M. le Président, à l'intention de M. le député... On ne vous dérange pas trop, là?

Mme Dionne: Non, ça va. Je tiens à vous aider.

M. Pagé: Ah! C'est très bien, vous pouvez continuer, madame, je vous passe la parole.

M. Houde: ...ça touche la femme, l'agriculture.

M. Pagé: Écoutez...

M. Houde: En plus... participé à la loi 46...

M. Pagé: Oui, les deux honorables représentants, M. le député de Berthier et Mme la députée de Kamouraska.

M. Brassard: Ce que je veux dire, c'est que ce n'est pas nécessairement un transfert d'une génération à l'autre; c'est ça que je veux dire. Avec 1462 agricultrices sur 2100 demandes, cela veut dire un changement au niveau de la propriété. On passe de la propriété d'un seul à une copropriété ou à une propriété corporative...

M. Pagé: Ce que je tente...

M. Brassard: ...mais ce n'est pas nécessairement toujours un transfert d'une génération à l'autre, donc une véritable relève comme telle. Il y en a sûrement, le reste c'est sûrement ça.

M. Pagé: Une chose est certaine - je veux bien vous le faire comprendre - c'est que la prime à l'établissement...

M. Brassard: Cela pourrait être plus clair que ça.

M. Pagé: ...à sa face même, permet l'accès d'une personne qui n'était pas propriétaire d'une

entreprise à la propriété de l'entreprise.

Une voix:...

M. Pagé: On me coupe. Premièrement, cette prime débouche sur l'accès à la propriété d'une personne qui n'était pas propriétaire d'une entreprise agricole antérieurement. Deuxièmement, je conviens que, dans un cas très important, un nombre très important... D'ailleurs, la stabilisation qu'on prévoit, c'est comme pour faire suite, peut-être pas à un empressément, mais à l'arrivée en même temps d'un nombre très significatif de dossiers s'appuyant entre autres sur l'accès des conjointes à la propriété.

Cependant, je peux vous dire que, dans un nombre très important de cas - je n'ai pas de pourcentage, peut-être que notre système d'ordinateur de l'Office du crédit agricole pourrait nous l'indiquer - c'est de la véritable relève, c'est-à-dire que des parents ou le père de famille qui, traditionnellement, est propriétaire de l'entreprise va bâtir une nouvelle structure juridique pour son entreprise, va devenir actionnaire; y va céder une partie du capital-actions à son fils, à sa fille, à son beau-fils ou à sa belle-fille et, graduellement, le transfert des actions va se faire. Pour moi, c'est de la relève. Parce que n'eût été cela, le père aurait vendu par encan ou au voisin...

M. Brassard: Je ne vous dis pas qu'il n'y en a pas, comprenons-nous bien.

M. Pagé: On va essayer d'établir... Je ne sais pas. D'ailleurs, en ce faisant, j'adresse la question au président de l'Office du crédit agricole, M. Saint-Pierre, pour voir si l'on pourrait quantifier, ventiler. Si on peut vous donner des chiffres, cela va me faire plaisir.

M. Brassard: Essayer d'identifier ce qui est vraiment de la relève.

M. Pagé: Oui.

M. Saint-Pierre: Je peux peut-être tenter de donner une réponse. C'est un indice, en fait. On constate, au cours de la dernière année, qu'y y a environ le tiers, un peu plus du tiers des primes à rétablissement à l'égard des femmes qui ont été versées à des femmes qui détenaient 50 % et plus du capital de l'entreprise; à peu près le tiers, en fait, des primes ont été versées à des femmes qui détiennent 50 % et plus. Il y en a un nombre réduit, 33 femmes qui étaient propriétaires uniques; pour les autres, cela s'échelonne entre 50 % et 100 %.

M. Brassard: Est-ce que j'ai bien compris tantôt, M. le Président? Vous nous dites que ce mouvement vers la copropriété est en voie d'être passablement complété et que là... Ce qui vous fait dire qu'on aura assez des budgets prévus ou

des crédits prévus. C'est qu'on a tendance à revenir progressivement à la relève.

M. Saint-Pierre: Il y en a encore beaucoup, mais on estime que la plus grosse année était celle qui vient de se terminer. Celle-ci est encore à un niveau relativement élevé et va être, en fait, de 27 000 000 \$ comparativement à 30 000 000 \$. Ce n'est pas très loin mais, en fait, la tendance va graduellement vers une réduction.

M. Brassard: Comme la tendance va vers une réduction, M. le ministre, est-ce que vous avez l'intention d'ouvrir ce programme-là aux agricultrices de plus de 40 ans qui n'ont pas accès à ce programme si je suis bien informé? Une conjointe d'un agriculteur qui a 42 ou 43 ans ne peut pas avoir accès à ce programme-là. Alors, comme il y a une espèce de tendance à la réduction de l'entrée des conjoints, des agricultrices, comme propriétaire, est-ce que vous avez l'intention d'ouvrir aux agricultrices de plus de 40 ans? Non?

M. Pagé: Non, et je vais vous dire pourquoi.

M. Brassard: Oui, j'aimerais savoir pourquoi.

M. Pagé: C'est que la Loi sur le financement agricole...

M. Brassard: Si c'est bon pour une femme de 39 ans d'être copropriétaire, ça devrait l'être aussi pour une femme de 41 ou 42 ans.

M. Pagé: On va revenir à cet exemple-là. Vous savez que la Loi sur le financement agricole s'appuie sur le principe qu'on s'établit en agriculture avant 40 ans.

M. Brassard: Avant?

M. Pagé: Avant 40 ans. D'accord? Et c'est ce pourquoi l'ensemble de notre loi s'appuie sur ce paramètre-là.

J'ai rencontré la Fédération des agricultrices du Québec qui en a fait l'objet d'une demande. Cela va de soi, c'est normal. J'ai insisté sur le fait que c'est une loi favorisant l'établissement en agriculture et qu'il était impossible pour le gouvernement du Québec de donner suite à leur demande d'octroyer un montant de 15 000 \$ purement et simplement pour toute personne qui est associée en agriculture, peu importe son âge, parce que l'esprit de la loi va dans le sens qu'on s'établit en agriculture avant 40 ans.

J'ai manifesté mon intention de m'associer à une démarche avec les agricultrices du Québec visant à favoriser l'accès à la propriété, à les aider pour que la propriété ou la reconnaissance de propriété de ce que ces femmes-là ont bâti

soit validée par des actes juridiques. Vous savez - et je donne souvent l'exemple - souvent vous allez prendre une ferme laitière moyenne qui est bien équipée et qui vaut 450 000 \$. Il y a une équité assez élevée dessus. Il s'agit d'un couple qui a une cinquantaine d'années. Mais, il faut bien comprendre que généralement, au début, c'était une entreprise beaucoup plus modeste. Le modèle que j'en fais - et probablement que c'est la même chose chez vous, dans votre comté - c'est le chef de famille qui a pris la relève de son père, qui a acheté la terre pour un montant modeste - peut-être élevé pour l'époque - mais qui n'est quand même pas très substantiel. Sa conjointe est venue bâtir cette entreprise avec lui. Ils n'avaient pas de quota à l'époque. Maintenant, ils ont un quota qu'ils ont bâti, qu'ils ont développé et qui vaut beaucoup d'argent. Ils ont amélioré leur cheptel, et ces vaches qui valaient seulement quelques centaines de dollars Il y a quelques années, ce n'est pas surprenant d'en voir aujourd'hui qui valent une moyenne de quelques milliers de dollars chacune.

C'est donc une grosse entreprise qu'ils ont et cela s'est bâti à coups de labeur, pas seulement du mari, mais de la femme aussi qui, en plus d'élever les enfants, assurait la gestion. Le petit sur les bras, envoie à l'étable, fait le train, revient à la maison, prépare le déjeuner, retourne, etc. C'est comme ça que ça s'est fait l'agriculture au Québec.

Et, j'ai manifesté mon intention de mettre à leur disposition un programme qui favoriserait le transfert de propriété. Parce qu'il ne faut pas se faire de cachettes. Je ne suis pas certain que cette mesure de favoriser l'accès à la propriété des conjointes reçoit un accueil délirant de tous les hommes du Québec. Je ne suis pas sûr de ça. Partant de là, il y a des situations qui sont claires, vous savez. Prenons l'exemple du couple qui a peut-être 2000 \$ de disponibles qui pourraient servir à défrayer les frais de notaire pour la nouvelle structure juridique. Souvent, si la conjointe, l'agricultrice qui n'est propriétaire de rien, laisse entrevoir la possibilité de prendre ces 2000 \$, d'aller chez le notaire, pour, quand on reviendra de chez le notaire, pouvoir dire on est propriétaires à 50-50, il ne faut pas se faire de cachettes, souvent, le conjoint dit: Au lieu de donner cette somme au notaire, on serait aussi bien d'aller en Floride, ou changer ton manteau de fourrure, ou peut-être changer le congélateur. On voit ça, vous savez. J'ai offert...

M. Brassard: Cela fait des débats.

M. Pagé: Pardon?

M. Brassard: Cela fait des débats.

M. Pagé: Oui. J'ai offert à la fédération de défrayer les frais juridiques de transfert de propriété. Elle a manifesté des réserves. J'ai

demandé à l'équipe de mon ministère, qui est une très bonne équipe, qui est très dynamique, partout dans le ministère, mais l'équipe des femmes fait une bonne Job, elles sont dynamiques et elles se sentent très bien appuyées par les autorités du ministère, d'accentuer et de maintenir les contacts avec elles, avec la Fédération des agricultrices, dans la perspective d'en arriver à une Intervention que Je souhaite en cours d'année pour favoriser l'accès aux femmes de plus de 40 ans. Cependant, Je me permettrai, M. le député, de vous faire part de la taquinerie que je leur ai formulée, parce que pour moi, après le sens des affaires, ce qui est important c'est le sens de l'humour. Je me suis permis de leur indiquer que c'est très rare qu'on rencontre des femmes de plus de 39 ans.

M. Brassard: Ma mère a plus de 39 ans.

M. Pagé: Pardon, M. le député?

M. Brassard: Ma *mère* a plus de 39 ans et elle l'admet volontiers.

M. Pagé: Moi aussi. Autre élément. Actuellement on a une étude qui est conduite au ministère en collaboration avec le ministère sur l'impact de la fiscalité des transferts de propriété d'entreprises de cette valeur, lorsque c'est un transfert vers la conjointe. Tout ça devrait nous conduire à favoriser un excès plus grand pour les femmes de plus de 40 ans. Pour revenir à ce que vous me disiez tantôt, vous m'avez dit oui, mais il n'y a pas beaucoup de différence entre une agricultrice de 39 ans et une de 42 ans. C'est vrai. Mais 40 ans c'est un principe et si on majore à 45 ans, pourquoi ne majorerait-on pas à 47, à 51, à 56, à 61, ou à 67 ans? La norme, c'est 40 ans. Je suis certain que dans votre expérience de douze ans comme homme politique, vous avez probablement vu des cas où souvent les gens étaient très près de la norme.

M. Brassard: ...poursuivi pour discrimination en fonction de l'âge, selon la charte.

M. Pagé: Non, mais j'ai une clause. J'ai un recours.

M. Brassard: Vous avez un 'nonobstant'.

M. Pagé: J'ai un 'nonobstant*' dans ma loi. Vous avez certainement vu ces cas de grands garçons à qui il manque un demi-pouce pour entrer dans la police. Le père vient voir son député, et dit: Est-ce que vous pouvez faire quelque chose? On lui dit: C'est cinq pieds huit, cinq pieds neuf que ça prend, et, si on accepte cinq pieds huit, ça va être cinq pieds sept et cinq pieds six. Finalement on va avoir des polices de quatre pieds.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Brassard: Cela va, M. le Président.

Le Président (M. Richard): Est-ce que ça va pour le programme 2?

M. Pagé: Est-ce qu'on peut suspendre pour une minute, M. le Président?

M. Brassard: Une police de quatre pieds ça serait peut-être intéressant surtout sur la route, quand ils veulent te coller une infraction.

Une voix: Pas besoin de se pencher.

M. Pagé: On va suspendre pour une minute là-dessus, M. le Président.

Le Président (M. Richard): On suspend pour quelques minutes.

(Suspension de la séance à 17 h 34)

(Reprise 17 h 41)

Le **Président (M. Richard):** À l'ordre, s'il vous plaît!

Nous reprenons les travaux de la commission. M. le député de Lac-Saint-Jean.

M. Brassard: Je voudrais considérer le programme 2 comme adopté, M. le Président.

M. Pagé: J'ai des commentaires pour l'information des députés. Dans l'analyse qu'on fait avec l'Office du crédit agricole, on prévoit que les besoins financiers moyens sur la base d'une prime de 15 000 \$ seront d'environ 22 000 000 \$ par année quand le rythme de croisière moyen sera atteint, pour 1500 personnes par année en moyenne.

Le Président (M. Richard): Donc le programme 2 est adopté, éléments 1, 2, 3, 4 et 5.

M. Pagé: Je voudrais remercier les fonctionnaires de l'Office du crédit agricole qui se sont rendus disponibles et surtout pour le bon travail qu'ils effectuent.

M. Brassard: Merci beaucoup.

Le **Président (M. Richard):** J'appelle maintenant le programme 3.

Aide à la production agricole

M. Brassard: M. le Président, le programme 3, Aide à la production agricole. C'est l'ensemble des programmes d'aide et de soutien aux agriculteurs. Depuis la réforme des programmes qui est entrée en vigueur en avril 1987, il y a des constats qu'on doit faire. D'abord, une réduction assez significative des crédits. Deuxièmement, des

crédits périmés substantiels. L'an passé, 75 % des crédits périmés du ministère se sont retrouvés à ce chapitre, dont 9 000 000 \$ de périmés. On pense que cela s'explique par le fait, d'abord, que l'aide financière, dans la plupart des programmes, a été réduite de façon notable. Elle est passée de 40 % à 30 % dans la plupart des cas.

Deuxièmement, en termes de critères d'admissibilité également, il y a eu un resserrement qui fait que c'est moins accessible pour plusieurs programmes. C'est ce qui fait finalement, entre autres, que l'Union des producteurs agricoles a adopté, en décembre dernier, une résolution demandant, d'une part, une révision des critères et conditions et, d'autre part, demandant également une augmentation de la contribution gouvernementale en termes de pourcentage du coût des travaux encourus. Elle réclamait 50 % plutôt que 30 %. Dans ses considérants, elle indiquait que dans plusieurs volets des programmes il fallait faire des investissements considérables avant de pouvoir bénéficier d'une subvention, que le pourcentage de subvention du coût des travaux était trop bas et que, pour toutes ces raisons, elle réclamait une révision des programmes.

Bref, M. le Président, on a la nette impression que la réforme des programmes a réduit considérablement l'aide accordée aux producteurs agricoles et qu'il peut y avoir un lien entre cette désincitation ou ce désengagement de l'État et la réduction considérable des investissements en agriculture depuis trois ans.

Devant tout cela, devant ces revendications, est-ce que le ministre a l'intention de procéder à une révision des programmes d'aide de façon à les rendre plus accessibles d'une part et, d'autre part, à faire en sorte que la contribution gouvernementale soit accrue?

M. Pagé: Je peux vous dire, M. le député, que globalement le ministère de l'Agriculture dépense des sommes importantes dans ses crédits; on réfère ici à des centaines de millions de dollars. Il faut avoir certaines choses à l'esprit. À chaque année, le ministère de l'Agriculture se voit allouer des sommes additionnelles dans le cadre de budgets supplémentaires. L'an dernier, c'était 31 000 000 \$. Cet élément, conjugué avec le fait que les crédits périmés sont toujours en pourcentage très faible, ainsi que je m'y étais engagé en 1985... à mon arrivée au ministère... D'ailleurs, si on se réfère à l'année 1988-1989, on doit constater que les crédits périmés de 22 000 000 \$ représentent 3,7 % des crédits alloués, ce qui est nettement inférieur aux années passées.

Vous savez, en 1984-1985, c'était 9,9 % du budget du ministère qui étaient périmés. C'était un montant de 46 000 000 \$ sur 469 000 000 \$. En 1983-1984, c'était un montant de 46 000 000 \$ sur 427 000 000 \$, pour 11 %, et en 1982-1983, c'était 11,3 % pour 51 000 000 \$ sur 453 000 000 \$.

Au cours du premier vrai budget de notre gouvernement, c'est-à-dire 1986-1987, on a ramené ça à 4,9 %; en 1987-1988, 2,9 % du budget qui étaient périmés, et en 1988-1989, 3,7 %.

Partant des crédits périmés, il faut voir le taux de croissance du budget à partir du montant voté comparativement au montant effectivement dépensé. Cela indique que pour l'année 1988-1989 on a dépensé pour l'ensemble du ministère 570 376 000 \$ comparativement à un budget de 615 846 000 \$, ce qui veut dire une croissance de 45 000 000 \$.

Je comprends, et c'est normal, c'est de bonne guerre, je faisais la même chose quand j'étais assis dans votre fauteuil que vous comparez le montant voté en 1988-1989 au montant voté en 1989-1990 pour en arriver à un taux de croissance de x % mais qui est en deçà du véritable taux de croissance, parce que le véritable taux de croissance est référé au montant effectivement dépensé par rapport au montant voté. Cela s'accrédite d'autant plus dans le cas du ministère de l'Agriculture qu'on n'a pas la réputation de périmé beaucoup de budgets.

Un autre élément. Vous adressez des reproches, ou plutôt vous exprimez des regrets à l'égard des programmes d'aide à la production agricole. Il faut convenir que cette réforme des programmes a été très bien reçue par l'Union des producteurs agricoles. Je conviens cependant que pour la première année d'application de ces programmes, il y a peut-être eu un peu de mauvaise compréhension. Un exemple concret: les clubs de production, un outil qui m'apparaît très intéressant offert au bénéfice des producteurs, ont pris un peu de temps à démarrer. Pourquoi? Parce que, pour certains producteurs agricoles, entre autres, pour l'UPA, cela apparaissait comme étant une possibilité, une avenue pouvant conduire à un désengagement de l'État, c'est-à-dire transférer aux producteurs le coût des services professionnels, etc. Aujourd'hui, on constate qu'il y a de plus en plus d'intérêt vers ces éléments de la réforme de nos programmes.

Pour nous, si on prend l'exemple du drainage souterrain, bon, on parle souvent du drainage. J'en ai parlé encore avec l'exécutif de l'UPA, quand je l'ai rencontré il y a environ trois semaines ou un mois. Si on fait référence à l'aide qu'on donne, on est passé de 40 % à 25 %, sauf qu'on paie l'intérêt sur deux ans. Quand on additionne le tout, c'est un niveau de subvention d'environ 42 %. Il nous a fallu un certain temps avant de véhiculer cela.

Un autre élément. Si on regarde les crédits de cette année, 103 372 000 \$, comparativement à 101 000 000 \$ l'an passé, il faut comprendre que si le gouvernement accepte ma proposition, et je pense qu'elle sera acceptée, il va verser des sommes additionnelles importantes pour l'application des programmes régionaux s'adressant au Bas-Saint-Laurent-Gaspésie, s'adressant à l'Abitibi-Témiscamingue et au Saguenay-Lac-

Saint-Jean.

J'aurai l'occasion de l'annoncer, quelque part vers la fin du mois d'avril, peut-être pas fin avril, mais à la mi-mai environ, parce que nous sommes actuellement à négocier. Par exemple, on a rencontré la fédération de votre région, il y a une quinzaine de jours. On échange des documents. On est en train de bâtir des programmes de développement régionaux qui vont être mieux adaptés pensons-nous, aux besoins de la région. Un exemple concret, un élément de programme d'irrigation des bleuetières. On en fait chez vous, mais je ne pense pas qu'on en fasse beaucoup en Abitibi-Témiscamingue. Les problèmes de transport ne se posent pas dans votre région comme dans le Bas-Saint-Laurent - Gaspésie.

Partant de là, je peux vous indiquer aujourd'hui que lorsque je ferai l'annonce, au nom du gouvernement du Québec, avec mes collègues, du contenu des programmes de développement régionaux qu'on est en train d'élaborer - avec l'Abitibi-Témiscamingue, c'est complété. Il reste les deux autres régions Bas-Saint-Laurent-Gaspésie et Saguenay-Lac-Saint-Jean - ce sera beaucoup plus de 103 000 000 \$.

Autre élément dont il faut tenir compte, c'est qu'il y a des programmes qui vont à la production, qui sont là pour aider à la production, qui sont des paiements de transferts importants. Exemple concret: le programme d'aide pour la gestion des fumiers. Quand vous parlez des Investissements en agriculture, vous ne tenez pas compte des montants qui sont votés au ministère de l'Environnement et qui servent à défrayer de tels travaux.

Là aussi, ce sont des sommes importantes dirigées vers la production et qui devraient être comptabilisées en principe, peut-être pas dans le grand livre parce que ça ne relève pas de mon ministère, mais dans le budget de l'Aide à la production agricole. Ce sont des paiements de transferts avec un niveau de subvention qui part de 90 % jusqu'à 60 %.

On a d'autres éléments. Si vous prenez les cours d'eau. Le nettoyage des cours d'eau. Conservation des eaux, c'est à l'élément 2 du programme 3. Amélioration foncière, assainissement des sols et conservation des eaux. Si vous le regardez comme ça, vous pouvez toujours soutenir qu'on passe effectivement de 23 775 000 \$ à 21 704 000 \$. Donc vous pouvez soutenir, et c'est vrai de dire que les chiffres indiquent une réduction de 8,7 %.

Or, il faut prévoir une dépense ajoutée. En fait, le vrai budget à ce chapitre de dépenses, c'est plutôt 21 704 000 \$, plus 3 500 000 \$, ce qui donne 25 204 000 \$. Et 25 204 000 \$, comparativement à 23 775 000 \$, ça ne fait pas moins 8,7 %, cela fait environ plus 1,5 %, ou plus 2 %. Pourquoi? Je vais vous donner l'exemple d'un seul dossier, Norton Creek, un cours d'eau important dans la région d'Huntingdon, un dossier qui traînait depuis 45 ans - avant que je

naïsse - qui n'avait jamais été réglé. On a annoncé le règlement. C'est un cours d'eau d'envergure. Cela va nous coûter 10 000 000 \$. On va restaurer, si ma mémoire est fidèle, 1800 ou 2100 hectares de terres pour la production maraîchère. Cela va être utile et c'est économiquement rentable pour le gouvernement de faire cela. Mais on est allé chercher 5 000 000 \$ du fédéral. Compte tenu de l'envergure du projet et de l'impact sur la production maraîchère, le fédéral a accepté de mettre 5 000 000 \$, soit 50 %. Donc, cela n'est pas comptabilisé ici. Un autre élément qu'il faut prendre en compte, dans cela, c'est qu'il y a des équipements dont on n'a pas besoin. Par exemple, on n'achètera pas le cyclope... deux fois de suite. Il y a des dépenses qui sont non récurrentes.

Le Président (M. Richard): M. le ministre, il y a un petit problème d'horaire.

M. Pagé: J'ai terminé.

M. Brassard: M. le Président, j'ai deux remarques à faire. On pourrait discuter longuement de tous ces programmes, on pourrait les prendre un par un. Il reste que les chiffres sont là; c'est extrait du livre des crédits même. En 1985-1986, dernière année budgétaire du gouvernement du Parti québécois, les dépenses - tantôt, on disait qu'il faut comparer les dépenses - étaient de 122 340 000 \$, pas les crédits, mais les dépenses. Cette année, en 1988-1989, dépenses probables, 91 989 000 \$. C'est en dollars courants. Si on les mettait en dollars constants, l'écart serait sans doute plus considérable. Disons 92 000 000 \$ de dépenses probables pour l'an passé, l'exercice 1988-1989 et 122 340 000 \$ en 1985-1986. Déjà, cela veut tout dire. Il est évident que les programmes d'aide étaient plus généreux, plus accessibles avant la réforme des programmes que vous avez effectuée et mise en vigueur à partir d'avril 1988; cela crève les yeux, c'est évident. Il s'est dépensé 122 000 000 \$ en 1985-1986 et l'an passé 192 000 000 \$. Il y a eu moins d'argent sous forme d'aide, de soutien aux agriculteurs parce que les programmes sont moins généreux et plus difficiles d'accès. Vous dites que l'UPA a accueilli... Elle a bien accueilli, c'est vrai. Elle a peut-être fait une erreur à ce moment-là. Elle aurait dû être un peu plus critique au moment de la réforme.

Maintenant, quand on regarde les résolutions de ses congrès, on se rend compte que les gens ne sont pas tellement satisfaits de l'ensemble des programmes d'aide à la production du ministère de l'Agriculture. Il y en a, évidemment, qui portent sur l'ensemble des programmes; j'en ai parlé tantôt. Il y en a en particulier sur les programmes d'aide à la conservation des sols et à l'amélioration des ressources eau et sol. Il y a une résolution de l'UPA, de décembre dernier, qui est très critique à l'égard des programmes du

ministère concernant l'amélioration des ressources eau et sol. C'est un programme important. Cela a toujours été un programme important à l'agriculture. L'accueil des gens de l'UPA était peut-être bienveillant à l'origine, mais, maintenant, ce n'est plus le cas. Ces gens sont très critiques et exigent même une révision en profondeur de plusieurs des programmes d'aide. C'était ma première remarque.

(18 heures)

Ma deuxième remarque concerne les régions. C'est un peu fort. Il a fallu trois ans et demi pour que votre gouvernement et vous-même en veniez à la conclusion que des programmes régionaux agro-alimentaires pour les régions périphériques, c'était important, alors qu'en arrivant au pouvoir il y en avait déjà en vigueur et vous les avez carrément "scrapés".

M. Pagé: Pardon!

M. Brassard: "Scrapés", oui, oui, oui. Il y avait...

M. Pagé: Premièrement, ce n'est pas français et, deuxièmement, ce n'est pas le cas.

M. Brassard: Oui, c'est le cas dans ma région. Il y avait un plan agro-alimentaire de développement qui avait été conclu...

M. Pagé: Écoutez, M. le député...

M. Brassard: ...et négocié.

M. Pagé: M. le député...

M. Brassard: ...en concertation avec les intervenants.

M. Pagé: Vous n'êtes pas sérieux!

M. Brassard: Écoutez!

M. Pagé: Cela avait été conclu et négocié. Cela avait été annoncé par mon prédécesseur...

M. Brassard: Oui.

M. Pagé: ...dans le cadre de sa tournée lors de la campagne à la chefferie.

M. Brassard: Non, non, non.

M. Pagé: Il avait voté 250 000 \$.

M. Brassard: Non.

M. Pagé: Voyons donc!

M. Brassard: C'est faux.

M. Pagé: Voyons donc!

M. Brassard: C'est faux.

M. Pagé: Même si on s'adressait des "faux" et des "vrai", regardez les chiffres.

M. Brassard: Faites attention, ma région, je la connais bien. Il y avait un plan agro-alimentaire d'accepté, d'adopté, de conclu et de mis en vigueur dans ma région. Il n'a pas eu le temps d'être appliqué pendant un an parce que - je reprends mon expression, elle fait image - vous l'avez "scrapé".

M. Pagé: Bien non.

M. Brassard: Vous l'avez "scrapé".

M. Pagé: Bon! Est-ce que vous me permettez un chiffre?

M. Brassard: À partir de ce moment-là...

M. Pagé: En 1985-1986...

M. Brassard: ...trois ans et demi plus tard, vous reconnaissez qu'il y a un besoin à ce niveau. Là, c'est un peu fort.

M. Pagé: M. le Président, c'est un peu fort ce que dit mon collègue. En 1985-1986, il s'est dépensé, dans le cadre du programme de développement régional dans la région 12, où vous êtes, 391 000 \$.

M. Brassard: Quelle année?

M. Pagé: En 1985-1986.

M. Brassard: Oui.

M. Pagé: Bon! En 1984-1985, 214 000 \$ et 391 000 \$ la dernière de votre gouvernement. Dépenses 1986-1987, 910 000 \$, soit 264 % d'augmentation, ne venez pas dire que je l'ai "scrapé".

M. Brassard: De quoi parlez-vous?

M. Pagé: Du programme de développement régional.

M. Brassard: Non.

M. Pagé: Programme spécifique aux régions. Vous êtes dans la région 12, la région agronomique^.

M. Brassard: Oui, oui.

M. Pagé: Chez vous, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, en 1985-1986, programme spécifique à votre région, programme de développement régional agricole...

M. Brassard: Comportant quels volets? Donnez-moi donc tes volets.

M. Pagé: Moulange à la ferme, en fait...

M. Brassard: C'étaient des programmes...

M. Pagé: Attendez un petit peu!

M. Brassard: ...spécifiques à la région.

M. Pagé: Oui, oui, c'est ça.

M. Brassard: Des programmes spécifiques.

M. Pagé: Votre programme de développement régional, administré par le ministère de l'Agriculture. Je ne parle pas...

M. Brassard: On en avait un pour les génisses. N'en aviez-vous pas un pour les génisses?

M. Pagé: Je ne parle pas de l'OPDQ, je ne parle de rien de ça. Il y avait, pour la région 12, votre région... Aide à l'achat de moulange à la ferme, cela s'adressait uniquement à votre région. Il y avait - on remonte à il y a quatre ans... Je vais demander à mes adjoints de vérifier et on va vous donner la liste.

Mais, si on le prend comme budget... Ici, j'ai le budget, pour la région 12, chez vous, pour 1984-1985, dernière année complète de budget de votre administration parce qu'on est arrivés en décembre 1985: 214 900 \$ se sont dépensés chez vous, M. le député; dépenses 1985-1986, 391 900 \$; dépenses 1986-1987, 910 000 \$. Ne venez pas me dire que j'ai "scrapé" le programme. Dépenses 1987-1988, 601 000 \$. Là, j'ai commencé à "cliquer": qu'est-ce qu'il arrive? Pourquoi notre programme n'a-t-il pas reçu un accueil aussi invitant? Pourquoi est-ce qu'il y a moins d'argent à dépenser? C'est là qu'on a enclenché le processus de révision de nos programmes de développement régional que j'escompte bien être en mesure d'annoncer au mois de mai prochain. C'est ainsi que ça s'est passé, et les chiffres sont là, M. le député.

M. Brassard: On va s'en reparler parce que là...

M. Pagé: Oui, oui, on s'en reparlera, cela va me faire plaisir à part ça.

M. Brassard: Oui, certain, parce qu'on ne s'entend pas du tout là. Il y a des programmes qui ont été carrément mis au rancart et avant même...

M. Pagé: Il y a des éléments de programme...

M. Brassard: C'était un plan de cinq ans qui

avait été annoncé par M. Garon.

M. Pagé: Oui.

M. Brassard: Un plan de cinq ans, un certain nombre de programmes négociés avec la Direction régionale du ministère.

M. Pagé: C'est ça.

M. Brassard: L'UPA avait été impliquée.

M. Pagé: M. Larouche, toute l'équipe, bien oui.

M. Brassard: C'était le fruit d'une concertation. Une bonne partie de ces programmes a été abandonnée avant même que l'échéance de cinq ans ne soit terminée.

M. Pagé: Je ne vous dis pas que le contenu du programme qui a été administré en 1988-1989 est identique à celui de 1985-1986, je suis d'accord avec vous. Mais quand vous dites: Vous l'avez "scrapé", ne référez pas aux montants d'argent, on a dépensé 260 % de plus ta première année.

M. Brassard: Écoutez si vous avez changé le programme, ces programmes-là étaient le fruit d'une concertation...

M. Pagé: Là, on est en train de produire un autre fruit.

M. Brassard: ...pour répondre à des besoins spécifiques, identifiés par l'UPA dans la région. Si vous changez complètement le programme, vous pouvez bien parler de programmes régionaux, mais ce n'est plus la même chose.

M. Pagé: Il y a cinq programmes s'adressant particulièrement à votre région qui ont été mis en vigueur en 1985: production de bleuets dans les régions 9 et 12, dont la vôtre; mise en valeur des terres en friche, cela s'adressait à votre région; achat de moulange à la ferme; utilisation de lactosérum pour le porc; l'aménagement de bleuetières au Lac-Saint-Jean; destruction de chiendent dans les champs de céréales. Et ces programmes ont eu cours pendant un certain temps avec des budgets donnés et, généralement, les budgets sont fonction de la réceptivité. Moins nos programmes sont bien reçus, moins on dépense. C'est mathématique, c'est simple, c'est clair.

Je vous indique que nous sommes à para-chever, à négocier et nous sommes très avancés. Dans le cas de l'Abitibi-Témiscamingue, c'est réglé. Dans le cas du Saguenay-Lac-Saint-Jean, ça chemine bien, dans le Bas-Saint-Laurent-Gaspésie, aussi. On va annoncer un autre programme qui correspond plus exactement aux besoins des producteurs chez vous.

Pour revenir à l'élément du budget, vous réferez à 1985-1986. Savez-vous comment l'écart s'explique, M. le député? Vous dites - et vous faites bien de le faire, je serais assis à votre place et je ferais la même chose - en dollars constants, vous dépensez moins aujourd'hui qu'on dépensait en 1985-1986 dans le cadre du programme d'Aide à la production agricole. Je vais vous donner deux exemples. En 1985-1986, il y avait 9 439 000 \$ prévus pour le parc des expositions agro-alimentaires à Montréal. Je pense que cela n'allait pas directement dans les goussets des bons producteurs agricoles du Saguenay-Lac-Saint-Jean ni de ceux du Québec. Il y avait 4 482 000 \$ de subventions pour fermer les entreprises porcines dans la région de l'Assomption. Alors ne me tenez pas rigueur aujourd'hui si je n'inclus pas un montant de 9 439 000 \$ pour le parc des expositions sur l'île Notre-Dame à Montréal. Ne me tenez pas rigueur si je ne vote pas encore une autre somme de 4 400 000 \$ pour fermer des entreprises dans la région de l'Assomption et, par surcroît, avec un problème de surplus de purin, alors que le programme prévoyait la fermeture de ceux qui répondaient aux critères de la loi. On pourra revenir sur ça et en parler longtemps. Et, ceux qui n'étaient pas conformes à la loi et à la réglementation ne pouvaient pas être subventionnés, donc ils ont continué. C'était plus ou moins logique dans mon esprit de dépenser 10 000 000 \$ comme on l'a fait et ce n'est pas de gaieté de coeur que j'émettais des chèques de 300 000 \$ pour fermer des entreprises. C'était 1455 \$ par truie. C'était 55 \$ par porc. Et, dans certains cas, des chèques de 300 000 \$. Tenez, voilà, fermez *votre* entreprise. Et, par surcroît, pour bénéficier du programme, il fallait être conforme aux normes de l'Environnement. Et le voisin d'à côté qui ne l'était pas n'avait pas de chèque, sauf qu'il continuait à produire.

L'autre élément... Ne me demandez pas de voter aujourd'hui dans mes programmes d'aide à la production 1 935 000 \$ qui étaient dans le budget auquel vous réferez en 1985 pour aider à planter des pommiers à la suite du gel que les pomiculteurs du Québec ont connu en 1983. Donc, l'année 1985 prévoyait des dépenses, exemple concret, l'entreposage des grains à la ferme. Une fois que tu as fait ton programme, une fois que tu as subventionné tes entreprises, une fois que la capacité d'entreposage est augmentée, que le programme est terminé, on ne paye pas une deuxième fois. C'étaient 7 050 000 \$, et cela était aussi une entente fédérale-provinciale comme mon sous-ministre me l'indique. Quand cela a été fini, cela a été fini.

Si on totalise des sommes référant à des programmes non récurrents en 1985-1986 quand vous avez quitté le côté droit de la Chambre pour venir siéger du côté gauche, on en arrive à 26 430 000 \$. Alors, prenez le budget de 1985-1986, réduisez-le de 26 430 000 \$ et comparez-le aux sommes qu'on met aujourd'hui, et vous avez

constater qu'on est positifs.

M. Brassard: C'est en dollars courants. Si vous le mettez en dollars constants l'écart est plus considérable. En dollars courants, ce sont 30 000 000 \$. Si vous les mettez en dollars constants, ça fait pas mal plus que ça. Alors, vous êtes loin du compte malgré ce que vous dites.

M. Pagé: Où prenez-vous cette somme de 92 000 000 \$ pour cette année? Ce n'est pas 92 000 000 \$, c'est 103 000 000 \$.

M. Brassard: Dépenses probables, 91 989 000 \$.

M. Pagé: Où cela? Pour l'année 1988-1989?

M. Brassard: Évolution budgétaire des programmes 1985-1989. À la page XIV - en chiffres romains - du livre des crédits. Budgétisation par secteur. Aide à la production agricole en agriculture.

M. Pagé: Vous réferez à la prévision qui s'appuie sur...

M. Brassard: Dépenses probables.

M. Pagé: ...les dépenses effectives de 1988-1989 comme étant des dépenses probables en 1989-1990.

M. Brassard: C'est cela.

M. Pagé: Ce n'est pas cela qui est voté, c'est 103 000 000 \$.

M. Brassard: Non, non, mais là, je compare des dépenses. Il faut comparer des dépenses avec des dépenses et non pas des crédits... Il faut comparer des crédits avec des crédits et des dépenses avec des dépenses. Quand je vous parle de 122 340 000 \$ en 1985-1986, ce sont des dépenses. Ce sont des dépenses réelles, évidemment, cela fait assez longtemps que c'est prêt. Ce sont des dépenses réelles, elles ne sont pas probables. En 1988-1989, elles sont probables, mais elles sont à 91 989 000 \$, mais en dollars courants. Mettez cela en dollars constants et l'écart est évidemment plus considérable. Cela dit...

M. Pagé: ...les 26 000 000 \$.

M. Brassard: Oui, même en retranchant ça, il reste qu'il n'y a tout de même pas un contentement et une satisfaction considérable à l'égard de...

M. Pagé: J'en conviens, il n'y a pas d'engorgement sur le chemin Sainte-Foy pour venir nous féliciter.

M. Brassard: Effectivement.

M. Pagé: Ce sont des programmes bien ciblés qui ont reçu un accueil favorable, qui ont d'ailleurs été bonifiés en cours de route...

M. Brassard: Ils méritent de l'être encore.

M. Pagé: ...et on se dirige vers une réforme. J'ai demandé à l'Union des producteurs agricoles de s'asseoir autour de la table en prévision des nouveaux programmes qu'on va annoncer au printemps 1990.

M. Brassard: J'ai une dernière demande à formuler à ce sujet, M. le Président. Est-ce qu'il serait possible d'avoir d'ici quelque temps, disons pour la période couvrant les cinq dernières années, par région et par programme une ventilation de l'aide à la production agricole. Est-ce que c'est faisable?

M. Pagé: C'est-à-dire que nos programmes ne s'appliquent pas par région, M. le député.

M. Brassard: Vous avez des bureaux régionaux?

M. Pagé: Oui, oui, on a des bureaux régionaux, on a des bureaux locaux...

M. Brassard: Alors, j'imagine que...

M. Pagé: ...on en a 97 en tout, mais nos programmes, nos budgets... Quand on reçoit le budget, on ne dit pas: Bon, là, on a 10 000 000 \$ à tel poste, on va en dépenser 442 000 \$...

M. Brassard: Non, ce ne sont pas vos budgets, ce sont vos dépenses...

M. Pagé: ...dans telle région et 700 000 \$ dans la région de Nicolet, parce que c'est un bassin de production agricole important. Ce n'est pas comme ça qu'on fonctionne.

M. Brassard: Je ne vous demande pas une ventilation de vos budgets ou de vos crédits. Je vous demande une ventilation de vos dépenses.

M. Pagé: Oui.

M. Brassard: Ce n'est pas pour l'année 1989-1990, c'est pour l'année dernière, il y a deux ans et il y a trois ans. Là, ce sont les dépenses par région. Vous devez avoir des données là-dessus.

M. Pagé: Oui, on en a, sauf que le ministère n'a jamais jugé opportun de répondre à cette question.

M. Brassard: C'est pourtant important de savoir, pour une région comme...

M. Pagé: Non, mais pour les motifs suivants...

M. Brassard: ...le Saguenay-Lac-Saint-Jean ou l'Abitibi-Témiscamingue...

M. Pagé: Bien oui, mais...

M. Brassard: ...que le ministère de l'Agriculture a investi telle année, sous forme d'aide à la production agricole...

M. Pagé: C'est intéressant.

M. Brassard: ...tant de milliers de dollars.

M. Pagé: D'ailleurs, au niveau de la région, généralement, les producteurs le savent, les gens le savent. Vous-même et l'honorable député du comté d'Abitibi-Ouest m'avez dit, lors de la période de questions il y a quelques mois, c'était à l'automne qu'on avait dépensé tant d'argent dans votre région. Donc, ces chiffres vous sont accessibles, mais au niveau provincial, vous pouvez avoir un programme plus populaire ou plus nécessaire dans une région par rapport à une autre, et c'est très flottant. Une année, une région peut avoir globalement, par exemple, 10 000 000 \$, et l'année suivante en avoir seulement 7 000 000 \$, puis l'année d'après 11 000 000 \$, selon une foule de conditions et de critères.

M. Brassard: J'en conviens, c'est pour ça que je vous demande ça pour un certain nombre d'années.

M. Pagé: Oui.

M. Brassard: Je ne demande pas ça juste pour l'année dernière.

M. Pagé: Je ne vous dis pas que ce n'est pas faisable, sauf que le ministère n'a jamais jugé opportun de le faire, pour un motif très simple. Je ne pense pas que ce serait rendre service à l'agriculture. Au lendemain de ça, l'ensemble des régions vont se comparer. Est-ce que vous accepteriez qu'on prenne le budget, par exemple, qu'on le réduise par le nombre de producteurs agricoles du Québec et qu'on l'affecte à chacune des régions? Je ne pense pas que ce soit la meilleure façon de procéder. C'est un genre de souveraineté-association à l'intérieur du Québec. Je n'ai pas tellement confiance à ça.

Le Président (M. Richard): Messieurs...

M. Brassard: Je reviens à la charge M. le Président.

M. Pagé: Je vais y réfléchir, mais je ne suis pas enclin à vous dire oui. Je suis très désolé parce que j'aime bien vous dire oui.

M. Brassard: Pour le motif de transparence de la gestion publique, il me semble important que l'on puisse savoir comment se répartissent les dépenses en matière d'aide à la production agricole.

M. Pagé: Je comprends très bien votre question. Cependant, je vous indique que j'hésite...

M. Brassard: Le député de Saint-Hyacinthe est sûrement d'accord avec moi.

M. Pagé: ...à vous dire oui. J'aimerais bien vous dire oui, mais j'hésite et je vais y réfléchir.

Le Président (M. Richard): M. le ministre, je suis désolé de vous empêcher probablement de dire oui mais le temps - et je sais que cela vous fait de la peine de part et d'autre - est terminé. Est-ce que l'on considère, et je pense que l'on n'a pas beaucoup de choix, que du programme 1 au programme 9 inclusivement, l'ensemble des crédits est adopté?

M. Brassard: M. le Président, une dernière remarque. En tenant compte des 26 000 000 \$ non récurrents qu'on enlève en 1985-1986 et si on les transforme en dollars constants, on tombe quand même à 110 800 000 \$ de dépenses.

M. Pagé: Si on ajoute mes 103 000 000 \$, plus l'argent qui vient du fédéral, on arrive à peu près à un chiffre égal. C'est bon.

Le Président (M. Richard): Donc, c'est l'adoption de l'ensemble des crédits du ministère du programme 1 au programme 9 inclusivement. Nous ajournons donc sine die puisque la commission a accompli son mandat.

M. Pagé: M. le Président, merci à vous et aux membres de la commission. Je dois aussi remercier les fonctionnaires de mon ministère qui se sont joints à nous aujourd'hui.

Le Président (M. Richard): Merci M. le ministre, merci M. le porte-parole officiel.

(Fin de la séance à 18 h 17)